

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@

Numéro 7 -- avril 2002
>gazettegb@yahoo.fr<
News in French, Spanish and English
Established 1991 by Serge Thion

@@

US GO HOME

JEWS PROCEED TO BIROBIDJAN

**ARRETONS LA BOUCHERIE JUIVE EN PALESTINE
ILS MASSACRENT LES CIVILS ET S'ACHARNENT SUR LES
SECOURISTES
ADOLF SHARON À LA HAYE**

JOSPINRAC BOMBARDE L'AFGHANISTAN, AUSSI.

BEN LADEN SE MARRE BIEN

ANACONDA: LES MORTS SE FONT LA MALLE

LA CLÉ DU MYSTÈRE: AL QAIDA N'EXISTE PAS

LE FBI N'A PAS TROUVÉ UNE SEULE CELLULE

A GUANTANAMO, ON NE DIT PAS MOT

L'ARMÉE NAZIONISTE PARADE EN FRANCE

UN MILITANT DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME FLINGUE LE CONSEIL MUNICIPAL DE NANTERRE

ISRAÉLIENS, PENSEZ À NORIEGA, SADDAM HUSSEIN, BEN LADEN, VOYEZ COMMENT LES AMÉRICAINS BOMBARDENT LEURS PROPRES CRÉATURES

Contributions d'Israël Shamir, Uri Avnéry, Philippe Blanchard, John Sugg, Pierre Guillaume, Maria Poumier, El Incontrolado, Robert Fisk, Congressman Dennis Kucininih, Peter Symonds, José Saramago.

Edito

I Sur ce qu'on entend par "paix juste"

Beaucoup d'organisations commencent à se mobiliser pour protester contre les méthodes barbares du gouvernement israélien. Les diplomaties européennes appellent à un arrêt des "violences", le même mot que l'on emploie pour désigner les actes des hooligans, à la sortie des stades. Les diplomaties arabes proposent un petit marchandage, issu de la culture des souks. Tout le monde se débarrasse de la réalité en appelant à une "paix juste". Qui ne voudrait d'une "paix juste" ? C'est le thème particulièrement lancinant de diverses campagnes où pétitionnent nombre de personnes qui se disent ou se revendiquent comme "juifs" et "juives" de France.

Il est entendu qu'une "paix juste", dans le présent contexte politique, veut dire l'établissement d'un Etat palestinien, dans la portion congrue que l'Etat juif lui laisserait en Palestine, les Territoires dit "occupés", en souvenir de la conquête de 1967 qui venait effacer l'échec de 1948, en évacuant peu ou prou les "colonies". Il n'est pas inutile de rappeler ici que cet Etat était prévu en 1947 par les Nations-Unies, bien que personne ne puisse dire exactement de quel droit les Nations-Unies disposaient du destin et du territoire d'une population qui n'était pas consultée... Cet Etat inexistant -- demandez-vous pourquoi il n'existe pas encore vraiment -- est déjà vieux de 55 ans. Combien de temps peuvent vivre les Etats inexistantes ?

Les partisans d'une "paix juste" imaginent que ces deux Etats vont ensuite, du simple fait de leur existence, coexister harmonieusement. Le bon sens, qui devrait nous interdire de nous livrer à des naïvetés de ce genre, nous indique que cette solution, si par miracle elle intervenait, arriverait beaucoup trop tard. Il y a longtemps que les ignominies de l'occupation rendent la coexistence impossible. Elle serait issue de trop d'années de guerre, de racisme, de brutalités et d'horreurs imposés par les juifs.

Mais surtout elle n'aurait rien de "juste". Quelle justice pourrait advenir d'une énorme spoliation ? Les 60 ou 70% du territoire palestinien que les juifs entendent s'approprier représentent le produit d'une énorme rapine, effectuée à main armée. Depuis quand un tribunal reconnaîtrait-il au pillard qui a volé les propriétés d'autrui à force ouverte le droit de garder la plus grosse partie du butin en proclamant le partage "juste" ?

Le fait est que les Palestiniens n'ont jamais "reconnu" le droit des étrangers à venir les envahir et les déposséder par la force. Que ce soient les Arabes de Palestine qui sont restés dans les frontières de 48, ceux qui vivaient en 67 dans les territoires palestiniens sous tutelle jordanienne ou égyptienne, et ceux qui vivaient dans les camps, en dehors de la Palestine depuis 48, aucun n'a jamais accepté vraiment cette spoliation. Ils résistent avec la dernière énergie. Faisons un petit effort d'imagination: on dirait que la deuxième guerre mondiale s'arrête en 1940 ou début 41. Les Allemands occupent une bonne partie de la France. Une certaine résistance s'organise et multiplie peu à peu les actes contre les occupants. Décidés à détruire les "terroristes", les Allemands occupent le reste du pays, la zone nono (non-occupée). Ce qui aboutit à renforcer et développer la résistance qui multiplie les attentats contre les occupants. Les atrocités de l'armée d'occupation se multiplient. Les attentats suicide interviennent comme réponse à l'utilisation de plus en plus massive de l'armée pour imposer l'occupation. Alors interviennent de bonnes âmes qui proposent une "paix juste". On va fixer une frontière sur la zone de démarcation. Les Allemands s'approprient toute la zone nord, y compris les régions atlantiques, dans laquelle les Français, devenus étrangers sur place, n'ont pratiquement plus aucun droit, et la France se réduit au Massif central et à la Provence. Voici la "paix juste", proposée, le plus souvent, par des émigrés allemands. Qu'en pensez-vous ? N'est-ce pas une merveilleuse solution ? D'ailleurs, les chefs israéliens ne sont-ils pas eux-mêmes très favorables à cette "paix juste" ? Ce qui prouve bien qu'elle est le contraire de la paix et l'inverse de la justice.

Elle se fonde sur un cynisme effroyable, sur une "injustice" perpétuelle. Ce n'est pas une "paix", c'est une solution de force imposée par la force. Le cynisme anglais la résume ainsi: "Might is right".

L'occupation allemande a cessé. L'Allemagne du Troisième Reich a été abolie, démantelée et totalement dissoute. L'Union soviétique est passée. L'Allemagne de l'Est a été rachetée. L'occupation turque à Chypre ne durera pas toujours. L'occupation chinoise du Tibet est condamnée. L'occupation israélienne devra cesser dans les "territoires occupés" comme dans le reste de la Palestine. La seule solution durable, la seule "paix juste" sera le repli de l'appareil militariste et fascisant de l'Etat israélien qui sera liquidé par des moyens politiques, comme n'importe quelle entreprise en faillite. Si, par une singulière perversion de l'esprit du droit, on pouvait considérer que les juifs ont eu à un moment donné un droit quelconque, si minime fût-il, en Palestine, ils l'ont rendu caduc par leur comportement fondamentalement raciste et inhumain, par leur recours obstiné, permanent aux actes condamnés par ce même droit sous la rubrique "crimes contre l'humanité". La seule "paix juste" est le départ des juifs vers d'autres destinations, tout comme les croisés, il y a neuf siècles, ont dû finir par se rembarquer après un siècle de présence militaire et politique. En Algérie, il a fallu 130 ans et une guerre pour convaincre les colons de partir. Les seules colonisations durables sont celles qui commencent par un génocide à peu près complet (Amérique du nord, Australie, Nouvelle-Zélande...). Quant à ceux qui aujourd'hui demandent une "paix juste" fondée sur l'injustice, il faut se demander s'ils ne sont pas les agents, volontaires ou involontaires, d'un sionisme remaquillé qui cherche à cacher ses horreurs. Soutenir une présence juive en Palestine, c'est justifier les crimes sur lesquelles elle se fonde et sans lesquels elle aurait cessé depuis longtemps.

II L'affaire de l'avion

Alerté dès le mois d'octobre par Emmanuel Ratier sur le fait qu'on ne voyait l'avion qui est "entré" dans le Pentagone sur aucune photo, nous avons, nous aussi suivi cette affaire, parallèlement à Thierry Meyssan, du Réseau Voltaire, vis-à-vis duquel nous éprouvons une profonde méfiance car son fonctionnement se nourrit certainement de canaux branchés sur des milieux policiers qui l'irriguent en fonction de leurs besoins politiques. Mais un fait et un fait. Et quel sont les faits sur l'avion du Pentagone ? Pas de photos, pas de traces de l'avion, et un trou qui ne permet pas de faire entrer un avion avec des ailes.

La version officielle des événements du 11 septembre, donnée immédiatement pas les autorités américaine, offre trop d'invéraisemblances pour être acceptée telle quelle. Couvrir ces invéraisemblances en disant qu'elles relèvent de l'enquête du FBI est une gentille façon de prendre les gens pour des cons. Mais il faut distinguer l'explication générale de ce qui s'est passé ce jour-là, qui reste un grand mystère, de l'affaire de l'avion du Pentagone, qui n'est qu'une petite partie, presque secondaire, Qu'il y ait eu un avion ou un hélicoptère ou un camion ne change pas grand chose au fait qu'il faut

L'AVION DU PENTAGONE
Quelques éléments de collecte:

Si vous voulez la preuve qu'aucun avion n'a pu pénétrer dans le Pentagone, voyez les photos, bizarrement redatées, prises par une caméra automatique, ou dans la même seconde on voit le bâtiment intact et une boule de feu, sans l'ombre de la queue de quoi que ce soit. La question subsidiaire est: qu'est devenu l'avion d'American Airlines, s'il a existé, dont on nous dit qu'il est "tombé" sur le Pentagone, alors qu'il n'existe aucune preuve visuelle de ce phénomène ?

Voir les photos sur le site du *Washington Post*, qui dit benoîtement que l'avion "n'est pas clairement visible". Il n'y a pas plus d'avion que de beurre sur la commode.

<<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A56670-2002Mar7.html>> Ces photos ont ensuite disparu, mais elle ont été récupérées par d'autres sites.

Au fur et à mesure que les jours passent, nous sommes submergés par un déluge de photos du Pentagone qui montrent qu'il n'y a pas eu d'attaque par un avion, du tout. Voir, entre autres, <<http://www.thepowerhour.com/postings/report.htm#Part>>

"A lire Thierry Meyssan, on se croirait en plein roman de politique-fiction. Pour ce défenseur des libertés individuelles, principal animateur du Réseau Voltaire, l'attentat sur le Pentagone du 11 septembre dernier serait une mise en scène, Oussama bin Laden un membre actif de la CIA agissant en tant que banquier et recruteur de l'organisation, Mohammed Atta, chef désigné du commando, un membre des services secrets pakistanais et George Bush un pantin aux mains d'un groupe de conspirateurs désireux de renforcer l'arsenal militaire américain.

C'est ce qu'écrit *Actualité juive* (21 mars): "Attentats du 11 septembre: ceux qui croient à une intox". On lit aussi: "Une thèse qui avait été avancée, bien avant Meyssan, par la lettre électronique *Faits et Documents* du 18 octobre 2001, diffusée par le journaliste d'extrême droite Emmanuel Ratier."

Autres photos: <<http://criticalthrash.com/terror/>> L'auteur arrivé sur place avant les pompiers, dit qu'il a vu l'avion à 30 m du sol. On lui demande de confirmer; il répond:

From: SteveRiskus@aol.com, Date: Sat, 16 Mar 2002 18:34:13 EST

Subject: Re: plane

i saw the american airlines 757 hit the pentagon... i dont know why there is no debris in the picture

Voir

<<http://www.ournetfamily.com/WarOnTerror/emails/pentagonwitness.html>>

Un site sceptique, avec traductions françaises de sceptiques américains:

<<http://www.cs3i.fr/abonnes/do/ag/383.htm>>

Qui a fait pression sur Yahoo?

Qui a demandé à Yahoo de changer sur son site <<http://fr.news.yahoo.com/020325/108/2j0r0.html>>

un tout petit membre de phrase, et un seul, dans le long compte rendu consacré par Philippe Blanchard et Valérie Labrousse à l'accueil fait au Salon du Livre au récent ouvrage de Thierry Messan, "L'Effroyable Imposture"?

En effet: le lundi 25 mars 2002, à 11h 45, l'article placé sur ce site se terminait de la manière suivante:

"En une semaine, «l'Effroyable imposture» est devenu une bible pour les adeptes de Faurisson. Et ce ne sont certes pas les animateurs des sites anti-rumeur «HoaxBuster» ou «Snops.com» respectivement interrogés par Canal Plus et l'AFP qui pourront révéler si oui ou non le Pentagone a manipulé la version officielle des attentats du 11 septembre."

6 h et 17 mn plus tard le même jour, à 18 h 02 exactement, tandis que l'intégralité de l'article était respectée, seule la première phrase de cet alinéa était ainsi modifiée:

"En une semaine, «l'Effroyable imposture» est devenu un véritable phénomène. Et ce ne sont..."

Qui a peur de qui? Et de quoi?

11 Septembre : le grand mensonge des Etats-Unis

Selon le journaliste Thierry Meyssan, aucun avion ne serait tombé le 11 septembre sur le Pentagone et l'ensemble de la version officielle américaine sur les attentats serait fantaisiste. Une thèse particulièrement bien étayée dans son dernier ouvrage, *L'Effroyable imposture*, qui sort cette semaine aux éditions Carnot.

A lire Thierry Meyssan, on se croirait en plein roman de politique-fiction. Pour ce défenseur des libertés individuelles, principal animateur du Réseau Voltaire, l'attentat sur le Pentagone du 11 septembre dernier serait une mise en scène, Oussama bin Laden un membre actif de la CIA agissant en tant que banquier et recruteur de l'organisation, Mohammed Atta, chef désigné du commando, un membre des services secrets pakistanais et George Bush un pantin aux mains d'un groupe de conspirateurs désireux de renforcer l'arsenal militaire américain.

Délirant ? Au contraire. L'ouvrage d'investigation démontre preuves à l'appui la plupart des affirmations qui précèdent. Par exemple, les photos prises au Pentagone par le service de presse du DoD lui-même, peu après le prétendu crash sont exemptes de débris de Boeing. Or un tel engin n'aurait pas eu la place physique de percuter la façade de l'immeuble sans que ses ailes ne s'y encastrent. "L'avion s'est désintégré sous le choc" affirme-t-on à Washington. "Ridicule", rétorque Thierry Meyssan pour qui les rares témoins oculaires directs sont hautement suspects du fait de leurs fonctions officielles. Aucun débris sérieux en dehors de la boîte noire et d'un phare n'ont pu en effet être retrouvés. Et même le témoignage des pompiers, publié sur le site du Pentagone, ne permet pas d'accréditer la version officielle. Étrange.

Très troublant également, le tissu de "preuves" rendues publiques par le FBI peu après les événements, basé sur des pièces d'identités retrouvées miraculeusement intactes dans les débris des Twin Towers ainsi que sur des cassettes vidéo issues des bagages du chef désigné des terroristes. Un surplus assez encombrant lorsqu'on souhaite se suicider remarque avec ironie l'auteur. Par ailleurs, des radioamateurs auraient capté des balises peu avant les impacts des avions à Manhattan leur assurant de ne pas rater leurs cibles. Pas besoin, donc, de cours de pilotage...

Autre mystification, selon l'auteur, la traque contre bin Laden, mise en scène de toutes pièces alors que des sources concordantes relayées par la presse française affirment que le 10 septembre, l'ennemi public numéro un de Washington est sous dialyse dans un hôpital pakistanais et reçoit la visite du chef de bureau local de la CIA. Nous sommes loin de la grotte des montagnes afghanes. Sans parler de la rocambolesque fuite du Mollah Omar à mobylette sous les yeux des satellites américains. Un ensemble d'éléments devenant limpides si l'on considère que le milliardaire saoudien travaille en réalité pour Washington à la lutte contre l'influence soviétique en Asie centrale et en Afrique, sous couvert de terrorisme international. Un bouc émissaire finalement jamais inquiété véritablement.

A défaut d'asséner une vérité définitive, l'enquête de Thierry Meyssan, vérifiable point par point par des liens vers des sites Internet officiels ou de différents médias, jette un sérieux discrédit sur la thèse officielle des Etats-Unis, qui vont sans doute devoir s'exprimer. Derrière ces événements troubles se dissimuleraient "un clan particulier de l'US Air Force souhaitant développer une arme spatiale" comme quatrième arme après la marine, l'armée de terre et l'armée de l'air. Une conclusion loin d'être fantaisiste au regard de la dernière annonce belliqueuse de George W Bush évoquant de possibles frappes nucléaires sur huit ennemis désignés de Washington. Peut-être faudra-t-il en ajouter un neuvième avec l'auteur de "L'Effroyable imposture".

Au plan méthodologique, ce dernier affirme avoir travaillé avec une mystérieuse équipe d'une vingtaine de personnes dont il souhaite préserver l'anonymat pour leur sécurité. Car le travail minutieux présenté dans l'ouvrage n'est "bien entendu pas celui d'un homme seul". S'il a reçu des menaces parce qu'il professe des opinions à l'encontre de certains intérêts, il a également bénéficié de certains soutiens, y compris aux Etats-Unis, en provenance d'intérêts différents de ceux de Washington. A suivre...

<mailto:phil@digipresse.com>Philippe Blanchard 2002

Le Monde du 20 mars Théorie du complot:

Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire, publie *L'Effroyable Imposture*, dans lequel il postule qu'aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone le 11 septembre.

<<http://www.reseauvoltaire.net/actu/imposture.htm>>

Yahoo! France a donné une large audience à l'histoire au moyen d'une interview de Thierry Meyssan.

<<http://fr.news.yahoo.fr//020313/108/t2/2ih0t.html>>

Le site belge Amigaphil reprend ces images en les confrontant aux témoignages directs.

<<http://amigaphil.planetinternet.be/PentagonCrash.html>>

Le "webzine" L'Asile utopique a réalisé un "jeu des 7 erreurs" développant de façon ludique cette argumentation.

<<http://www.asile.org/citoyens/numero13/pentagone/erreurs.htm>>

Snopes.com, site spécialisé dans la chasse aux rumeurs, répond à chacune de ces allégations.

<<http://www.snopes2.com/rumors/pentagon.htm>>

La chaîne irlandaise RTÉ fournit la liste des victimes du vol AA77.

<http://www.rte.ie/news/features/us_siege/victims/flight77.html>

Le 7 mars, de nouvelles photographies de l'explosion ont été rendues publiques sur CNN.

<<http://edition.cnn.com/interactive/us/0203/pentagon.crash.gallery/frameset.exclude.html>>

Dans un point de vue, David Corn, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire américain de gauche *The Nation* supplie de cesser de diffuser ce genre de nouvelles: "les théories de la conspiration sont une nuisance. Elle rivalisent avec la réalité pour attirer notre attention. Il y a suffisamment de raisons d'être scandalisé sans être obnubilé par ces absurdités de type X-File".

<<http://www.zmag.org/content/TerrorWar/cornterror.cfm>>

<<http://www.lemonde.fr/surlenet>>

Assez curieusement, c'est sur un site Vert, dans la mouvance d'Alain Lipietz, que l'on trouve un ensemble de liens et de notes de lectures qui nous paraissent empreintes de beaucoup de bon sens. Voir

<<http://www.3emillenaire.net/resistanceverte/#2>> et la liste des liens à:

<http://www.3emillenaire.net/resistanceverte/article.php3?id_article=157>

Meyssan va mettre en ligne aussi un grande page de liens et de documents.

UN MAILLON MANQUANT

Neue Solidarität, la revue des larouchistes allemands, du 21 novembre 2001, indique que les services secret entourant habituellement le président ont reçu le matin du 11 septembre un coup de téléphone anonyme leur donnant le code secret par lequel la Maison Blanche authentifie ses ordres et celui que le président utilise quand il est à bord d'Air Force One. Cette information, si elle est confirmée, indique donc qu'une menace a été clairement exprimée montrant que le président n'était pas à l'abri. Ceci pourrait expliquer l'effroi visible de Bush vers midi, les zigzags de ses déplacements et son besoin d'aller dans des bases militaires pour chercher des moyens de communication "sécurisés".

UN AUTRE CHAÎNON MANQUANT

Le réseau Al Qaida (s'il existe) aux Etats Unis était doublé d'un réseau israélien.

Un réseau d'espions israéliens découvert aux Etats-Unis

Paris (AP) -- Un vaste réseau d'espions israéliens opérant sur le territoire américain a été démantelé par les services de contre-espionnage des Etats-Unis, qui auraient déjà appréhendé ou expulsé 120 personnes dans le cadre de cette affaire, révèle dans sa dernière livraison *Intelligence online*, magazine spécialisé dans les questions de renseignement. Selon le quotidien *Le Monde*, qui revient mardi sur le dossier, "l'une de leurs missions aurait été de pister les terroristes d'Al-Qaïda" aux Etats-Unis, avant les attentats du 11 septembre. Il s'agirait de la plus spectaculaire affaire d'espionnage impliquant Israël et les Etats-Unis depuis Jonathan Pollard, civil travaillant américain pour la Navy qui

avait été condamné à la prison à vie en 1986 pour avoir notamment transmis à l'Etat hébreu les codes d'accès aux "grandes oreilles" américaines.

Le cas Pollard, régulièrement remis sur le tapis, est une épine dans les relations israélo-américaines. En 1998, le Premier ministre de l'époque Benyamin Nétanyahou avait réclamé sa libération à Bill Clinton, et failli faire capoter les pourparlers israélo-palestiniens en affirmant que ce dernier lui avait promis cette libération.

Intelligence online a obtenu copie d'un rapport de synthèse et s'est fait confirmer les informations sur ce réseau par la DEA, l'agence antidrogue. Ce rapport a été remis au département américain de la Justice par une équipe conjointe de la DEA et des services de l'Immigration (INS), auxquels ont été associés des agents du FBI et le bureau d'enquêtes de l'US Air Force. Il ne précise pas si ces espions ont obtenu des informations, ni de quel ordre.

Le réseau aurait été constitué de jeunes gens, frais émoulus de leur service militaire au sein d'une unité de renseignement de Tsahal. Se disant "étudiants en arts plastiques", ils multipliaient les contacts avec des fonctionnaires de différents ministères et agences, sous couvert de leur vendre des oeuvres d'art. Certains étaient liés à des sociétés high-tech israéliennes implantées sur le territoire américain, entre autres le fabricant de logiciels Amdocs.

Intelligence online souligne par ailleurs que les domiciliations des agents israéliens présumés étaient "très proches des ex-domiciles connus des terroristes" du 11 septembre. Selon *Le Monde*, plus du tiers vivaient en Floride, notamment à Hollywood, comme Mohammed Atta et ses complices.

La théorie d'un réseau clandestin israélien surveillant, l'an passé, les futurs kamikazes, est donc ouverte. "Pour l'heure, rien ne permet d'exclure qu'il s'agisse d'une simple coïncidence", ajoute cependant *Intelligence online*.

Le quotidien *Le Monde* revient lui sur un reportage diffusé par *Fox News* en décembre: selon ce documentaire, dont l'existence semble désormais embarrasser la chaîne américaine, les enquêteurs seraient convaincus qu'une partie de la mission de ces espions aurait été de pister les hommes d'Al-Qaïda sans en avertir les responsables américains. D'où l'interrogation: Israël aurait-il omis de transmettre tous les éléments en sa possession sur les préparatifs des attentats? Un spécialiste israélien de l'espionnage parle de "farce ridicule". Jérusalem reste muet, et les agences américaines concernées se refusent à tout commentaire.

<Source : <http://fr.news.yahoo.com/020305/5/2i4iq.html>>

Israël-USA : réseau d'espionnage israélien démantelé aux USA (revue française)

PARIS, 4 mars (AFP) - Un réseau d'espions israéliens opérant aux Etats-Unis a été démantelé par le département américain de la Justice, a révélé lundi la revue spécialisée française "Intelligence Online" pour qui "Israël est impliqué dans la plus vaste affaire d'espionnage aux Etats-Unis". L'enquête, qui a débuté en avril dernier et qui se poursuit toujours, a établi que certains de ces agents israéliens ont été basés dans les mêmes villes américaines que des "logisticiens" suspectés d'avoir préparé les attentats du 11 septembre dernier pour le compte du réseau Al-Qaïda, a précisé à l'AFP le rédacteur en chef de "Intelligence Online" Guillaume Dasquié. Ces "faits très troublants" ne constituent cependant encore qu'une hypothèse et l'enquête n'a pas pu conclure s'il s'agissait d'une coïncidence ou si les agents du Mossad avaient été prévenus des préparatifs de ces "logisticiens", selon lui.

Selon "Intelligence Online", qui assure avoir eu accès à un rapport "rédigé par une task-force spécialement constituée" par le département de la Justice, "les autorités américaines ont appréhendé ou expulsé près de 120 ressortissants israéliens dans le cadre de cette affaire jamais révélée à ce jour". "Le réseau s'articulait autour d'une vingtaine de cellules, elles-mêmes composées de quatre à huit membres", précise la revue, ajoutant que "les personnes impliquées ont entre 22 et 30 ans, ont récemment effectué leur service militaire au sein d'une unité de renseignement de Tsahal (l'armée israélienne) et se disent étudiants en arts plastiques". Guillaume Dasquié a précisé que le réseau visait à "pénétrer les systèmes du département de la Justice et du département de la Défense", notamment via l'administration chargée de la lutte contre la drogue, la Drug Enforcement Administration (DEA), qui a accès à des fichiers d'autres ministères, dont le Trésor.

"La DEA occupe un rôle central dans ce dossier de contre-espionnage car c'est son service de sécurité interne, l'Office of Security Programs, qui le premier a repéré les agissements inhabituels de

jeunes ressortissants israéliens dans l'entourage de ses agents". "Les objectifs du réseau comprenaient les sites les plus sensibles des Etats-Unis, comme la Tinker Air Force Base, située près de Oklahoma City", ajoute la revue, précisant que l'US Air Force avait demandé en mai dernier l'aide du département de la Justice dans cette enquête. Celle-ci a notamment établi qu'une dizaine d'agents israéliens, dont le responsable des écoutes de cette équipe, ont été basés à Hollywood (Floride) entre janvier et juin derniers. Dans cette même petite ville de 20.000 à 30.000 habitants, ont été interpellés "une dizaine de personnes suspectées d'avoir été des logisticiens chargés de la préparation des attentats du 11 septembre", a indiqué M. Dasquié.

L'enquête n'a cependant pas encore établi de lien entre ces deux présences. "Il faut vérifier si ces équipes se trouvaient au même endroit au même moment, avant de bâtir des hypothèses", a jugé M. Dasquié. En outre, "une bonne centaine de ces supposés logisticiens ont été arrêtés après le 11 septembre, et il faut attendre de voir s'ils restent suspects après enquête", avant d'établir un lien, selon lui.

04/03/02

La Gazette du Golfe, et quelques autres, ont parlé de cette question très longtemps avant Le Monde. Les journalistes sont en peu lents à la détente. La meilleure enquête que nous ayons trouvée est celle d'un petit canard d'Atlanta nommé Creative Loafing, titre qui veut dire plus ou moins "ne rien foutre de manière créative"... La voici:

UNITED SPYING ARTISTS

**Update: The spies who came in from the art sale
Creative Loafing has obtained a report detailing alleged
Israeli spy activity in the United States.**

BY JOHN SUGG

Editor's note: Portions of the report mentioned in this article can be found at
<http://atlanta.creative loafing.com/2002-03-20/news_dea.pdf>

The basis of the spy allegations is a 60-page document -- a compilation of field reports by Drug Enforcement Administration agents and other U.S. law enforcement officials.

Creative Loafing last week obtained a copy of the report from intelligence sources with long-term contacts among both Israeli and American agencies. The government has attempted to deflect attention from earlier leaks about the spy scandal. However, while declining to confirm or deny the authenticity of the document, a spokesman for the DEA [Drug Enforcement Authority], William Glaspy, did acknowledge that the agency had received many reports of the nature described in the 60 pages.

A source familiar with the creation of the document has told CL that the 60-page memo was a draft intended as the base for a 250-page report. The larger report has not been produced because of the volatile nature of suggesting that Israel spies on America's deepest secrets. Another DEA spokesperson, Rogene Waite, told Associated Press a draft document had been compiled and forwarded to other agencies.

The validity of the scenarios described in the document is attested to in at least one official mention. The Office of the National Counterintelligence Executive, in a March 2001 summary, reported on "suspicious visitors to federal facilities" and noted the type of "aggressive" activity recounted in the document obtained by the Planet.

The nation's most prominent Jewish newspaper, the New York-based *Forward*, also has confirmed portions of the vast spying network -- although stating that the Israelis were monitoring Arabs in the United States, not trying to access U.S. secrets. Referring to the arrest of five Israeli employees of a New Jersey moving company who were arrested and held for two months after the Sept. 11 attack, *Forward* on March 15 stated: "According to one former high-ranking American intelligence official, who asked not to be named, the FBI came to the conclusion at the end of its investigation that the five Israelis ... were conducting a Mossad surveillance mission and that their employer, Urban Moving Systems of Weehawken, N.J., served as a front."

Forward also reported that a counterintelligence probe concluded two of the men were operatives of Mossad, Israel's spy service.

Reports of the spying were first made public in December broadcasts by *Fox News* reporter Carl Cameron. It isn't clear whether he had the 60-page document or was only told its contents. A French online news service has obtained the report, and *Le Monde* in Paris has advanced the story. However, in the United States, the media ignored the original *Fox* broadcast, and only a handful of publications. The *Atlanta Journal-Constitution* hasn't reported the story although another Cox-owned paper, *The Palm Beach Post* has.

The absence of reporting hasn't gone unnoticed. The authoritative British intelligence and military analysis service, *Jane's Information Group*, on March 13 chided: "It is rather strange that the U.S. media ... seem to be ignoring what may well prove to be the most explosive story since the 11 September attack, the alleged breakup of a major Israeli espionage operation in the United States which aimed to infiltrate both the Justice and Defense departments and which may also have been tracking al-Qaida terrorists before the aircraft hijackings took place."

In flat language and sometimes excruciating bureaucratic detail, the document relates scores of encounters between federal agents and Israelis describing themselves as art students. The implication is that the seemingly innocuous cover was used to gain access to sensitive U.S. offices and military installations. For example, Paragraph 82 of the document states that MacDill Air Force Base intelligence officers were warned in March 2001 of the art students' efforts. A month later, a special alert was issued about a "possible intelligence collection effort" at Tinker Air Force Base in Oklahoma City. Among other activities, the base houses AWACS surveillance planes and repairs B-1 bombers.

The author of the document is not identified. However, many DEA and other law enforcement agents are named. *CL* has contacted some of the named agents, and three federal employees have confirmed the incidents described in the report. None disputed the authenticity of the report. One senior DEA official, when read paragraphs that mentioned him, said: "Absolutely, that's my report," adding, however, that he didn't think the incidents were sufficient to prove an ongoing spy operation. All of the federal employees said they could not be quoted by name.

The specific incidents are richly chronicled, down to names, drivers' license numbers, addresses and phone numbers of the Israelis.

Perhaps most intriguing, the Israelis' military and intelligence specialties are listed: "special forces," "intelligence officer," "demolition/explosive ordnance specialist," "bodyguard to head of Israeli army," "electronic intercept operator" -- even "son of a two-star (Israeli) army general."

"The activities of these Israeli art students raised the suspicion of (the DEA's Office of Security Programs) and other field offices when attempts were made to circumvent the access control systems at DEA offices, and when these individuals began to solicit their paintings at the homes of DEA employees," the document states. "The nature of the individuals' conduct, combined with intelligence information and historical information regarding past incidents (involving Israelis leads the DEA) to believe the incidents may well be an organized intelligence gathering activity."

The document also links the Israelis to possible drug investigations. The report states: "DEA Orlando has developed the first drug nexus to this group. Telephone numbers obtained from an Israeli Art Student encountered at the Orlando (district office) have been linked to several ongoing DEA MDMA (Ecstasy) investigations in Florida, California, Texas, and New York."

Much of the Israeli activity, according to the report, centered on Florida. In addition to attempting to gain access to government installations, the document states that the Israelis approached many intelligence agents, prosecutors and federal marshals at their homes -- including one incident on Davis Islands.

In researching this story, the *CL* has learned of other encounters not included in the 60-page report. For example, a member of Congress from Georgia recounted to *CL* of being targeted by the art students on two occasions. A Tampa state court judge was also approached. Neither the member of Congress nor the judge wanted to be named.

In an era where CNN CEO Walter Issacson says it would be "perverse" to televise Afghan babies killed by U.S. bombs, it's not surprising some stories go unnoticed by a press that embraces "patriotism" by ignoring sacred cows.

One such sacred cow is what's happening in Israel and Palestine. Reporters know that to criticize Israel -- to point out, for example, that wanton killing of innocents is equally devilish, whether

committed by Ariel Sharon's soldiers flying U.S.-made helicopters, or by a Hamas suicide bomber who pushes the button -- is to risk being called an anti-Semite. It's a tired canard meant to bludgeon debate into silence, but it's often effective.

Even with that background, however, it's a little hard to understand the media's avoidance of the spy story. In 1999, word began spreading among intelligence agencies about bands of Israeli "students" doing very strange things, such as popping up around federal buildings and military establishments marketing artwork.

According to *CL* intelligence sources, low-level alerts began being flashed around to offices of the FBI, DEA, federal prosecutors and others. By March 23, 2001, counterintelligence officials had issued a bulletin to be on the watch for Israelis masquerading as "art students." The alert stated that there was an "ongoing 'security threat' in the form of individuals who are purportedly 'Israeli National Art Students' that are targeting government offices selling 'artwork.'"

At the same time, American intelligence services were increasingly worried by the dominance of many highly sensitive areas of telecommunications by Israeli companies. Comverse Infosys (now called Verint) provides U.S. lawmen with computer equipment for wiretapping. Speculation is that "catch gates" in the system allowed listeners to be listened to. Software made by another Israeli outfit, Amdocs, provided extensive records of virtually all calls placed by the 25 largest U.S. telephone companies. The relationship of those companies to the detained Israelis is detailed in the 60-page document.

The DEA's intense interest in the case stems from its 1997 purchase of \$25-million in interception equipment from Israeli companies, according to a March 14 report by *Intelligence Online*, a French Web-based service that first revealed the existence of the 60-page document.

"In assigning so many resources to the inquiry (all DEA offices were asked to contribute)," *Intelligence Online* stated. "The agency was clearly worried that its own systems might have been compromised."

Often the Israeli "students" sold their artwork on street locations near federal buildings. In Tampa on March 1, 2001, a DEA agent heard a knock on his office door. According to the government report: "At the door was a young female who immediately identified herself as an Israeli art student who had beautiful art to sell." Knowing about the security alert, the agent began questioning the "student." After several contradictory statements, the agent concluded "her responses were evasive at best."

Elsewhere, the document notes that the students were "persistent" in trying to gain access to the homes of law enforcement personnel.

On other occasions, the "students" showed up at homes of intelligence agents, judges and other government employees. The report describes a December 2000 incident when a man and a woman knocked on the door of an Atlanta DEA agent. "Both subjects claimed to be Israeli art students," the document states. "The Special Agent examined some of the artwork, but became suspicious when the students would not provide him with a contact telephone number.... Subsequently, the Special Agent saw some of the exact same artwork for sale at [a] kiosk in the Mall of Georgia."

Many of the apparent operatives had set up shop at addresses only stones' throws from Arabs in San Diego, Little Rock, Irving, Texas, and in South Florida. The Planet also has obtained a watch list of mostly Arabs under scrutiny by the U.S. government. The addresses of many correspond to the specific areas where the Israelis established bases.

For example, an address for the Sept. 11 hijacking leader, Mohammad Atta, is 3389 Sheridan St. in Hollywood, Fla., only a few blocks and a few hundred feet from the address of some of the Israelis, at 4220 Sheridan.

A dozen Israelis, including the alleged surveillance leader, had been based in Hollywood, Fla., between January and June last year -- quite possibly watching Arabs living nearby who are suspected of providing logistical support to Osama bin Laden's network. Especially in Florida, where 10 of the 19 Sept. 11 terrorists lived, the revelations about the Israeli activities bolster speculation, reported by a Fox news reporter, that the students-cum-spies might have gained advance knowledge of aspects of the Sept. 11 terrorists -- and not passed on that critical intelligence to the United States. *CL* sources with Israeli connections suggest that the information might have been relayed to U.S. agencies, but might have been ignored or overlooked.

Despite the highly suspect behavior of the Israelis, the media hadn't picked up on the story.

Then came Sept. 11. While America was mesmerized by the "War on Terrorism," the media went out to a four-martini lunch when it came to skeptical reporting.

With a few commendable exceptions. One of those is Carl Cameron, a gutsy reporter for Fox News. On Dec. 12, Cameron broke the blockbuster spy story. He said at the time: "Since Sept. 11, more than 60 Israelis have been arrested or detained, either under the new PATRIOT anti-terrorism law, or for immigration violations. A handful of active Israeli military were among those detained, according to investigators, who say some of the detainees also failed polygraph questions when asked about alleged surveillance activities against and in the United States."

Fox also reported the Israeli "students" "targeted" U.S. military bases -- which is bolstered by the report obtained by the CL.

In the rest of the world -- Europe, Arab countries and Israel, especially -- the story made headlines. Even the official Chinese news agency perked up. Not in our well-defended (against disturbing news) homeland, however.

Cameron, in an interview, said he doesn't believe the conspiracy theories about why the story was ignored here. An honest scribe, he points to a shortcoming in his own work -- one hammered on by Israeli critics at the time -- conceding "there were no (on the record) interviews. I didn't tell other reporters where to find the documents. They couldn't do instant journalism."

Others at Fox confirm there was intense pressure on the network by pro-Israeli lobbying groups, such as the Anti-Defamation League and the misnamed Committee for Accuracy in Middle East Reporting (CAMERA).

"These charges are arrant nonsense unworthy of the usually reliable Fox News," CAMERA huffed in a Dec. 12 release.

Cameron reported Dec. 13 that federal agents were afraid to criticize Israel. "Investigators within the DEA, INS and FBI have all told Fox News that to pursue or even suggest Israeli spying ... is considered career suicide."

Cameron told me in similar language that's what journalists also can face. And, what's clear is that Fox quickly removed the story from its Web site. (It was reposted this month by Fox after other media began showing interest in the story.)

After Cameron's initial reports, the story pretty much evaporated in the United States before Christmas. Then, all hell broke loose in the last few weeks. *Intelligence Online* in France obtained the same 60-page June 2001 federal report that CL has. The French Web site reported that 120 Israelis had by now been detained or deported by U.S. authorities.

Let's repeat that: 120 potential spies. This isn't worth press curiosity?

Few papers have given the story significant space. Many, like the AJC, haven't uttered a peep.

Some of what has seeped out is disturbing. *The Oklahoman*, prompted by the French articles, reported last week that 10 months ago four Israelis peddling artwork (but carrying military IDs) were detained near sensitive Tinker Air Force Base in Oklahoma. *Le Monde* in Paris recounted that six intercepted "students" had cell phones purchased by an Israeli vice consul in the United States. Sources told me that many of the phones had a walkie-talkie feature that was virtually impossible to intercept.

Bush administration shills were quick to try to spin the story -- perhaps to minimize damage should it turn out the government did have information in advance about the people or activities that led to the Sept. 11 attack. A Justice Department spokesperson, Susan Dryden, called the spy report an "urban myth," and other federal flacks trumpeted that no Israeli had been charged with or deported for spying. Of course, in the Great Game, "friendly" spies are seldom embarrassed by being called by their true colors. The Israelis who have been deported have been given the boot because of visa expirations and other minor violations.

The Washington Post, which apparently doesn't have the 60-page document, nonetheless reported March 6 that unnamed law enforcement officials had told the paper that a "disgruntled" DEA agent had compiled the report after other federal agencies didn't react to the Israelis' suspicious behavior. The *Post*, however, also quoted a DEA spokesman who acknowledged that the large number of incident reports had been combined into a draft memo. As with CL's inquiry, the DEA spokesman wouldn't confirm for the *Post* whether the memo was the 60-page document.

Predictably, Israeli Embassy spokesman Mark Reguev derided the *Intelligence Online* report as "nonsense."

And, pro-Israeli apologists such as anti-Arab ideologue Daniel Pipes quickly took the field with strident polemics. Pipes, who makes no claim of having seen the 60-page document, nonetheless claimed in a

March 11 column that the story was a "dangerous falsehood" and that "U.S. journalists found not a shred of evidence to support" it.

The fact that reporters were beginning to piece together real shreds was blithely ignored by Pipes. Israel in the past has belligerently denied wrongdoing until long after the truth was obvious. Israel claimed Jonathan Pollard -- a super spy who did horrendous, deadly damage to the United States until arrested in 1985 - wasn't an agent. And, Israel has stubbornly contended its 1967 attack on the USS Liberty, in which 35 American sailors were slaughtered, was an accident -- a lie exposed in recent reports including one last fall on the *History Channel*. A recent authoritative book, *Body of Secrets*, by James Bamford, concludes that National Security Agency officials "were virtually unanimous in their belief that the attack was deliberate."

With the purported art students, it's likely that denial will reach screeching levels. The Bush administration would find it difficult to explain why it either ignored or discounted such a large espionage operation.

Senior Editor John Sugg can be reached at 404-614-1241.

Atlanta Creative Loafing 20 mars 2002

<<http://www.atlanta.creativeloafing.com/2002-03-20/fishwrapper.html>>

Le fait que la très grande majorité des journaux américains aient choisi de ne pas dire UN SEUL MOT de cette affaire, pourtant soulevée par la Fox, quelques journaux marginaux et Le Monde, prouve qu'il existe ce que l'on est bien obligé d'appeler "une conspiration du silence".

Après le *New York Times*, c'est Fox qui purge ses archives en ligne

Après le *New York Times* qui a trafiqué ses archives en ligne pour amender un article compromettant pour les autorités (voir notre chronique du 19 février), c'est au tour de la chaîne Fox de retirer de ses archives en ligne les transcriptions de quatre reportages sur le démantèlement d'un présumé réseau d'espionnage israélien aux États-Unis. "This story no longer exists" (ce reportage n'existe plus) peut-on lire à l'adresse où se trouvait, le 11 décembre, la transcription du premier d'une série de quatre reportages de Carl Cameron sur cette affaire d'espionnage.

La censure a posteriori est-elle possible à l'ère d'Internet? De moins en moins. Le site Web d'allégeance conservatrice FreeRepublic.Com a d'abord hébergé sur son site les transcriptions des reportages de Carl Cameron pour ensuite les retirer, mais des versions intégrales des transcriptions ont vite fait d'apparaître sur divers sites Web.

Du 11 au 14 décembre, Fox diffuse en rafale quatre reportages de Carl Cameron dans le cadre de son émission "Special Report" animée par Britt Hume. Cameron, sur la foi de documents confidentiels, affirme qu'avant le 11 septembre 2001, 140 individus d'origine israélienne ont été détenus ou arrêtés dans le cadre d'une vaste enquête sur des activités d'espionnage de l'État d'Israël menées aux États-Unis. Après le 11 septembre, une soixantaine d'autres personnes ont été arrêtées et ou détenues pour les mêmes motifs.

Selon Cameron, le réseau d'agents israéliens avait pour cible la DEA (agence de répression des drogues), le FBI (police fédérale), des douzaines d'installations gouvernementales, des bureaux secrets, et même les résidences privées de hauts cadres des services de renseignement étasuniens. Mais les agents israéliens épiaient également de près les agissements de groupes islamistes aux États-Unis, certains très près des cellules responsables des attaques du 11 septembre. Cameron lance alors la question explosive: comment pouvaient-ils [Ndlr. les agents israéliens] ne pas savoir ce qui se tramait? Dans ses reportages subséquents, Cameron implique des entreprises israéliennes du secteur de la haute technologie ayant pignon sur rue aux États-Unis (Amdocs, Comverse, Infosys) qui auraient aidé les agents dans leurs activités de surveillance électronique.

Le 28 février, Guillaume Dasquié, rédacteur en chef du bimensuel *Intelligence Online*, dit détenir un rapport confidentiel de 61 pages qui confirme l'existence du réseau d'espionnage israélien. Le journal *Le Monde*, dans son édition du 5 mars, reprend l'information et décrit le réseau: "Une centaine d'agents israéliens, certains se présentant comme étudiants en beaux-arts, d'autres étant liés à des sociétés d'high-tech israéliennes. Tous ont été interpellés par les autorités, interrogés et une douzaine d'entre eux seraient encore incarcérés. L'une de leurs missions aurait été de pister les terroristes d'Al-

Qaida sur le territoire américain, sans pour autant en avertir les autorités fédérales. Des éléments de cette enquête, repris par la télévision américaine *Fox News*, renforcent la thèse selon laquelle Israël n'aurait pas transmis aux États-Unis tous les éléments en sa possession sur les préparatifs des attentats du 11 septembre [...] Interrogé par *Le Monde*, Will Glaspy, du département Public Affairs de la DEA, a authentifié ce rapport, dont la DEA "détient une copie".

Autre information du *Monde*: "Beaucoup des "étudiants en art plastique" soupçonnés d'activité illicite ont un passé militaire dans le renseignement ou des unités de technologies de pointe. [...] Plusieurs sont liés aux sociétés de high-tech israéliennes Amdocs, Nice et Retalix. Interpellée, une "étudiante" a vu sa caution de 10.000 dollars payée par un Israélien travaillant chez Amdocs. Interrogés, deux autres reconnaissent être employés par Retalix. *Le Monde* a obtenu d'autres informations non contenues dans ce rapport. Six des "étudiants" interceptés possédaient un téléphone cellulaire acheté par un ex-vice-consul israélien aux États-Unis."

Toujours le 5 mars, Ted Bridis de l'*Associated Press* (spécialiste des questions de surveillance, notre chronique du 4 décembre 2001), traite de l'affaire, mentionne le rapport de 61 pages obtenu par *Intelligence Online*, et précise que l'authenticité du dit rapport a été confirmée par le porte-parole de la DEA à Washington, Rogene Waite. Bridis rajoute une information intéressante: en mars 2001, le National Counterintelligence Executive (agence gouvernementale des États-Unis) avait émis un avertissement aux employés de l'administration publique fédérale. Le NCE faisait état des activités de groupes de personnes se décrivant comme "étudiants israéliens en beaux-arts" qui tentaient d'obtenir des renseignements sur des installations gouvernementales: "Des agents de la police fédérale ont arrêté deux de ces individus pour violation de propriété et découvert qu'ils étaient en possession de visas et permis de travail contrefaits."

Mercredi, 6 mars, à Washington, des porte-parole de l'administration publique nient tout lien entre la présence de ces individus sur le sol étasunien et un soi-disant réseau d'espionnage. Selon le *Washington Post*, on impute maintenant le rapport secret de 61 pages à un enquêteur de la DEA mécontent des conclusions auxquelles ses collègues du FBI et de la CIA en seraient arrivés selon qui il n'y avait pas de réseau d'espionnage. On reconnaît qu'au cours des neuf premiers mois de 2001, on a arrêté et déporté des douzaines de ressortissants israéliens, mais qu'il s'agissait de personnes qui ne disposaient pas de documents en règle.

Puis, ce 11 mars, le périodique *Insight on the News* revient sur l'affaire, affirme que ses journalistes menaient eux aussi une enquête sur ce réseau d'étudiants en beaux-arts au comportement des plus étrange, et accredité la thèse de Carl Cameron et de *Intelligence Online*.

Il s'agit d'un dossier éminemment délicat, mais on s'explique mal qu'une chaîne de télévision comme *Fox* supprime sans explication de ses archives en ligne les premiers éléments d'une enquête journalistique. Comme dans le cas du *New York Times*, il s'agit d'une décision qui mine la crédibilité du médium et son potentiel d'archivage de documents. Laisserait-on faire s'il s'agissait d'un autre médium?

D'autre part, aucune des sociétés israéliennes impliquées par le reportage de *Fox* n'a menacé de poursuivre la chaîne de télévision ou son journaliste. La reprise sur d'autres sites web des transcriptions n'a jusqu'à présent entraîné aucune menace de poursuite de la part de *Fox* pour violation de droits d'auteurs. Devra-t-on par contre, dès que l'on consulte un dossier "sensible", s'empresser de s'en faire une copie personnelle de peur qu'il ne disparaisse?

Chroniques de Cybérie, 19 février 2002

La réponse à cette dernière question est "oui, évidemment".

BRÈVES DE COMPTOIR

1

Qui le dit ? Tarek Aziz, vice-premier ministre et ministres des affaires étrangères du gouvernement de Baghdad, répond au *Figaro*, du 4 mars 2002:

"Je ne peux pas parler d'un homme [Ben Laden] que je ne connais pas. Je ne sais même pas si c'est bien lui qui a organisé les attaques du 11 septembre. Tout ce que nous savons, c'est que, parmi les gens tués, quand les avions se sont écrasés à New York et Washington, il y avait un certain nombre d'Arabes ou de musulmans. Je ne suis pas certain que ces gens-là aient effectivement commis les actes dont Washington les accuse. Il n'y a pas eu d'enquête indépendante pour établir la vérité."

Interview dans *Der Tagesspiegel* du 13 janvier 2002, de von Bülow, ancien secrétaire d'Etat à la défense du gouvernement fédéral allemand, membre du SPD. Il a enquêté sur les services de renseignement. Parlant de la CIA, il dit: "J'ai l'impression que ce genre de service de renseignement passe 90% de son temps à créer de fausses pistes. De sorte que si quelqu'un soupçonne l'agence d'avoir collaboré avec des criminels, on puisse l'accuser d'être un maniaque du conspirationnisme." Il parle ensuite du **premier attentat contre le World Trade Center** en 1993. "Au milieu de cette affaire se trouvait le fabricant de la bombe, un officier égyptien. Il avait rassemblé quelques musulmans pour l'attaque. Ils ont été infiltrés dans le pays par la CIA, en dépit de l'interdiction d'entrer qui avait été notifiée par le département d'Etat. Le leader de ce gang était un informateur du FBI. Et il avait négocié un accord avec les autorités: Il allait remplacer, à la dernière minute, les explosifs par une poudre inoffensive. Le FBI n'a pas respecté sa part de l'accord. La bombe a explosé, au su et au vu, on peut le dire, du FBI. On a rapidement trouvé une version officielle: les criminels étaient des musulmans faisant le mal..."

oooooooooooooOOOOOØØØOOOØØØOOOOOoooooooooooooooo

COMMENT SE PASSE UNE RÉUNION DE BOUCHERS?

Dimanche 10 mars 2002 en Israël:

La réunion du cabinet de sécurité s'est tenue ce matin en forum élargi, a achevé ses délibérations vers midi et a immédiatement été suivie par le conseil des ministres hebdomadaire qui a débuté avec plus de deux heures de retard. Les membres du cabinet ont décidé de poursuivre les actions militaires intensives qui sont en cours actuellement. Le Premier ministre a tenté d'expliquer la décision qu'il avait prise, précisant qu'il avait renoncé à réclamer sept jours d'accalmie totale avant la reprise des pourparlers car, selon lui, les violences étaient telles actuellement qu'il n'était pas réaliste d'exiger le calme absolu. Il a ajouté que son premier objectif était d'obtenir, avant tout, un cessez-le-feu. Le ministre du Tourisme, Benny Elon, a déclaré, lors du conseil des ministres, que l'ennemi avait capitulé à Tul Karem dès que l'armée israélienne avait montré sa force, ajoutant que le gouvernement devait agir de la même façon dans toute la Judée, la Samarie et dans la bande de Gaza. Avant le début de la réunion, le ministre Elon a estimé qu'il fallait renoncer à la routine et entreprendre une guerre brève qui éviterait une nouvelle effusion de sang. La ministre de l'Education, Limor Livnat, a vivement critiqué les nouvelles positions adoptées par Ariel Sharon, reprochant au Premier ministre d'avoir pris une décision aussi importante sans avoir consulté au préalable son gouvernement. Le ministre des Infrastructures, Avigdor Lieberman, a déclaré, quant à lui, que l'Etat d'Israël était le seul pays au monde à renoncer sans cesse aux règles qu'il s'était fixées. Le chef du parti Herout, Michael Kleiner, a suggéré de "renoncer à Ariel Sharon comme Premier ministre", incitant les ministres du Likoud à se rebeller contre leur leader. Le député du parti Ihoud Leoumi-Israel Beteinou, Zvi Hendel, a déclaré que "la meute d'assassins palestiniens avait, une fois de plus, été récompensée". Le chef de file du Parti National Religieux, le rav Itshak Levy, a ironisé en affirmant que "la flexibilité des principes du Premier ministre rappelait la souplesse d'une poupée de caoutchouc".

Arutz 7.

LES LENTES TRACES DE L'ANTHRAX

On 20 February, the British "Independent" was far more explicit: FBI "knows US scientist who made anthrax". The report claimed the FBI has identified the man behind the anthrax mailings but is "dragging its feet" in bringing charges because the suspect is a former government scientist. The report quoted Barbara Rosenberg, of the Federation of American Scientists (FAS), whose report "Intelligence" summarized in our preceding issue (see "USA - The FBI's Anthrax 'Waterloo'", INT, n. 398 1). She said the FBI had known of the suspect since October and added: "There are a number of insiders -- government insiders -- who know people in the anthrax field who have a common suspect. The FBI has questioned that person more than once. So it looks as though the FBI is taking that

person very seriously." She added that the FBI was reluctant to arrest the person because he knew government secrets.

<<http://news.independent.co.uk/world/americas/story.jsp?story=134396>>

DOIT-ON DIRE NAZI OU JUIF ?

Réponse de Pierre Guillaume à la question téléphonique unique d'un journaliste le lendemain de l'assassinat par l'armée israélienne d'un jeune Palestinien dont la médiatisation avait provoqué une certaine prise de conscience par l'opinion publique, de la situation vécue par les Palestiniens.

Q- Certains n'hésitent pas à qualifier Israël d'État nazi moderne. Qu'en pensez-vous?

R.- La mort d'un enfant assassiné dans les bras de son père par une armée surpuissante opposée à des civils et à des milices à peine armées, a créé une émotion. Elle peut être l'occasion d'une réflexion plus profonde parce que cette émotion brise certains tabous qui paralysaient la réflexion. Mais il faut se méfier des mots et des émotions. Dans le vocabulaire occidental moderne, nazi, cela ne veut plus rien dire. C'est l'équivalent du mal, et de la violence, de ce qu'on n'aime pas, un point c'est tout.

Mais la "démocratie" ou le "socialisme" ont commis, et peuvent commettre encore, les mêmes atrocités que le "fascisme" ou le "nazisme". Les atrocités naissent de la guerre. Lorsque l'affrontement devient guerrier, il n'est plus possible de faire dans la nuance et dans le détail, et l'on en vient nécessairement à considérer comme justifiées les atrocités commises par son camp (actes de guerre) et réprouver les mêmes agissements commis par l'autre camp, présumé pervers, qui seront cette fois qualifiés d'atrocités et de crimes contre l'Humanité.

Je n'accepte pas cette logique.

Dans le cas des affrontements en cours, ce qui est monstrueux, c'est justement qu'il ne s'agit pas d'un affrontement guerrier, mais de la répression de civils par une armée surpuissante, affectée à des tâches de maintien de l'ordre. Certains rêvent d'un affrontement guerrier. C'est émotionnellement compréhensible, mais pour les Palestiniens ce serait encore pire! Cela provoquerait encore plus de morts et de massacres d'innocents (mais pour moi tous les hommes sont innocents) et se terminerait par la victoire du plus fort, *militairement*.

Cela permettrait au vainqueur de réorganiser durablement la région à son profit, et pour le coup, d'expulser de son *Lebensraum* ce qui reste de Palestiniens en justifiant l'opération par les nécessités de la sécurité d'Israël.

Actuellement les Palestiniens sont acculés à l'insurrection par les conditions inacceptables qui leur sont imposées et c'est Israël qui a intérêt à transformer la situation en une vraie guerre. L'Intifada, et l'héroïsme des jeunes palestiniens place *Tsahal* dans une impasse stratégique.

Or les États fascistes, et l'État nazi en particulier, ont eu, avant tout, à faire face à la guerre étrangère contre la coalition des Empires français, britannique, soviétique et américain. Ce ne sont donc pas les événements actuels en Palestine qui devraient conduire à faire un rapprochement entre le sionisme et le nazisme. Et je ne vois vraiment pas pourquoi le "Nazisme" serait le référent universel dès lors qu'il est question d'atrocités.

Les pires caractéristiques de l'État d'Israël ne me semblent justement pas être celles qu'il partage avec l'État nazi disparu.

Cela dit, l'histoire des relations entre le sionisme et le nazisme est beaucoup plus complexe et imbriquée qu'on ne le croit généralement. Ils sont tous deux issus des courants *Völkisch* ("populaires", au sens ethnique) qui agitent l'Europe centrale à la fin du siècle dernier. Les précurseurs sionistes n'hésitent pas à se réclamer d'un nationalisme *Völkisch*. Le courant "sioniste révisionniste" fondé par Vladimir Jabotinski, dont sont issus aussi bien Menahem Begin qu'Itzak Shamir, ne cache pas son admiration pour le fascisme et le nazisme, auquel il reproche seulement son antisémitisme! Cet antisémitisme n'empêche nullement sionistes-révisionnistes et nazis de collaborer. Au contraire, puisqu'ils sont d'accord pour une logique et une politique d'apartheid.

L'histoire de ces relations est parfaitement documentée même si elle reste complètement ignorée du public. Mais on semble avoir moins analysé ce que le nazisme devait au judaïsme. Pourtant, Hitler lui-même, dans *Mein Kampf*, raconte comment, pendant sa vie d'étudiant très pauvre, à Vienne, il s'était lié d'amitié avec des condisciples juifs, et combien les propos antisémites, à l'époque, lui faisait horreur. Il raconte comment, progressivement, il a été amené à considérer que les

juifs constituait une minorité étrangère et dangereuse pour l'État et la nation allemande. Mais la conception du monde hitlérienne tire du judaïsme un messianisme mondain (c'est à dire qui se matérialise ici-bas) et mono-ethnique. Hitler avait conservé beaucoup plus qu'on le croit du judaïsme, mais il avait simplement substitué les Allemands aux juifs dans la mission de peuple élu!

C'est pourquoi, plutôt que d'«État nazi moderne» je préfère qualifier Israël d'«État juif».

BOUM BOUM

Sept morts, une quarantaine de blessés et plus de 2 000 soldats occidentaux engagés dans ce que le *New York Times* appelle "la plus grande opération militaire terrestre depuis le début de la guerre en Afghanistan". Les pertes américaines, précise-t-on officiellement, sont dues au crash de deux hélicoptères qui tentaient de déposer des équipes de reconnaissance. Les combats faisaient rage, lundi 4 mars, à 140 kms au sud de Kaboul, dans une zone montagneuse où seraient retranchés entre 100 et 200 combattants d'Al Qaida, dont des Arabes, des Tchétchènes et des Ouzbeks. C'est du moins la version de l'armée américaine. Tous les quotidiens insistent sur les 200 soldats australiens, canadiens, danois, français, allemands et norvégiens qui appuient les 900 hommes des Forces spéciales américaines. Le "New York Times" réserve même un accessit à l'armée de l'air française, dont "les avions de combat basés au Kirghizistan, au nord de l'Afghanistan, ont déversé sur les positions talibanes quelque 350 bombes".

Courrier International.com, 5 mars 2002

*Ce qu'on aimerait savoir, c'est ce qui permet légalement au tandem des minables, Jospin+Chirac, d'envoyer les forces armées payées par les Français pour leur **défense** bombarder un pays qui ne nous a rien fait. Nous ne sommes pas en guerre avec l'Afghanistan, que nous sachions. Est-ce le syndrome d'Ouvéa qui les saisit en période électorale ? Le "premier ministre" afghan, prix d'élégance dans les salons à Washington, est même très bien accueilli à Paris. Il vient demander qu'on subventionne des écoles et ne réclame nullement de recevoir des bombes sur la tronche. Et s'il a des difficultés d'ordre politique avec certains de ses administrés, il n'y a aucune raison d'intervenir dans une guerre civile qui ne nous concerne pas. Que les Américains se livrent à des actes d'invasion et de meurtre collectif des populations civiles, parce qu'attaquer des faibles est à peu près tout ce que le lâche et colossal gendarme est capable de faire, ne devrait pas nous inciter à en faire autant. En tant que gardiens des Déclarations sur les droits de l'homme, nous sommes même requis moralement de nous opposer, même par la force, aux criminelles entreprises des Yankees qui ont besoin d'écrabouiller des peuples lointains pour se sentir forts et pleins de bonté.*

L'ANACONDA ÉTAIT UN SERPENT À SONNETTE

Who are the US military slaughtering in eastern Afghanistan?

By Peter Symonds

[...] No evidence is offered for any of these assertions~other than the fact that the US military machine has encountered opposition. The enemy is designated "Al Qaeda" and "terrorist" **to maintain the fiction** that the fighting in eastern Afghanistan has a link to the September 11 attacks and to justify the slaughter taking place. US Vice-President Richard Cheney ruled out any negotiations with the opposition. The only way to end the threat, he said, "is to get the terrorists before they launch more attacks against us."

A number of reports from Gardez point to a different story, however. An article in the *Los Angeles Times*, for instance, explained that those fighting American troops were being led by Saifur Rahman Mansour, who "to many [was] a home-grown hero," rather than a close associate of Osama bin Laden. Thought to be about 40, Rahman is the son of a former Paktia governor and fought with US-backed Mujaheddin groups against the Soviet installed regime in Kabul in the 1980s.

Like many of local militia commanders among the Pashtun tribes in the south and east of Afghanistan, Rahman threw in his lot with the Taliban. The Islamic extremist movement expanded rapidly in the mid-1990s not primarily by defeating opposing militia units but either by buying them off or winning support for their vision of an Islamic state as the alternative to the existing chaos. Once the US compelled

Pakistan to end its support for the Taliban, effectively choking off funds and arms, the patchwork of alliances with Pashtun tribal leaders and militia commanders swiftly disintegrated.

Afghan officials in Gardez, whose current allegiances lie with the US and its puppet administration in Kabul, all know Rahman. Some fought alongside him during the 1980s as part of the anti-Soviet Mujaheddin which sheltered in cave complexes in the Shahi Kot Valley where the fighting presently is taking place. They pay tribute to his tenacity as a fighter and question the purpose of the US-led Operation Anaconda. As Abdul Mutin, commander of a US-allied militia, admitted: "There are some people who say: «Saifur Rahman is a nice person. Why must we fight him.»" Safi Ullah, spokesman for the provincial shura or administrative council, commented: "He is famous in his native place, among his people, and now people don't really like him because he has stood against the interim government. The shura of Gardez asked him in the first days after the fall of the Taliban to surrender and not to gather people around him against the government. But he did anyway."

Negotiations broke down amid claims that Rahman was sheltering Al Qaeda fighters -- a loose term applied to any foreigners, including hundreds of inexperienced youth from Pakistan and the Middle East who flocked to defend the Taliban regime last year. Up to the last, Rahman insisted that he was harbouring no foreigners and called on the Gardez shura to send a delegation to check on his claim. As even the *Los Angeles Times* noted, "[T]here remains considerable ambiguity about how much of the force resisting the Americans is Al Qaeda members and how much of it is simply local Afghans."

Local mercenaries

The US has tacitly admitted that Rahman has local support by the manner in which Operation Anaconda has been organised. Unlike the previous offensive in the Tora Bora areas, the offensive has been led by US troops backed by special operations troops from France, Germany, Australia, Canada and Norway, with Afghan militia playing a largely secondary role.

In the weeks preceding the operation, the US hired around 500 Afghan soldiers from outside the area and trained them in neighbouring Logar province. Paid \$200 a month to fight under US direction, these unemployed Afghan youth received rudimentary instruction in basic military tactics and the use of a single weapon. After their first exercise, these mercenaries were thrown into battle as cannon fodder in support of US and allied troops. One wounded Afghan Khial Mohammed told reporters: "Our command was really bad; the American command was really bad."

Other Afghan troops were sent from the north -- Tajiks and Uzbeks -- creating tensions with the local Pashtun population. Most of the local militia commanders, including those recognised by the Kabul administration of Hamid Karzai, were deliberately sidelined. General Ziauddin, the chief military commander in Gardez complained: "The Americans don't consult with us." When he moved his troops towards the rear lines to provide reinforcements, he was ordered to withdraw and not to "interfere" in the battle.

Far from being a battle to root out "hardened terrorists" or "Al Qaeda holdouts," all the signs point to **Operation Anaconda being directed primarily at crushing a local Afghan militia leader** who has considerable local sympathy. An article in the *Washington Post* noted: "Even if just a minority, though, [Rahman] Mansour's support in the region remains potent, and some Afghan officials say they believe that residents are secretly helping to resupply Al Qaeda forces around Shahi Kot with food and weapons."

These and similar comments in other articles point to the real reasons for targeting a huge US military offensive against Rahman. As well as being bound up with plans by the Bush administration to extend its "war on terrorism" to other countries, Operation Anaconda is designed to shore up the Karzai government by sending a message to other local warlords not to challenge its shaky rule. A classified CIA report leaked to the press in late February warned that Afghanistan could descend into chaos unless steps were taken to restrain competition between rival militias and control ethnic and tribal tensions.

But there are also other concerns about the growing local resentment to US military operations, particularly among the Pashtun tribes in southeastern Afghanistan. Scores of civilians have died and many more have been injured in US bombing and Special Forces attacks. US Defence Secretary Donald Rumsfeld finally admitted last month that a raid on two compounds had killed at least 16 men loyal to the Kabul administration. He then dismissed any suggestion that future operations would be more carefully planned by declaring: "I don't think it is an error" and ruling out any disciplinary action.

An incident reported in the *Washington Post* gives an indication of the growing hostility among Afghans to the US military presence. The newspaper's reporter described a crude propaganda exercise conducted in Gardez aimed at encouraging people to provide the US military with information about the whereabouts of "Al Qaeda forces". Patriotic music blared out from a stand while officials handed out leaflets urging residents to look out for "hardline enemies of freedom and independence" and "to join hands together and point out their hiding places".

The leaflet offered informants a \$4,000 reward -- a fortune in war torn Gardez. But as the *Washington Post* commented: "[P]ushing the play button on a tape deck and handing out leaflets announcing reward money are easier than genuinely changing the culture of an area that has long identified with the Islamic radicals who ran Afghanistan until last fall. Some people took one look at the handouts and tore them up, rejecting the notion of turning in their neighbours.... Residents seemingly hostile to the idea were not willing to say so to an American journalist. They simply scowled and walked away."

The fear is that, whatever his own motivations, a figure like Rahman could become the focus for the accumulating hostility against the US and the government of Hamid Karzai. The aim of Operation Anaconda is not only to brutally eliminate the threat but to intimidate and terrorise any other political opposition.

World Socialist Web Site <<http://www.wsws.org>>, 11 March 2002.

UN TIREUR D'ÉLITE

Selon le quotidien *Yediot Aharonot*, le Mossad israélien aurait demandé l'aide des services secrets américains et européens pour tenter d'identifier le terroriste qui a tué dix soldats la semaine dernière à un check point de l'armée. Ce doit être un sniper particulièrement expérimenté pour toucher 14 personnes en 25 minutes et 25 coups de carabine sans être découvert. Comme la carabine est une arme qu'affectionnent les membres de l'Armée républicaine irlandaise, le tireur pourrait appartenir à ses rangs ou avoir été formé par l'un de ses hommes. On sait, par ailleurs, que l'IRA entretient des liens avec l'OLP et avec d'autres organisations terroristes de la région et que nombre de ses militants ont été formés dans des camps d'entraînement au Proche-Orient. (voir plus bas l'article d'Israël Shamir, *La bataille de Palestine*.)

MESSIE MAIS NON

Comment torpiller les Saoudiens

par Uri Avnery

Si, en mai 1967, un prince arabe avait proposé que le monde arabe dans son ensemble reconnaisse Israël et établisse avec lui des relations normales, en échange de la reconnaissance par Israël de la Ligne Verte comme frontière, nous aurions cru que le temps du Messie était arrivé. Des masses de gens se seraient précipitées dans les rues en chantant et en dansant comme le 29 novembre 1947, quand les Nations Unies avaient appelé à l'établissement d'un Etat juif et d'un Etat arabe en Palestine. Mais c'est alors que le désastre est survenu: nous avons conquis la Cisjordanie et la Bande de Gaza, les gouvernements travaillistes et du Likoud les ont couvertes de colonies, et aujourd'hui cette proposition apparaît comme un méchant complot antisémite. Les dirigeants d'Israël nous disent: Ne vous en faites pas. Comme nous avons survécu au Pharaon, nous survivrons à Emir Abdallah¹. Alors que va-t-il se passer ?

En Israël, toute initiative internationale destinée à mettre fin au conflit passe par trois phases: (a) le refus, (b) la présentation déformée, (c) la liquidation. C'est ainsi que le gouvernement Sharon-Pères traitera cette initiative. Il peut s'appuyer sur 53 ans d'expérience, au cours desquels tant les gouvernements travaillistes que ceux du Likoud ont réussi à torpiller tout plan de paix proposé. (Nous ne pouvons pas supposer, grands dieux non, que les gouvernements israéliens successifs étaient contre la paix. Pas du tout. Chacun d'eux voulait la paix. Tous aspiraient à la paix. "Pourvu que la paix

¹ Ceci est une allusion à une chanson israélienne connue.

nous donne l'ensemble du pays, au moins jusqu'au Jourdain, et nous laisse le couvrir de colonies." Jusqu'à maintenant, tous les plans de paix n'y sont pas parvenus.)

La PHASE A vise à minimiser la proposition. "Il n'y a là rien de nouveau", affirmeront les sources politiques. "C'est proposé seulement dans un but tactique. C'est un truc politique". Si elle vient d'un Arabe: "Il dit cela à la communauté internationale mais pas à son propre peuple." En bref, "ce n'est pas sérieux". Une méthode éprouvée est de se concentrer sur un mot et de prétendre qu'il prouve la malhonnêteté de toute l'affaire. Par exemple, avant la guerre d'octobre 1973, le président égyptien Anouar El Sadate a fait une offre de paix d'une grande portée. Golda Meir l'a rejetée d'emblée. Ses Arabisants (il y a toujours dans les parages des intellectuels vénaux pour faire le sale boulot) ont découvert que Sadate parlait de "Salaam" mais pas de "sulh", ce qui "prouve" qu'il ne parlait pas de paix réelle. Plus de 2000 soldats israéliens et des dizaines de milliers d'Égyptiens ont payé de leur vie pour ce mot. Par la suite, un traité salaam a été signé.

De telles méthodes sont encore appliquées aujourd'hui pour la proposition saoudienne. D'abord on a dit que le prince héritier Abdullah avait parlé de son initiative seulement avec un journaliste américain, mais n'en avait pas parlé à son propre peuple. Quand on a appris qu'elle avait été largement publiée dans tous les journaux saoudiens, à la fois dans le pays et à Londres, un autre argument a été avancé : le prince n'a fait cette offre que parce que les Saoudiens étaient devenus impopulaires aux États-Unis après la tragédie des Tours jumelles (comme si cela avait de l'importance.) En bref, Abdullah n'est pas devenu un vrai sioniste. Ce point a été largement discuté dans les médias israéliens. Les commentateurs ont commenté, les érudits ont fait étalage de leur érudition, mais pas un (pas un !) d'entre eux n'a discuté du contenu réel de la proposition.

La PHASE B vise à piéger la proposition. Nous ne rejetons pas la proposition. Bien sûr que non ! Nous aspirons à la paix ! Nous apprécions le caractère positif de l'offre et nous renvoyons la balle. La meilleure méthode est de demander une rencontre avec le dirigeant arabe qui a pris l'initiative, "pour clarifier les problèmes". Cela paraît logique. Les Américains pensent que, si deux personnes ont un différend, elles doivent se rencontrer et discuter de la question, afin de la résoudre. Quoi de plus raisonnable ? Mais un conflit entre nations ne ressemble pas à une querelle entre deux personnes. Chaque proposition de paix arabe repose sur un double préalable : Vous rendez les territoires occupés, et vous recevez la reconnaissance et la "normalisation". La normalisation implique évidemment des rencontres entre les dirigeants. Quand le gouvernement israélien demande une réunion avec des dirigeants arabes "pour clarifier des détails", il essaie en fait de recevoir le paiement (normalisation) sans livrer la marchandise (retrait des territoires occupés). Un beau coup vraiment. Si les dirigeants arabes refusent la rencontre, eh bien, cela montre seulement que leur proposition de paix est une imposture, n'est-ce pas ?

Beaucoup de propositions de paix sont tombées dans ce piège. Ben-Gourion avait offert de rencontrer Muhammad Naguib, le dirigeant égyptien après la révolution de 1952. Plusieurs Premiers ministres ont demandé à rencontrer Afez Al Asad. Seul Sadate a été plus malin que les malins et a retourné la situation à leurs dépens. Il est venu à Jérusalem de sa propre initiative. Quand l'assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution 242, le gouvernement israélien ne l'a pas acceptée. C'est seulement beaucoup plus tard, quand il n'y avait plus de choix, qu'il l'a acceptée "suivant l'interprétation israélienne". Celle-ci se concentrait sur l'article "les" qui manque dans la version anglaise laquelle demande le retrait "de territoires occupés" au lieu de "des territoires occupés", contrairement à la version française dans laquelle l'article défini apparaît bien. (Les Soviétiques ont été pris au dépourvu, parce qu'il n'y a pas d'articles dans la langue russe.) La méthode préférée est de tuer lentement l'esprit de la proposition, d'en parler de façon interminable, de l'interpréter comme ceci et comme cela, d'étirer à l'infini les négociations, de mettre en avant une condition que l'autre partie ne peut accepter jusqu'à ce que l'initiative soit finalement abandonnée. C'est ce qui s'est passé au comité de conciliation à Lausanne, c'est ce qui s'est passé pour la plupart des plans de paix américains et européens.

PHASE C : Si les phases A et B n'ont pas marché, l'étape suivante est celle de la liquidation. De nos jours elle est appelée par l'armée "prévention ciblée" ou, simplement, "assassinat assuré". Contre le premier médiateur des Nations unies, le comte suédois Folke Bernadotte, la "prévention ciblée" a été appliquée à la lettre : on lui a tiré dessus et il a été tué. Les tueurs étaient des "dissidents", mais Ben-Gourion n'a pas versé de larmes. En général, les gouvernements israéliens utilisent deux torpilles mortelles dans leur arsenal : le Congrès américain et les médias américains.

William Rogers, secrétaire d'Etat du président Nixon, par exemple, a proposé un plan de paix qui comprenait le retrait d'Israël sur la frontière d'avant 1967, avec des "échanges peu importants". Israël a lâché ses torpilles et a coulé Rogers en même temps que son plan. Son poste a été pris par le juif mégalomane Henry Kissinger et cela a été la fin des plans de paix. L'initiative saoudienne peut-elle être sabordée de la même façon ? Si les Saoudiens maintiennent le cap, il ne sera pas facile de l'intercepter. Cette fois, la cible n'est pas une petite frégate, même pas un destroyer, mais un puissant porte-avions. Il sera difficile de le torpiller.

Mais Shimon Pérès et son ministère des affaires étrangères sont experts dans ce genre de tâches ; ils le sont depuis des décennies. Ariel Sharon les poussera. Le pitoyable Parti travailliste, sous la direction d'une pâle copie de Sharon, se joindra au chœur. Confrontés à la terrible menace d'avoir à mettre fin à l'occupation, les médias israéliens vont se rassembler derrière le gouvernement. Personne ne se révolte, personne ne crie. En Israël, le vrai discours public est mort depuis longtemps. L'instinct de survie national s'est émoussé. 35 ans d'occupation et de colonisation ont érodé l'aptitude de la nation à raisonner, laissant à sa place un mélange d'arrogance et de folie. Une grande occasion, peut-être unique, risque d'être manquée. Des centaines, des milliers, des dizaines de milliers peuvent le payer de leur vie. Ils ne danseront plus jamais dans les rues.

2 mars 2002. Traduit de l'anglais par RM et SW, Sylviane de Wangen <swangen@compuserve.com>

TAPER SUR LES PAUVRES

Somalie: Le seul fournisseur d'accès à Internet contraint de fermer

Le seul fournisseur somalien d'accès à Internet ainsi que l'une des principales compagnies téléphoniques ont dû cesser toutes leurs activités parce que les deux entreprises sont **suspectées** par les Etats-Unis d'être liées à Al-Qaida. Les deux compagnies, Internet Company et al-Barakaat, figurent sur une liste américaine de mouvements et d'entreprises qui sont soupçonnés de financer l'organisation d'Oussama ben Laden. Ces cessations d'activités forcées ont des répercussions sur la population et l'activité économique. Les internautes somaliens sont privés d'accès à la Toile, tandis que les entreprises peuvent difficilement passer des appels internationaux (source service international de la BBC, 14 janvier).

Ces "soupçons" n'ont évidemment pas encore reçu le début du commencement d'une preuve de quoi que ce soit. Al Barakaat est un organisme de bienfaisance qui, en l'absence de banques, permettait aux émigrés d'envoyer de l'argent aux familles. L'inhumanité de l'Amérique se voit à ces choses-là.

GUANTANAMO LA HONTE AMÉRICAINE

"Tout est fait pour choquer les prisonniers de Guantanamo"

Les Américains l'avouent désormais sans ambages: "Tout est fait pour choquer, désorienter et rendre dociles ces prisonniers." D'où le traitement qui leur est réservé lors de leur transfert et au moment de leur arrivée sur la base située à Cuba. Libertes-immuables.net revient sur les propos des militaires américains et sur ces conditions de traitement très critiquées.

Le long isolement sensoriel, les entraves, la découverte brutale d'un nouvel environnement carcéral : tout est fait, de l'aveu même des Américains, "pour impressionner et désorienter les captifs", taliban afghans ou membres du réseau Al-Qaida qui arrivent sur la base de Guantanamo. Ce traitement doit aussi permettre, selon les militaires, "de choquer et de rendre plus dociles" ces dangereux ennemis.

Une forme de torture psychologique ?

Des déclarations qui ne manqueront pas d'apporter de l'eau au moulin des défenseurs des droits de l'homme, des partisans du respect le plus scrupuleux des Conventions de Genève. Ces derniers réclament en effet que "le statut de prisonniers de guerre et la protection de ces conventions soient reconnus et appliqués à tous les détenus et que cesse la forme de torture psychologique dont ils sont victimes". Cette dernière accusation repose sur les observations des journalistes qui ont été autorisés à assister à l'arrivée des prisonniers et sur la description des conditions de transfert faite par les officiels américains eux-mêmes.

Ne rien voir, rien entendre, rien dire

A Kandahar, en Afghanistan, juste avant leur départ, les taliban et membres supposés d'Al-Qaida ont le crâne et la barbe rasés. Ils enfilent ensuite une combinaison orange et embarquent pieds et poings liés dans l'avion. Ils sont attachés à leur siège et sont mis en condition "d'isolement sensoriel total". Ils portent des lunettes totalement opaques, des casques sur les oreilles et un masque chirurgical afin de ne pas pouvoir mordre leurs geôliers ou transmettre des maladies. Ainsi "équipés", ils ne voient et n'entendent quasiment rien et ne peuvent s'exprimer correctement. Le vol dure vingt-cinq heures dans le froid de l'avion-cargo militaire.

Choc thermique

A leur arrivée, déphasés par l'isolement sensoriel, la fatigue, le "jet-lag" (décalage horaire important) et le choc thermique, ils titubent. Dans la chaleur tropicale, ils doivent être soutenus ou portés par des soldats sous les ordres "aboyés" par les officiers. Lors du dernier transfert de prisonniers, il y a quelques jours, six des vingt-huit détenus sont sortis sur des brancards. Selon les observateurs présents, l'un était amputé des deux jambes, trois autres ont été blessés au combat, l'un était atteint de paludisme (le troisième prisonnier du camp à en être atteint) et le dernier présentait les symptômes de la tuberculose. Après un rapide "tri", ils sont enfermés dans des cages grillagées de petite taille.

"Qu'ils ne voient pas la mer ou le McDonald"

"Comme les précédents, ce groupe était calme et les hommes paraissaient choqués et désorientés", a commenté le major Steve Cox, porte-parole de l'unité chargée de la surveillance du camp X-Ray de Guantanamo où sont incarcérés les arrivants, au nombre de deux cent vingt aujourd'hui. L'officier affirme que l'isolement sensoriel "n'a pas pour but de déshumaniser ces personnes, mais d'établir notre autorité avant le vol, pendant et après, et garantir la sécurité des personnels américains". Autre hypothèse : empêcher les prisonniers de se repérer et d'échafauder de très improbables plans d'évasion. "Avant de gagner le camp, ils n'auront pas vu la mer, pas repéré le McDonald de la base", déclare encore l'officier. Les organisations de défense des droits de l'homme, dont Human Rights Watch ou Amnesty International, demandent toujours que tous ces hommes soient placés sous la protection des Conventions de Genève et aient enfin le statut de prisonniers de guerre.

libertes-immuables.net avec AFP.

http://www.enduring-freedoms.org/article.php3?id_article=255

Des prisonniers de Guantanamo observent une grève de la faim

Le premier signe de résistance organisée des prisonniers incarcérés sur la base américaine de Guantanamo, à Cuba, vient de se manifester. Il y a quelques jours, cent à deux cents détenus ont entamé une grève de la faim. Et ce, pour protester contre le fait qu'un soldat ait obligé l'un des leurs à retirer le turban qu'il s'était confectionné avec ses draps et qu'il se mettait sur la tête lors des prières, comme l'exige la religion musulmane. Le quatre mars 2002, treize prisonniers observaient toujours une grève de la faim totale. Un homme a même dû être hydraté par injection intraveineuse. En outre, près de quatre vingt dix autres continuaient à jeûner par intermittence.

Hydratation par intraveineuse

Anecdotique, l'origine de l'incident a généré une réaction d'ampleur. Plus d'un tiers des trois cents prisonniers ont alors poussé leurs matelas, draps et effets personnels contre les grilles de leurs cages. Puis, à compter de mercredi 27 février, ils ont refusé de s'alimenter. Les militaires envisagent d'ailleurs de les hydrater et de les nourrir tous par intraveineuse, la chaleur étant actuellement élevée à Cuba. Si les prisonniers taliban et membres présumés d'Al-Qaida protestent pour obtenir l'autorisation de porter un turban durant les prières, comme le veut leur culte, cette grève de la faim traduit, selon le commandant Steve Cox, porte-parole du camp de détention, "une tension profonde liée aux incertitudes qui pèsent sur leur devenir". "Ils ne savent pas ce qui va leur arriver, ni quand", explique l'officier. Le Pentagone (ministère de la Défense) n'a pas encore décidé qui sera traduit devant les tribunaux militaires spéciaux, qui ne le sera pas et qui sera relâché et expulsé vers son pays d'origine.

Le turban désormais autorisé

Ces incertitudes, conjuguées aux conditions de détention sont, selon le porte-parole du camp, à l'origine de ce mouvement de grogne. L'armée américaine a fait un geste pour calmer les esprits et tenter de mettre un terme à cette grève de la faim : les détenus pourront désormais porter un turban lors des prières

MONDIALISATION

Le sionisme en Amérique latine

par Maria Poumier

L'année dernière, le livre de Norman Finkelstein sur *L'industrie de l'holocauste* (éd. française La Fabrique) causait scandale par ses révélations; le point qui nous intéresse ici est qu'il dénonçait la complicité des médias nord-américains dans une vaste opération de propagande destinée à tout l'Occident sur le thème global: Israël doit être défendu envers et contre tout dans la mesure où c'est un Etat issu d'un processus de réparations de guerre parfaitement légitime. L'origine en est la persécution à grande échelle des juifs sous le régime nazi. Les nouvelles "indemnisations" financières exorbitantes que continuent à exiger des avocats juifs new-yorkais, sous prétexte de soulager la misère morale et physique des survivants et ou de leurs descendants s'en trouvent, à l'horizon de la presse nord-américaine dans son ensemble, infailliblement validées. Or Norman Finkelstein, ami proche de Noam Chomsky, a dénoncé les malversations colossales dans ces entreprises. Si son livre a d'abord été passé sous silence aux Etats-Unis, son impact en Angleterre, en Allemagne et en France a cependant eu un effet en retour, et une grande vigilance s'est développée, dans les milieux qui n'avaient *a priori* pas de méfiance systématique envers les prestigieux organes médiatiques américains. Et les victimes des détournements colossaux organisés par les Bronfman (Président du congrès juif mondial, fils de Sam Bronfman, un grand mafieux de l'époque la prohibition et associé à l'escroc Mark Rich), Avrum (Abraham) Burg, président du parlement israélien, leader du Parti National Religieux et co-président, avec Bronfman, de la "commission des réclamations", Lawrence Eagleburger (ex-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères des Etats-Unis), Hillel ou Foxman, commencent à se manifester et à fournir des informations utiles...[1] C'est ainsi que les liens précis entre mouvements de capitaux, lieu réel du pouvoir et mystifications de la propagande sioniste vont bientôt être du domaine public. Il s'agira ici de rappeler quelques éléments constitutifs du paysage latino-américain sur lequel s'exerce l'emprise impériale dans ces trois dimensions.

L'État mondial masqué et démasqué par l'empire médiatique de l'Holocauste

Certains mettent encore en doute l'influence hégémonique du lobby juif dans la logique de l'impérialisme nord-américain toutes confessions confondues. Ariel Sharon affirme pourtant que les Etats-Unis sont à sa botte, et William Fulbright confirme que le sénat américain est sous le contrôle d'Israël. Nous partirons de la formule de Camille Mansour dans *Israël et les Etats-Unis*[2], qui parle d'un "troisième Etat" provisoirement occulte, qui additionne la puissance des deux autres: dans le domaine théologico-culturel pour ce qui est d'Israël, technico-économique pour les États-Unis.

En effet qu'il s'agisse de l'exacerbation du judaïsme dans les milieux qui étaient jusqu'à une date récente plutôt tentés par l'assimilation et la laïcité agnostique, ou des références bibliques à toute la mythologie du peuple élu, qui ont structuré l'expansionnisme blanc américain depuis le débarquement des puritains du Mayflower, comme l'a bien montré Roger Garaudy dans *Les Etats-unis, avant-garde de la décadence* [3], la confluence des deux dynamiques idéologiques s'est renforcée par la multiplication des centres de célébration du souvenir de l'Holocauste [4]. A la différence de ce qui se produit en Europe, où les remémorations de l'occupation nazie semblent confusément liées à un désir collectif d'expiation, et contribuent à installer un sentiment de culpabilité même chez les plus jeunes, en Amérique il s'agit plus franchement d'implanter l'idée que les juifs ont subi un martyre de type chrétien, ont racheté l'humanité par leurs souffrances et, à ce titre, doivent être suivis ou imités dévotement au titre de directeurs spirituels légitimes de l'humanité. Le directeur des relations gouvernementales du B'nai B'rith du Canada a décrit très simplement le noyau sur lequel repose le lien entre impérialisme américain et empire juif sur les médias: "Le souvenir de l'Holocauste est l'élément principal du Nouvel Ordre Mondial" [5]. Dernièrement, les exemples montrant la mainmise croissante du lobby en question sur les dirigeants américains se sont multipliés: Clinton, otage du lobby depuis l'affaire Monica Lewinsky, amnistiant le gangster Rich, Bush se lavant les mains des initiatives génocidaires de Sharon, ont d'ores et déjà fait perdre la face aux dirigeants apparents des

Etats-Unis, qui apparaissent dès lors comme des marionnettes. L'effondrement des tours, de ce côté, confirme en de multiples points la fragilité des sièges apparents du pouvoir américain. L'implosion des Etats-Unis tardant cependant à se produire, il faut bien en conclure que, malgré la courte vue pitoyable de leur président, et l'ineptie apparente des services de renseignement, le pouvoir réel reste intact. Depuis l'origine, d'ailleurs, les dirigeants de la CIA sont juifs; après que Kissinger eut joué un rôle exceptionnel dans les années 1970, actuellement Donald Rumsfeld est secrétaire à la Défense, tandis qu'Andrew Marshall est au Pentagone; aucun haut dirigeant de ces trois instances n'a été limogé ces derniers mois.

Le poids des médias américains en Amérique latine

En Amérique latine, la présence idéologique de l'impérialisme n'est plus à démontrer. Ses canaux de diffusion sont multiples: bien plus qu'en Europe, la chaîne de télévision CNN pénètre chaque foyer moyennement équipé, et ses programmes d'information, brillamment assurés par des journalistes de langue maternelle espagnole, et de sensibilité sud-américaine, ont un immense écho, la qualité des images et la promptitude des reportages contrastant naturellement avec ce que les chaînes nationales, aux moyens très inférieurs, peuvent offrir. CNN offre en outre un exemple enviable aux peuples latino-américains en poussant parfois loin la critique aux incarnations visibles du pouvoir le plus redouté internationalement, tels les présidents des Etats-Unis. Rappelons par exemple le rôle de CNN dans l'affaire Monica Lewinsky, dont cette chaîne montra jusqu'aux moindres détails, mais cacha l'information décisive: cette jeune femme appartient à une importante famille juive.

Dans la ligne générale de soutien aux Cubains de Miami, CNN a pratiquement bâti l'affaire de l'enfant naufragé Elián González, filmant en direct la récupération par la police fédérale de l'enfant aux mains de sa famille maternelle en pleine nuit etc. L'affaire s'avéra cependant cafouilleuse car la famille raconta à quel point elle s'était fait manipuler, dans chacune de ses démarches hystériques. Nous ignorons si c'est à son insu ou avec son consentement que les manifestations de soutien aux anticastistes arboraient de nombreux drapeaux israéliens, qui ont été vus par tout le continent américain... alors que la communauté cubaine de Miami affichait un catholicisme pleurnichard et superstitieux précisément dans cette affaire de naufrage "providentiel".

On considère que c'est en 1911 qu'a commencé la substitution des médias américains aux organes d'information nationaux: Pancho Villa accepta de signer un contrat avec la Mutual Film Corporation, qui s'assura l'exclusivité des images de ses batailles; une des clauses était que les combats n'auraient lieu qu'entre 9h et 17h, afin de permettre le meilleur éclairage.

A la suite de la défaite médiatisée des Américains au Viet-Nam, les interventions militaires américaines à la Grenade en 1983 et au Panama en 1989 se firent sans images. Mais depuis les nuits étoilées de Bagdad et le soleil éclatant du 11 septembre, la confiance en CNN semble revenue... à moins que nous ayons des surprises du côté de l'Amérique latine, justement: c'est du Brésil que s'est répandue la nouvelle que les scènes de liesse soi-disant tournées en Palestine le 11 septembre dataient en fait de vieilles images tournées en 1991 pendant la guerre du Golfe, et bricolées dans l'urgence pour la circonstance. Mais le président de CNN Chris Cramer, a félicité le 18 septembre ses 4000 employés: "La couverture de l'événement que nous avons donnée à notre public et aux autres médias est un témoignage de professionnalisme et d'intégrité". [6]

Outre le puissant émetteur de la "Voix des Amériques" couvrant tant l'actualité régionale que mondiale, il existe en outre des éditions en espagnol de nombreux journaux des Etats-Unis (*Miami Herald, New York Times, etc.*), et chaque presse nationale puise, de toutes façons, abondamment à ces mêmes sources. Les propriétaires des grands médias sont juifs, certains ardents partisans avoués de la suprématie juive dans le monde entier, tel le milliardaire patron du *New York Daily News*, et comme il l'a souligné lui-même "medias are not business, it's politics" [7]. L'Amérique latine n'a qu'une agence de presse: "Prensa latina", dont le siège est à Cuba. Pour le reste, elle dépend donc entièrement des agences américaine et européennes ;

Or, aux Etats-Unis, c'est tout récemment que quelques membres de la communauté juive ont publiquement dénoncé les phénomènes de désinformation juive dans les médias, à la suite de Norman Finkelstein; en Amérique latine le sujet continue d'être très peu exploré, pour les mêmes raisons qu'aux Etats-unis: les non-juifs qui se risqueraient à publier leurs constatations sur le sujet seraient rapidement réduits au silence. Nul doute cependant que le défi soit relevé à brève échéance dans les milieux juifs latino-américains comme ailleurs, notamment à partir du scandale des sommes extorquées aux banques suisses, qui ne sont jamais parvenues à leurs destinataires présumés, les

"survivants de l'holocauste". Simon Wiesenthal n'a-t-il pas entrepris depuis le gouvernement de Menem de traquer "l'or nazi" en Argentine ? L'acuité de la guerre contre le peuple palestinien mobilise l'opinion, les communautés moyen-orientales étant riches et bien structurées dans plusieurs pays; les communautés juives le sont également, et nombreux sont les juifs qui ont nourri les rangs de l'immigration en Israël, sans pour autant rompre leurs liens avec leur famille de langue espagnole. C'est ainsi par exemple que le journal israélien *Ha'aretz* se félicite, dans un article du 4 mai 2001, de la nomination du nouvel ambassadeur de Colombie en Israël, David de la Rosa, qui parle un hébreu parfaitement naturel puisqu'il est ...né à Jérusalem. En Bolivie, la "première dame", épouse du président provisoire Jorge Quiroga Ramírez, économiste formé aux Etats-Unis, va souvent rendre visite à sa famille en Israël. Comme aux Etats-Unis, les divergences sont nombreuses parmi les juifs d'Amérique latine. L'un des militants les plus radicaux de la gauche argentine au temps des militaires, activement recherché et menacé de mort, Jacobo Timmerman, était ainsi parti se réfugier en Israël puis en était revenu révolté par le sionisme; à sa mort, on a pu constater que sa colère avait largement essaimé en Argentine.

Nous nous bornerons ici à signaler le cadre général dans lequel s'exerce la pression sioniste à travers les médias nationaux, en fonction des rares données dont nous disposons. Il faudrait bien sûr préciser l'impact d'une part du lobby juif de New York, celui-là même qui voudrait dicter sa politique à l'Etat d'Israël, à partir de ses positions à la CIA et au ministère de la défense, et qui exerça sur Clinton un chantage permanent et efficace, et d'autre part l'impact des dirigeants de l'Etat d'Israël, principalement militaires, et de leurs services secrets [8]. Mais il y a aussi une dynamique de type sioniste autochtone et ancienne en Amérique latine, qui constitue le terrain favorable sur lequel les deux forces précédentes fructifient aisément.

La présence juive dans l'histoire de l'Amérique latine

Signalons qu'il existe toute une lignée de penseurs juifs [9] qui ont vu, depuis Christophe Colomb, dans l'Amérique une "terre promise" pour le judaïsme, d'autant plus que la découverte de l'Amérique se produisit au moment même où la monarchie espagnole expulsait massivement les commerçants juifs; ceux-ci se replièrent souvent au Portugal, et de là, participèrent activement à la colonisation et à la traite négrière. Souvent la mégalomanie judéo-centriste inspire les écrits de ce messianisme, délirant au point qu'il renforce à son tour les délires antisémites. Or deux phénomènes de colonisation matérielle de grande ampleur ont permis aux juifs se disant religieux d'accroître sensiblement leur implantation, au delà des phénomènes de peuplement naturellement liés à l'attrait des activités commerciales, légales ou non.

Activités légales et illégales au temps de la colonie espagnole

D'une part, on peut signaler une forte présence crypto-séfarade dès le XVI^e siècle datant de l'époque de l'Inquisition, dans les régions les plus riches, où tant la traite négrière que les activités d'extraction minière et de production agricole pour l'exportation attiraient les réprouvés. Un exemple célèbre est celui de l'évêque de Tucumán, en Argentine, qui fut dénoncé plusieurs fois pour faire du trafic négrier, à l'époque où ceci était strictement interdit aux sujets espagnols, et a fortiori aux Espagnols; il envoyait de l'argent au Portugal, et s'avéra fils d'un juif qui avait été brûlé vif en Espagne. L'inquisition pourchassant les résurgences du judaïsme, la composante religieuse juive fut longtemps dissimulée. Cependant il s'agit d'une présence ancienne qui consolide les bourgeoisies locales et leurs prétentions à constituer les seuls dépositaires du sentiment et de l'intérêt national; dernièrement, il est très à la mode de se vanter, dans ces milieux, de ses ancêtres juifs, tel en Colombie le romancier Alvaro Mutis.

Caractéristiques de l'immigration moderne

A partir du milieu du XVIII^e siècle, la ruine de Curaçao et des Antilles néerlandaises précipite sur la côte caraïbe une bourgeoisie d'origine séfarade. En Colombie, ils sont à l'origine de l'essor de la ville portuaire de Barranquilla. Puis, entre 1880 et 1930, c'est la grande vague syro-libano-palestinienne, des ressortissants turcs, souvent de confession chrétienne, qui fuient le Levant ottoman et espèrent rejoindre les Etats-Unis, qui les refoulent. Comme la vague précédente, leur réussite dans le domaine du commerce, et le maintien d'une certaine endogamie les consolident rapidement dans des positions sociales élevées qu'ils tiennent encore aujourd'hui, et on les trouve parmi l'élite, dans les secteurs politiques et culturels. Enfin, dans les années 1930-40, à nouveau on constate un afflux juif, de séfarades et d'ashkénazes, que les Etats-Unis repoussent vers le Sud. A cette époque, la langue populaire latino-américaine parle presque indifféremment de "Turcs" ou de "Polonais", sans faire de

distinction religieuse dans ce bloc vague mais qui a une conduite homogène. [10] Une activité financière lie souvent les Levantins entre eux ; ainsi le père de l'ex-président argentin Menem, qui a contribué au développement du vignoble argentin, se trouve avoir remplacé le juif originaire de Turquie Alejandro Bolomo, comme trésorier de la "Sociedad Unión Siria de La Rioja".[11] A Mexico, la banque Aboumrad était la banque préférée des juifs syriens, et en Equateur on retrouve des associations semblables.[12] C'est en Argentine que l'essor des communautés levantines a été le mieux étudiée, et on y dispose d'archives importantes, par l'essor du Banco siriolibanés et par le *Diario siriolibanés*. Outre l'activité bancaire, on retrouve les "juifs arabes" au coeur du commerce textile, véritable chasse gardée des Levantins dans toute l'Amérique latine. Lorsque le sionisme européen se développa, il rencontra l'hostilité des séfarades d'Amérique, qui n'ont nullement été tentés par ce projet, perçu comme typiquement ashkénaze. L'aversion pour cette dernière vague d'immigrants, chassées par la montée du nazisme, tenait entre autres à l'implantation antérieure d'un réseau juif de trafic de blanches, ainsi qu'à d'autres spécialités délictueuses du réseau Zwi Migdal [13]. A cette époque "polaquear" signifiait trander. A partir de 1948, les communautés palestiniennes ont été dynamisées par un afflux de réfugiés soudés par un ressentiment inédit. Actuellement, c'est en Colombie et au Chili que l'identité palestinienne est la plus vivante.

Le cas de l'Argentine

Le fondateur du sionisme, Theodor Herzl, avant de choisir l'option moyen-orientale pour établir sa colonie sioniste, et de donner une coloration mythique à l'idée de reconquête de la patrie des anciens hébreux, avait mis en marche un processus concret de conquête de la terre en Argentine, comme en Ouganda et à Madagascar; tout un programme de contrôle des terres agricoles se réalisa effectivement, sur la base de transactions foncières exclusivement entre juifs, tout à fait semblable au processus d'accaparement de la terre en Palestine jusqu'à aujourd'hui; l'Argentine était à l'aube du XX^e siècle un pays plus prometteur que les Etats-Unis (intransigeants dans le choix de leurs immigrants), dans un cadre de ressources agricoles illimitées, déjà dotées de marchés internationaux, et d'infrastructures développées par les Anglais à partir de 1850. C'est ainsi que certains juifs argentins peuvent prétendre que la classe patricienne des grands propriétaires terriens argentins est juive[14]. Un projet israélien bien précis échoua : celui d'expédier une partie de la population palestinienne en Argentine, après 1948, comme main d'oeuvre agricole pour les grands domaines des juifs argentins, et éventuellement en échange de colons juifs pour Israël.[15] Les dictatures militaires des années 1970, comme le régime raciste sud-africain à la même époque, avaient les meilleures relations commerciales avec Israël.

La présence israélienne

Sur ce terrain particulièrement réceptif, les années soixante-dix ont été celles de l'installation et de la consolidation de régimes militaires répressifs par des manoeuvres systématiques de la CIA, où Henry Kissinger jouait le rôle décisif; la déclassification de documents a confirmé ce dont nul ne doutait déjà à l'époque, principalement pour le Chili, l'Argentine et le Paraguay. Dans les années 1980, la politique de retrait des forces militaires américaines pour soutenir les dictatures, décidée par le président Carter [16] et sa volonté d'apparaître comme un protecteur des droits de l'homme, a donné lieu au remplacement des postes laissés ainsi vacants par des conseillers militaires israéliens. Cette présence a été d'autant plus massive et voyante que les gouvernements étaient faibles et impopulaires; aussi est-elle bien connue dans le cas du Guatemala, où le président-général de confession évangéliste Ríos Montt pratiqua un nettoyage ethnique intense dans les campagnes, avec l'appui massif de militaires israéliens. C'est le courageux Israélien Israël Shahak qui a montré le contenu idéologique, voire religieux, des interventions israéliennes repérables partout où se produisent des phénomènes de répression militaire et policière sur la paysannerie latino-américaine; il s'agit du mépris raciste envers les paysanneries en général, considérés comme peuplades devant être délogées ou soumises par tous les moyens, à l'instar de ce qui se pratique systématiquement en Palestine depuis 1948, dont l'expression canonique se trouve dans le Talmud. Actuellement, ces "conseillers ", c'est à dire experts en intimidation et en méthodes de torture, n'ont nullement disparu, et l'on trouve fréquemment des citoyens israéliens dans les équipes ministérielles. On a en fait une présence physique dans les classes dominantes d'individus maniant tour à tour deux nationalités, et qui ont les moyens de faire primer les intérêts israéliens dans les choix des gouvernements. Le Guatemala a été, avec les Etats-Unis, le seul pays américain à refuser de condamner Israël lors de la reprise de l'Intifada en septembre 2000.

Les attentats de Buenos Aires

Il conviendrait d'étudier la diversité des opinions au sein des communautés juives ; en Argentine vers 1990, le siège de l'opulente association mutualiste israélo-argentine AMIA publiait des bulletins où religieux et partisans de la laïcité s'affrontaient vivement, et où la compréhension de la frustration palestinienne avait presque un semblant de place. Or l'indifférence aux problèmes israéliens prit brusquement fin lors des attentats à l'ambassade d'Israël à Buenos Aires en 1992, puis à la AMIA en 1994 qui firent plus de cent morts; quels qu'aient pu en être les commanditaires, comme de juste, le réflexe de solidarité communautaire et de soutien a joué, tandis que les médias reflétaient une compassion générale pour les innocents tués et blessés. Seuls les services secrets israéliens purent réaliser les premières enquêtes, et immédiatement, l'ambassade d'Israël accusa l'Iran d'être à l'origine des attentats, comme dans le cas des deux attentats précédents à Londres. Il est spectaculaire de constater que le gouvernement et la presse argentine ont immédiatement adopté cette hypothèse, que tout allait infirmer par la suite, et que c'est encore la seule sur laquelle se penche la justice. Rappelons que ces attentats eurent lieu à la suite de la conférence de Madrid, où le gouvernement d'Itzrak Shamir avait accepté le projet "paix contre territoires", au grand dam des intégristes. Ceux-ci révélèrent leur capacité à faire fonctionner le terrorisme d'Etat habituellement dirigé contre les Palestiniens en menant à bien l'assassinat du général Itzrak Rabin, destiné à enrayer définitivement le "plan pour la paix ", ce qui se produisit effectivement. L'hypothèse d'une participation décisive des services secrets israéliens aux attentats de Buenos Aires a été soutenue par certains, sur la base même des premières informations communiquées par l'ambassade d'Israël lors du premier attentat, qui faisaient état d'un phénomène d'implosion, depuis l'intérieur, de bâtiments étroitement surveillés par le Shin Beth, au moment même où le groupe de ses agents était sorti déjeuner [17]; le temps passant, elle paraît d'autant plus plausible que la piste iranienne proposée officiellement comme la seule plausible n'a toujours pas abouti, non plus que celle de réseaux néo-nazis locaux; mais les médias se sont bien gardés d'en rendre compte, se contentant de signaler l'indignation de ceux qui trouvent les enquêtes judiciaires bien peu soutenues par les gouvernants. Effet tardif mais décisif des explosions, on a vu récemment, le président De la Rúa autoriser la création d'une "force de prévention de l'antisémitisme" comportant des magistrats, des juristes, mais également des policiers. De la sorte, un secteur de la population dispose d'un corps répressif spécifiquement chargé de sa protection.

Des assassinats sans rapport avec des enjeux nationaux

De nombreux assassinats politiques ont eu lieu en Amérique latine, qui semblent signés par des inspireurs israéliens. A titre d'exemple, signalons un exercice de terrorisme d'Etat très inquiétant par ce qu'il était dénué de sens à l'échelle des enjeux nationaux: l'assassinat des six jésuites de l'université José Simeón Cañas, au Salvador en 1989, ceux-ci ayant pris le relais dans la défense des paysans, de l'archevêque de San Salvador, Mgr Romero, assassiné en 1980. Ils furent abattus à l'aube, dans leur dortoir, avec leur femme de ménage et sa fille. C'est une pratique qui a été mise en oeuvre pour se débarrasser de dirigeants palestiniens au Liban. Monseigneur Romero pour sa part avait été abattu de façon spectaculaire, pendant qu'il célébrait l'office, alors qu'il venait de se déclarer ouvertement pour la protection de la paysannerie chassée de ses terres par l'armée et les forces paramilitaires. Cette férocité renouvelée contre les représentants les plus estimés de l'église catholique au Salvador a soulevé une indignation internationale qui n'a certainement pas été favorable au président d'alors, unanimement considéré comme le commanditaire de ces actes, Roberto D'Aubuisson; celui-ci, malgré sa docilité aux volontés de l'ambassadeur américains pour réprimer la paysannerie insurgée, dut être désavoué par les Etats-Unis, et bientôt remplacé. Les assassinats de ces religieux, cohérents dans un plan de substitution du clergé catholique par des sectes protestantes, n'avait d'autre fonction que de répandre la terreur dans toute l'Amérique latine et d'écarter la population de la théologie de la libération, au moment où elle triomphait au Nicaragua voisin, avec des jésuites ministres, tel Ernesto Cardenal. Le Salvador est un pays qui n'est nullement déchristianisé, et malgré le climat de paix revenu, aucune enquête n'a abouti à ce jour sur la responsabilité exacte de ces crimes, alors que plusieurs militaires sont traduits en justice pour d'autres assassinats reconnus.

L'Amérique centrale comme révélateur

Ces faits concernent le plus petit pays d'Amérique latine, qui abrite pourtant l'ambassade américaine réputée la plus importante (en surface) pour tout le continent. Dans les années quatre-vingt, son rôle fut exceptionnel, puisque face au Nicaragua sandiniste, au Panama se préparant à reprendre le

contrôle du canal interocéanique, il était le pays le mieux soutenu financièrement et militairement par les Etats-Unis, qui mettaient en oeuvre des plans de "guerre de basse intensité" pour affaiblir les pays voisins et s'assurer ainsi le contrôle de la Méditerranée américaine, l'espace caraïbe, noeud de communications vitales. Épisode mal connu, le Salvador joua un rôle bien particulier sous l'occupation nazie: les bateaux chargés de réfugiés juifs de France battaient pavillon salvadorien... Tous les pays d'Amérique centrale sont très faibles face aux pressions américaines. Chaque fois que des votes internationaux doivent sanctionner des gouvernements honnis par les Etats-Unis, ou protéger Israël, on peut constater qu'il y a partage des rôles entre Salvador et Guatemala. Le Nicaragua en revanche, est parvenu à faire condamner les Etats-Unis devant la Cour internationale de justice dans les années 1980, pour son "usage illégal de la force" sur son territoire. Condamnés à des indemnités, les Etats-Unis cessèrent de reconnaître ce tribunal. Puis le Nicaragua s'adressa au conseil de Sécurité de l'ONU. La résolution générale que celui-ci adopta fut rejetée par les Etats Unis. Comme le dit Noam Chomsky [18], à ce jour, les Etats-Unis sont le seul Etat condamné par le Tribunal Mondial pour terrorisme international, et qui a opposé son veto à la résolution du Conseil de sécurité. Alors le Nicaragua se tourna vers l'Assemblée Générale de l'ONU. Là sa résolution fut rejetée seulement par les Etats-Unis, Israël et le Salvador. L'année suivante, la démarche fut renouvelée, mais les Etats-Unis n'obtinrent plus que le soutien d'Israël. Et la résolution fut enterrée, tandis que l'ingérence militaire s'accroissait. Le Time Magazine fit observer l'élégance du procédé mis en oeuvre pour obtenir la chute du gouvernement sandiniste : une fois que le pays eut été ruiné et saigné, les habitants épuisés renversèrent d'eux-mêmes le gouvernement indésirable, avec un coût minimum pour les Etats-Unis. Le Nicaragua est actuellement le deuxième pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, après Haïti, qui a connu le plus d'interventions militaires américaines de tout le XX^e siècle.

Le rôle directeur de l'Argentine

L'Argentine a vocation à diriger les communautés juives de tout le sous-continent de langue espagnole. C'est de Buenos Aires que transmet la seule radio juive transmettant 24h sur 24, pour toute l'Amérique latine. Rien d'étonnant à cela, s'agissant de la communauté juive la plus nombreuse au monde, après celles d'Israël, des Etats-unis et de France, qui ne représente cependant que 2% de la population. On estime à 220.000 personnes la population juive vivant en Argentine, soit près de la moitié, 500.000, de celle de toute l'Amérique latine [19]. Environ 100.000 Latino-américains auraient émigré en Israël, dont 70.000 Argentins. [20] Le groupe Loubavitch -- dont est membre Ariel Sharon -- dispose en Argentine d'écoles rabbinico-militaires [21]. C'est là que siège l'officine principale du Centre Simon Wiesenthal, qui se targue d'avoir obtenu la démission du ministre de la justice Rodolfo Barra il y a quelques années, et de différents succès au Chili, en Bolivie, en Uruguay; il existe là-bas également une délégation des intérêts israéliens (DAIA). Comme ailleurs, il n'existe pratiquement plus de juifs pauvres en Argentine, contrairement à ce qui était caractéristique de l'Europe centrale d'où affluèrent les immigrants avant la deuxième guerre mondiale; entre 1930 et 1949, seuls la Palestine et l'Uruguay reçurent la même proportion d'immigrants juifs. Depuis, sur-représentés dans les professions libérales, ils contrôlent presque entièrement certaines branches, telle la psychanalyse, l'édition et la presse. L'Argentine, où les directives du FMI et la dollarisation ont été appliquées de façon exemplaire, se trouve maintenant dans un état de crise financière, économique et sociale sans précédent. La tension sociale est telle que les militaires américains qui ont une base du type Ussouthcom aux frontières nord ouest, dans la province de Salta -- où ont eu lieu récemment les mouvements de "piqueteros" protestataires les plus énergiquement réprimés --, ont fait des mouvements voyants en septembre, à titre d'exercices conjoints avec des détachements de huit pays voisins, sans l'accord du congrès argentin, et réactualisent les projets de centralisation des forces de répression interne, selon des critères de la "guerre de basse intensité" mis au point il y a vingt ans pour en finir avec les guérillas. La classe politique est discréditée, la corruption et les faillites frauduleuses ayant été vivement encouragées par le gouvernement menemiste des années quatre-vingt dix. Cette dynamique avait commencé dès 1976, date de l'accession des militaires au pouvoir, dont l'Argentin Jorge Beinstein dit pudiquement qu'elle marque "le début d'une transformation durable marquée par l'hégémonie de groupes parasites qui intègrent les réseaux financiers et mafieux internationaux" [22]. La bonne entente qui régnait entre les Levantins semble révolue, si l'on en juge par les modalités du scandale qui entoura la belle-soeur du président Menem il y a quelques années: Amalia Yoma fut soupçonnée de participer au lavage de grosses sommes issues du narco-trafic. Elle était liée au milieu des affaires argentino-libanais; son associé Jorge Antonio Chividian se plaignit publiquement de harcèlement

raciste de la part d'un petit groupe de juifs de gauche du quotidien *Página 12*. La DAIA intervint pour modérer ces excès, puis l'accusée fut blanchie par la justice argentine... Dans ces circonstances dramatiques et avec un passé nationaliste glorieux, on peut s'étonner qu'aucune force révolutionnaire n'émerge pour le moment encore, avec une alternative crédible, au point que Bernard Cassen a scandalisé les Argentins en leur disant: "L'Argentine n'existe pas". Seules à atteindre une visibilité médiatique, les "Mères de mai", issues de la résistance à la dictature des années soixante-dix, dont la présidente Hebé de Bonafini a développé un antisionisme conséquent, résistent, et suscitent des controverses dans la presse, désormais ouvertement taxées d'antisémitisme. Ariel Sharon a nommé un nouvel ambassadeur dynamique, Benjamin Oron.

La Colombie au coeur du " Triangle radical "

Le centre de gravité géo-stratégique de l'empire états-unien en Amérique latine s'est déplacé depuis la fin des mouvements révolutionnaires armés en Amérique centrale, vers la Colombie qui constitue le coeur d'un "Triangle radical", selon James Petras, constitué par le Vénézuéla, l'Équateur et le Panama. Les deux premiers pays sont dirigés par des militaires ayant à coeur de reprendre l'expérience démocratique et nationaliste du général Alvarado au Pérou, dans les années 1968. Le dernier a repris le contrôle du Canal de Panama, et n'est plus le siège de "L'École des Amériques" qui formait jadis toute les forces de "contre-insurrection du sous-continent". Le gouvernement colombien, malgré l'étendue du pays et ses richesses, est affaibli par la seule guérilla qui se soit maintenue depuis les années soixante, contrôlant une bonne partie du territoire, et l'empire des trafiquants de drogue, produite et élaborée sur place. Il reçoit actuellement 1.300 millions de dollars des Etats-Unis pour "combattre le narco-trafic" (?)... alors que la CIA elle-même y prend part, et que le grand marché des consommateurs est celui des Etats-Unis, qui fournissent d'ailleurs tous les composants chimiques nécessaires à l'élaboration des produits finis, et ne sont pas inquiétés. L'incohérence de la situation, évidente pour tous, cache mal un projet plus sérieux. C'est de là que part un véritable plan de reconquête de l'Amérique latine par les États-Unis, dont sont attendus des bénéfices d'ordre varié.

Le "plan Colombie" vise d'une part à la main-mise nord-américaine sur l'Amazonie, réservoir des énergies et matières premières de l'avenir, et comporte, outre le prétexte affiché, qui est la réduction de la production de cocaïne, une mise au pas de la paysannerie, qui dans une partie importante du territoire national, abrite la guérilla. Il est de notoriété publique là-bas que ceux que l'on appelle les "paramilitaires" chargés des assassinats de civils sont directement commandés par les "conseillers israéliens" et qu'ils délogent les paysans de leurs terres pour se les approprier. D'ailleurs ce sont les plus intéressés à l'internationalisation du conflit, en particulier par la poursuite des guérilleros dans les pays limitrophes, particulièrement au Vénézuéla. En effet, ce pays a rétabli des relations avec l'Irak, fournit Cuba en pétrole, fait revivre l'OPEP, et à ce titre, compromet directement les intérêts tant israéliens qu'américains. Or il faut remarquer que les gouvernements des pays membres de l'OEA ne sont nullement prêts à appuyer le "Plan Colombie". En octobre 2000, les ministres de la défense du sous-continent, réunis à Manaus, ont publié une déclaration s'opposant à toute ingérence étrangère dans les affaires colombiennes.

Les enjeux du pétrole vénézuélien et du " bolivarianisme "

Au Vénézuéla même, le ministre des affaires étrangères José Vicente Rangel qui a semblé ménager les intérêts israéliens, alors même que le président Chávez tente de renationaliser les richesses pétrolières du Vénézuéla, a été promu ministre de la défense. Le service du contre-espionnage DISP a été dirigé longtemps par Israël Weisssel, qui, depuis l'élection à la présidence de Hugo Chávez, est retourné en Israël. Le rabbin principal du pays, Pynchas Brenner, est extrêmement virulent contre le peuple qui soutient la révolution mise en oeuvre par le président Chávez, qu'il compare à Hitler [23]. Récemment, le Centre Simon Wiesenthal a annoncé l'ouverture d'un bureau à Caracas, et la presse juive ne se fait pas faute d'accuser d'antisémitisme l'équipe gouvernementale. La conférence de Durban a vu les délégués vénézuéliens s'exprimer clairement aux côtés des Cubains pour condamner le racisme inhérent au sionisme. Le projet "bolivarien" inquiète dans la mesure où il tente de fortifier les nationalismes des pays andins, là où le nouveau mercantilisme, selon le terme préféré de James Petras, veut fragmenter l'espace historique en un archipel d'îlots impuissants, comme les faibles républiques d'Amérique centrale, ouvert à la seule économie "mondialisée", c'est-à-dire américaine.

Cuba et Miami

A Cuba, on observe une renaissance de toutes les associations communautaires; parmi celles-ci, la communauté israélite a un dynamisme prévisible, et Israël a offert des conditions d'émigration

attirantes à ceux qui pouvaient faire valoir une ascendance juive, ce qu'ont mis à profit, comme ailleurs, ceux qui aspiraient à de meilleures conditions de vie. Mais c'est au sein de la colonie cubaine des Etats-Unis, que l'influence d'Israël est spectaculaire. Bon nombre d'intellectuels ayant émigré, ils disposent de tribunes bien relayées pour s'exprimer. Parmi d'autres, le leader Carlos Alberto Montaner, résidant habituellement à Barcelone, draine de nombreuses sympathies, et n'hésite pas à flatter démagogiquement les Cubains en rapprochant leur "diaspora" d'expatriés répandus de par le monde, triomphant en affaires à Miami et dans toute l'Amérique latine, coqueluche des grands éditeurs européens, de celui des juifs européens. La tendance la plus dure de l'opposition au gouvernement cubain, est incarnée par le sénateur D'Amato, qui a fait voter une loi permettant de poursuivre en justice les entreprises non américaines -- particulièrement européennes -- qui signeraient des contrats avec les pays boycottés par les Etats-Unis: Cuba et l'Irak. D'Amato se trouve être un des promoteurs les plus actifs de la campagne pour la " restitution des biens juifs " [24]. Cette même tendance envisage la réappropriation des biens fonciers confisqués par l'état cubain, en application des lois de réforme agraire et urbaine de 1960, avec des indemnisations, une fois que les Cubains de Miami auront éliminé le président Fidel Castro. Le procédé ressemble étrangement à celui qui est actuellement mis en oeuvre en Pologne: le député de New York Anthony Weiner exerce actuellement en ce sens des pressions sur le gouvernement polonais, l'enjeu à monnayer étant la réintégration de la Pologne au bloc atlantique; les arguments pour ces réclamations foncières, touchant à la souveraineté d'un pays sur son sol, d'un montant tel qu'il peut ruiner la Pologne, est que celle-ci aurait pratiqué une politique d'expulsion des juifs polonais, au point que ceux-ci connaîtraient une "extinction". On voit à nouveau brandi l'argument de l'holocauste, à des fins d'expansion territoriale. Il n'est pas difficile de prévoir que des accusations de persécutions antisémites contre le gouvernement actuel de Cuba seront brandis dans la presse internationale à la première occasion.

Le fantasme néo-holocaustique

Norman Finkelstein signale que c'est lorsqu'Israël se sent à l'apogée de son pouvoir qu'il utilise massivement l'argument de la mémoire de l'holocauste: ainsi, c'est à partir de la victoire de 1967 que se produit un virage dans la communauté juive des Etats-Unis en ce sens, alors que jusque là elle se gardait bien d'exploiter cet épisode ambigu, ne serait-ce que parce qu'on sait que les sionistes négocierent avec Hitler une émigration juive importante en direction de la Palestine, et que la communauté juive de New York n'a nullement tenté de protéger les juifs européens de la déportation. Or Norman Finkelstein ajoute que la distorsion d'événements historiques réels ne suffit plus, et que s'y ajoute à tout bout de champ l'idée qu'il y a de nouveaux génocides de juifs en préparation. Dans ce domaine, l'Argentine joue à nouveau un rôle pionnier. En effet, à la suite des attentats de 1992 et 1994, les médias ont développé l'idée que les militaires au gouvernement de 1976 à 1982 auraient mis en oeuvre un nouveau génocide juif. Le juge espagnol Garzón a été saisi de plaintes en ce sens, et il en a été de même lorsqu'il a entamé des poursuites internationales contre le général Pinochet au Chili, mais il n'a pas donné suite. Cette affirmation terrifiante, mais sans fondement, part du fait incontestable que la jeunesse intellectuelle, et donc en son sein un certain nombre de jeunes juifs de gauche, a grossi l'opposition, et a nourri la guérilla urbaine, si bien que la répression a naturellement affecté cette couche de la population. L'effet recherché par cette provocation est de fortifier l'idée que les "néo-nazis" constituent une puissance occulte redoutable en Argentine depuis l'époque péroniste. Or il est établi que les véritables nazis fuyant l'Allemagne se sont bien plutôt installés aux Etats-Unis, au Paraguay et au Brésil...

En conclusion provisoire, on peut signaler que les Israéliens ne sont pas satisfaits de la conduite des communautés juives d'Amérique latine. Le journal *Ha'aretz* se plaint de la faible mobilisation autour des intérêts israéliens qui persiste, malgré la reprise de l'intifada. Dans le même journal, on peut lire que certains réclament qu'apparaisse un nouveau juge Garzón, qui veuille bien défendre spécifiquement l'idée que des gens comme le général Pinochet ont pratiqué un "génocide" ciblé sur le peuple juif. Le rapport des forces actuel ne semble pas avoir permis pour l'instant l'exploitation de ces éléments par la propagande israélienne. L'anti-américanisme, c'est-à-dire le nationalisme élémentaire, a repris des forces chez les dirigeants de l'Equateur, du Panama et du Chili. Mais rien n'est simple: dans les guérillas colombiennes et mexicaine, certains commandants portent des pseudonymes bibliques, "Josué" ayant plusieurs incarnations, à Cuba, on trouve des investisseurs israéliens dans le

secteur des agrumes et du tourisme, et les Mères de Mai ont des amis à la Maison d'Argentine de Tel-Aviv...

18 décembre 2001

NOTES

[1] Le journaliste israélien Israël Shamir a établi la responsabilité de la banque Leumi, jadis "Banque anglo-palestinienne", actuellement banque nationale d'Israël, dans le détournement de sommes colossales issues de dépôts de juifs européens dans les années 1940; s'est associée à la compagnie d'assurances italienne Generali et à Migdal Insurance. Le parlement israélien, la Knesset, informé des malversations, a nommé une commission d'enquête, dont font partie les responsables eux-mêmes du détournement, tel Zvi Barak, membre de la direction de la banque Leumi et de la Generali ! La banque Leumi vient de se faire remarquer, par ailleurs, pour être la banque qui recycle l'argent sale qu'y déposent l'ex-président du Pérou Fujimori (actuellement en fuite au Japon), et son ministre et notoire agent de la CIA Vladimir Montesinos. Voir

<<http://www.IsraelShamir.com>>, article "Banquiers et voleurs", du 17 octobre 2001.

[2] *Israël et les Etats-Unis, les fondements d'une doctrine stratégique*, Armand Colin, Paris, 1995.

[3] Editions Vent du large, Paris, 1998.

[4] Selon Norman Finkelstein, l'enseignement de cette matière est imposé ou encouragé dans les écoles de 17 états, dix-mille travaux universitaires y sont consacrés, les " chaires d'holocauste " se multiplient dans les universités, etc.

[5] *Toronto Star*, 26 11 1991.

[6] Voir *Politis*, Paris, No 674, 8-14 nov 2001) "L'inquiétant constat de reporters sans frontières", p. 16.

[7] "Libertés et censure", in *Le Monde diplomatique*, août 2001.

[8] Ce travail a été entrepris par Israël Shahak dans *Israéli nuclear and foreign policies*, Pluto Press, 1997.

[9] Menassah ben Israël est l'auteur de *Esperanza de Israël*, publié en Hollande en 1650 et réédité à Madrid par Hiperión en 1987; il y défend l'idée que les indigènes américains sont les descendants des tribus perdues d'Israël.

[10] Voir Louise Fawcett, "La inmigración árabe y judía en Colombia", *Boletín cultural y bibliográfico*, Bogotá, 1998, vol. 35, n° 49.

[11] Voir Ignacio Klich, "Arabes, judíos y árabes judíos en la Argentina de la primera mitad del novecientos", in *Estudios interdisciplinarios de América latina y el Caribe*, Ed. Universidad de Tel Aviv, julio-diciembre, Ramat Aviv, 1995, pp. 109-143.

[12] Id, note 82. L'article d'Ignacio Klich comporte une importante bibliographie, d'où il ressort que les liens financiers entre arabes et juifs commencent à être étudiés au Chili, à Cuba, au Venezuela, et ailleurs.

[13] Voir Nora Glickman, "The Jewish White Slave Trade in Latin American Writings", *American Jewish Archives*, nov. 1982, pp. 178-189.

[14] Mario Javier Saban, *Nuestros hermanos mayores, judíos conversos II*, Distal, Buenos Aires, 1993.

[15] Ignacio Klich, "The chimera of Palestinian resettlement in Argentina in the early aftermath of the first Arab-Israëli war and other similarly fantastic notions", *The Americas*, 53:1 July 1996, 15-43.

[16] Jimmy Carter est le premier président américain à s'être rendu en visite officielle en Israël. A la lumière des récents événements, on peut penser que la guerre déclenchée par les militaires argentins pour rétablir la souveraineté nationale sur les îles Malouines (dernier reliquat de l'empire britannique) a pu faire redouter aux Etats-Unis que les armées latino-américaines fortifiées par eux se retournent contre leurs intérêts; d'où l'utilité stratégique de la "démocratisation" dans les années 1980.

[17] C'est en ce moment qu'a lieu le procès des seuls suspects appréhendés, des voleurs de voitures, et l'analyse en question commence à être discutée publiquement. Voir

<<http://www.analitica.com/biblioteca/ceresole>>.

[18] Discours prononcé le 18 octobre 2001 au MIT, transcrit par *Z Magazine*.

[19] Voir Judith Laikin Elkin, "A Demographic Profile of Latin American Jewry", *American Jewish Archives*, Cincinnati, nov. 1982, pp. 235-36.

[20] Selon Wolf Pinsky, *La voz judía*, Buenos Aires, 10 1998.

[21] voir Emmanuel Haymann, *Au coeur de l'intégrisme juif*, Albin Michel, Paris, 1996.

[22] Voir l'article de Jorge Beinstein dans

<<http://www.rebellion.org>>, 25 08 01.

[23] voir Consejo judío latinoamericano, *Boletín* No 668, mai 1999.

[24] Selon Norman Finkelstein, D'Amato fait partie avec Elan Steinberg, le rabbin Singer et le rabbin Marvin Hier, doyen du centre Simon Wiesenthal, des stratèges de la campagne d'intimidation entreprise auprès des banques suisses.

TORTURE AMÉRICAIN EN SOUS-TRAITANCE

US in secret deal with 'torture' states

The United States has been secretly sending prisoners with suspected al-Qaeda connections to countries where torture during interrogation is legal, according to US diplomatic and intelligence sources.

Prisoners are being moved to places in Egypt and Jordan where they can be subjected to torture and threats to their families to extract information sought by the US.

The normal extradition procedures have been bypassed in the transportation of dozens of prisoners suspected of terrorist connections, according to a report in the *Washington Post*, with suspects moved to countries where the CIA has close ties with the local intelligence services.

The report says US intelligence agents have been involved in a number of interrogations. A CIA spokesman refused to comment on the allegations on Monday.

A State Department spokesman said the US had been "working very closely with other countries ... It's a global fight against terrorism". "After September 11, these sorts of movements have been occurring all the time," a diplomat told the *Washington Post*. "It allows us to get information from terrorists in a way we can't do on US soil."

Suspects are being sent to a third country rather than to the US so as to avoid highly publicised cases that could lead to a further backlash from Islamist extremists, diplomats say.

One of the prisoners, Muhammad Saad Iqbal Madni, is allegedly linked to Richard Reid, the Briton accused of the attempted "shoe bomb" attack on an American Airlines flight from Paris to Miami in December. He was flown from Indonesia to **Egypt** without a court hearing, after his name appeared on al-Qaeda documents. He remains in custody in Egypt and **has been subjected to interrogation by intelligence agents**.

An Indonesian Government official said disclosing the Americans' role would have exposed President Megawati Sukarnoputri criticism from Muslim political parties. "We can't be seen to be co-operating too closely with the United States," the official said.

A Yemeni microbiology student has also been flown from Pakistan to **Jordan**, and US forces seized five Algerians and a Yemeni in **Bosnia** on January 19 and flew them to **Guantanamo Bay** after the men were released by the Bosnian supreme court for lack of evidence, and despite an injunction from the Bosnian human rights chamber that four of them be allowed to remain there pending further proceedings.

Civil rights lawyers based in Los Angeles have tried unsuccessfully to have Guantanamo Bay prisoners charged in US courts or treated as prisoners of war. The US administration has resisted this, arguing that those detained were not entitled to be regarded as prisoners of war because they were terrorists rather than soldiers and were not part of a recognised army.

Duncan Campbell in Los Angeles
The Guardian, 13 mars 2002

SOLDATS DE PLOMB

Tsahal dans le piège de la ville

par Jean-Louis Dufour

Les affrontements entre Israéliens et Palestiniens, comme les attentats du 11 septembre et nombre de conflits récents, illustrent une réalité: la guerre a lieu désormais en ville. Là se situe la vraie révolution militaire tant annoncée sous une forme un peu différente des deux côtés de l'Atlantique. Si les Américains et leurs alliés se préparent plus ou moins activement à affronter cet immense changement, celui-ci les prend à contre-pied. Même les Israéliens face à l'insurrection palestinienne sur un terrain jour après jour plus urbanisé, pourtant préparés à ces types d'affrontements, s'y présentent avec des structures, des armements, une instruction des hommes inadaptés. Face à l'insurrection et au terrorisme urbains, les armées occidentales, Tsahal incluse, sont

fondamentalement en retard d'une guerre, jusqu'à ne plus pouvoir espérer celle en cours à l'ouest du Jourdain.

La Guerre des rues et des maisons, titre d'un opuscule écrit en son temps par le maréchal Bugeaud, est un art difficile et redouté par le soldat. Les militaires israéliens en font la dure expérience. Depuis quelques semaines, l'audace des Palestiniens va s'amplifiant. Ceux-ci se contentaient l'année passée, en plus des attentats-suicides, de quelques tirs au fusil d'assaut, de roquettes, d'obus de mortiers. Il s'agit maintenant d'une véritable guérilla urbaine. Un tireur d'élite exécute l'un après l'autre les sept soldats en charge d'un check point. Des postes de garde et de sécurité israéliens sont attaqués et réduits. Les insurgés emploient des missiles Qassem 2, d'une portée de 6 km, bientôt peut-être de 12, dotés d'une charge explosive de 100 kilogrammes. L'arme est rudimentaire et sa précision aléatoire, mais les objectifs ne manquent pas, aussi nombreux que les immeubles d'habitation. Un jour, le missile fera mouche. Récemment, une patrouille blindée est tombée dans une embuscade. Un char Merkava a été détruit par une charge disposée au bord d'une avenue, assez puissante pour tuer les trois hommes d'équipage, faire exploser le tank, souffler sa tourelle. Aucune mine antichar n'aurait pu faire un tel travail.

Les Israéliens s'avèrent impuissants à réduire l'insurrection. Le contraire serait étonnant. La force de défense d'Israël sait comment envelopper dans le désert des armées arabes plutôt statiques, son armement est impropre aux affrontements urbains. Le premier coupable est le char, conçu pour des assauts en masse et sur un large front, malhabile dans des rues où il ne peut se regrouper pour attaquer; sa mobilité et ses vues y sont réduites; sa vulnérabilité est extrême en raison d'un blindage efficace surtout à l'avant. Le dessous de la caisse mais aussi les flancs et le dessus de l'engin sont accessibles aux coups de combattants venus d'un égout, surgis d'un corridor, tirant d'un soupirail ou des toits. Les hélicoptères, dont les Israéliens font grand usage pour exécuter des responsables palestiniens, ont garde de s'aventurer au-dessus des quartiers révoltés, choisissant d'agir à partir d'une zone "amie", toujours très proche des objectifs à "traiter". Au demeurant, les aéronefs à voilure tournante sont peu maniables en ville. Des courants d'air brutaux et imprévisibles, fréquents entre des rangées d'immeubles, compliquent le vol à basse altitude. Au-dessus d'une agglomération, les appareils doivent voler lentement, les pilotes sont prompts à s'égarer; leurs hélicoptères peuvent être abattus par des tirs d'armes automatiques légères. Parce qu'ils sont difficiles à atteindre en raison de leur vitesse, l'armée israélienne envoie ses F16 détruire tel ou tel bâtiment administratif de l'autorité palestinienne. Un tel emploi est d'un rapport coût/efficacité ridicule. **L'intérêt tactique, plutôt mince, est de terroriser les femmes et les enfants tout en fortifiant un peu plus la haine de ceux qui sont frappés.** Reste l'artillerie "de campagne", mal nommée en l'occurrence, bonne pour neutraliser une zone en rase campagne, hors d'état par nature de tirer précisément sur une entrée d'immeuble.

Seuls moyens pour Tsahal de limiter le nombre et le danger des actions armées palestiniennes: tenir le terrain, occuper les sites favorables, être sans cesse sur ses gardes. La méthode est sans garantie, son prix est élevé. Le stress use vite les unités engagées qui doivent être fréquemment relevées. Conviées à une lutte meurtrière et sans espoir face à un adversaire pour qui chaque mort au combat est un martyr supplémentaire, propre à susciter de nouvelles vocations, **les recrues ont le moral en berne.** Lors de la première Intifada, jamais le taux de suicide n'avait été aussi élevé dans l'armée israélienne; il ne s'est probablement pas amélioré lors de la seconde.

La ville est l'endroit rêvé pour livrer un combat asymétrique, le dernier maquis existant où un guérillero faiblement armé peut tenir en échec une armée traditionnelle, moderne et bien équipée. Sauf si cette armée décide d'écraser sous les bombes les quartiers d'où proviennent les tirs. Mais Israël est une démocratie, trop soucieuse à juste titre de l'opinion publique pour se laisser aller, comme la Russie à Grozny, à ce genre d'extrémité. Comme ce pays est également très sensible, et c'est tout à son honneur, aux pertes subies, il lui faudrait, pour tenir, remplacer les hommes par des robots capables de reconnaître des immeubles, visiter des appartements, sonder des caves et des souterrains, aptes à rendre compte à un responsable bien à l'abri des propos échangés dans une pièce, du nombre des hommes qui s'y trouvent, des armes dont ils sont éventuellement dotés. Pareils engins sont encore dans les limbes, même si aux Etats-Unis d'ambitieux programmes ont été lancés, des prototypes essayés en septembre dernier pour inspecter les ruines du World Trade Center. Avant qu'un robot puisse en ville tenir une position, reconnaître un itinéraire, escalader un mur, ouvrir le feu contre un adversaire, du temps aura passé, **Israël aura perdu cette guerre d'attrition et connu la première défaite de son histoire.**

On le dit souvent, toute issue militaire à ce conflit est impossible. Voire! Le plus faible n'est pas celui qu'on croit. Le temps ne compte guère pour les Palestiniens, non plus que les pertes humaines. Autrefois, en Indochine, Ho Chi Minh avait averti les Français: "Vous pourrez me tuer dix hommes quand je ne vous tuerai qu'un des vôtres. Même dans cette proportion, vous perdrez et je vaincrai." Le génie militaire implicite ou la chance des Palestiniens est d'appliquer cette stratégie en zone urbanisée, là où elle se révèle à coup sûr encore plus efficace qu'en rase campagne, même accidentée.

Libération du jeudi 14 mars 2002

[Jean-Louis Dufour est professeur associé à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr. Dernier ouvrage paru: *La Guerre, la Ville et le Soldat*, Odile Jacob, 2002.]

LES HUMANISTES DU BULLDOZER

Les raids de l'armée israélienne sur les camps de réfugiés au cours de ces dix derniers jours ont endommagé un total de 1.620 habitations et 14 bâtiments publics (principalement des écoles) selon des investigations préliminaires conduites par les représentants de l'UNRWA, l'agence onusienne d'aide humanitaire.

Ha'Aretz (quotidien israélien) du 12 mars 2002

Autre article du même journal le même jour:

Les Médecins pour les Droits de l'Homme (Physicians for Human Rights) affirment que plus de 165 ambulances ont été attaquées par les forces de sécurité israélienne, y compris l'armée, pendant le déroulement des hostilités dans les Territoires, avec plus de 135 membres du personnel paramédical et autre personnel médical blessés alors qu'ils étaient en service.

Médecins Sans Frontières condamne les "attaques israéliennes contre des équipes médicales"

Dépêche de l'Agence France Presse du dimanche 10 mars 2002, 10 h 09

Jérusalem -- L'organisation "Médecins sans frontières" a condamné les "attaques sans précédent de l'armée israélienne contre des équipes médicales" opérant dans les territoires palestiniens, dans un communiqué parvenu dimanche à l'AFP.

CHAROGNE FAIT LE MÉNAGE

Third Former Militiaman with Links to Sabra and Chatila Is Murdered

Robert Fisk in Beirut

The secrets of the Sabra and Chatila Palestinian camp massacres in 1982 have gone to the grave with yet another former Phalangist militiaman, the third Lebanese to die mysteriously in little more than two months. Michael Nassar, who was a former associate of Elie Hobeika - the Phalangist leader murdered in a car bombing in Beirut in January - was shot dead in Brazil by a man firing a pistol equipped with a silencer. His young wife, Marie, was shot down beside him. A Belgian court has postponed a decision over whether to indict Ariel Sharon, the Israeli Prime Minister, for his role in the massacres - he was held "personally responsible" by an Israeli commission of inquiry - while lawyers for the survivors produce more evidence. But the vital evidence that may lie in the memories of those involved with the killers, who were allied to Israel at the time, is disappearing almost by the week as the death list grows.

Nassar grew immensely wealthy from the Lebanese civil war, selling former Phalangist weapons to Croatian militias during the Balkan conflict. One of his ships ended up in the hands of the Serb navy, which sent Nassar a warehouse bill after the guns were impounded. He fled Beirut in 1997 after a Lebanese court demanded he explain his wealth, put at pounds 70m . Nassar was apparently already worried when he pulled his car into a petrol station in the suburbs of Sao Paolo on Friday; he had used his mobile phone to tell a friend that he was being followed by men in a car. He made a second call - telling his friend that his pursuers seemed to have vanished - just before the gunman fired five bullets into his body and another seven into his wife.

Israel has denied that Hobeika, who had agreed to testify against Mr Sharon less than 24 hours before he was killed, was murdered by its own death squads. The Lebanese authorities say the opposite. Nassar - a nephew of the former general Antoine Lahd who commanded Israel's one-time proxy, the "south Lebanon army militia" - might have been the victim of a Brazilian mafia killing. Certainly, robbery was not the motive.

The first former right-wing Christian to be struck down was one of Hobeika's old colleagues, Jean Ghanem, who drove his car into a tree on New Year's Day. He died after being in a coma for two weeks. Then came Hobeika's murder and now Nassar's. Other former Phalangists live in fear of their lives, either from Israel or from Palestinians seeking revenge for the 1982 massacre in which up to 1,700 Palestinian civilians were slaughtered.

One of them recently said that dozens of Palestinians who survived the massacres were executed at a former barracks near Jounieh, north of the capital, after being held in containers for two weeks. The prisoners had been handed over to the Phalangists, he said, by Israeli troops at the ruined sports stadium in Beirut. The location of their mass grave is known to The Independent.

The Independent, March 11, 2002

DES TÉMOINS NÉCESSAIRES

13 Mar 2002 "Jacques.Salles" <jacques.Salles@wanadoo.fr>

"A.F.P.S. Drôme Ardèche" - Déclaration à la presse De la 10ème "mission civile pour la protection du Peuple palestinien" à son arrivée à l'aéroport de Mérignac-Bordeaux, le mercredi 13 mars 2002 à 22h35

Nous arrivons des territoires autonomes: Jérusalem-est, Ramallah, Gaza, Al Qarara, Giflek et des camps de réfugiés de la Bande de Gaza et de Cisjordanie. Nous avons rencontré un peuple souffrant, humilié mais un peuple debout, résistant et pacifique. Ce peuple subit une guerre d'un nouveau type. La 4ème armée du monde agresse journellement un peuple sans armes. Nous avons vu et attestons:

- La destruction systématique de maisons
- Le pilonnage de bâtiments administratifs

On bombarde:

- Les civils: hommes, femmes, enfants
- Les écoles, les jardins d'enfants, les hôpitaux

On tire sur les médecins et les ambulanciers en visant toujours la tête ou la poitrine. L'ensemble du personnel soignant est actuellement particulièrement visé, ce qui contredit l'article 55 de la 4ème convention de Genève. Les soldats israéliens, les tanks, les miradors font partie du paysage. Nous avons vu dans les rues de Jérusalem-est nombre de soldats et de miliciens israéliens armés. A Gaza, coupée en trois, on ne peut passer d'une zone à l'autre sans franchir les barrages que les soldats israéliens ouvrent et ferment selon leur bon vouloir.

Nous avons vu à ces barrages militaires d'interminables files d'attente: femmes et enfants, agriculteurs, ouvriers, ambulanciers... Dans les camps, nous avons vu les impacts de balles dans les murs, les portes des habitations et les armoires défoncées par les coups de pieds des soldats israéliens. Ceux qui vivent dans les camps qui jouxtent les colonies sont, après 18 h, confinés dans leurs habitations dont ils doivent tenir la porte ouverte. Ils sont privés d'eau et d'électricité. Ce nouveau type de guerre étouffe toute activité économique. Le nombre de chômeurs à Gaza est passé, en un an, de 11 à 70%.

Des paysans nous ont parlé : on leur a confisqué terres et maisons. Ils cultivent la partie de terre qui leur reste, quand il leur en reste, mais ne peuvent vendre leur production parce qu'il leur est interdit de se déplacer. Nous avons vu les traces des tanks qui ont détruit les oliviers. Nous avons vu des citernes d'eau trouées, dès leur construction, par des balles tirées intentionnellement par des colons. L'utilisation de la torture est quotidienne et banale :

Des palestiniens, de 15 à 45 ans, ont été raflés, le 11 mars, à Tulkarem et Bethléem. On leur a bandé les yeux, on les a marqués au bras d'un matricule. Des juifs israéliens en ont pleuré. Nous avons rencontré une israélienne qui se rend quotidiennement, avec d'autres femmes, sur des

barrages militaires pour observer les exactions qui s'y commettent. Elles en témoignent et protestent contre l'occupation. Nous témoignons de la patience, du courage et de la dignité du peuple palestinien. Ils nous ont instamment demandé de dire ce que nous avons vu et entendu. Nous avons aussi entendu cette demande de la bouche de certains israéliens.

On est en train de détruire un peuple. Nous le savons, nous en témoignons. Vous ne pouvez pas l'ignorer. Ne laissons pas faire.

Exigeons l'application de la Convention de Genève et des résolutions des Nations Unies. Exigeons une force internationale de protection du peuple palestinien.

Marie-Thérèse, Colette, Christiane, Monique, Colette, Françoise, Odile, Mary, Laure, Dominique et Nasser (Bordeaux) et Ariane (Marseille).

NOUS NE POUVONS PAS JUSTIFIER...

**Speech By Rep. Dennis J. Kucinich (D-OH) To The Southern California Americans for Democratic Action,
February 17, 2002, Los Angeles, California**

A Prayer for America (to be sung as an overture for America) [...]

I offer this prayer for America.

Let us pray that our nation will remember that the unfolding of the promise of democracy in our nation paralleled the striving for civil rights. That is why we must challenge the rationale of the Patriot Act. We must ask why should America put aside guarantees of constitutional justice?

How can we justify in effect canceling the First Amendment and the right of free speech, the right to peaceably assemble?

How can we justify in effect canceling the Fourth Amendment, probable cause, the prohibitions against unreasonable search and seizure?

How can we justify in effect canceling the Fifth Amendment, nullifying due process, and allowing for indefinite incarceration without a trial?

How can we justify in effect canceling the Sixth Amendment, the right to prompt and public trial?

How can we justify in effect canceling the Eighth Amendment which protects against cruel and unusual punishment?

We cannot justify widespread wiretaps and internet surveillance without judicial supervision, let alone with it.

We cannot justify secret searches without a warrant.

We cannot justify giving the Attorney General the ability to designate domestic terror groups.

We cannot justify giving the FBI total access to any type of data which may exist in any system anywhere such as medical records and financial records.

We cannot justify giving the CIA the ability to target people in this country for intelligence surveillance.

We cannot justify a government which takes from the people our right to privacy and then assumes for its own operations a right to total secrecy.

[...] The great fear began when we had to evacuate the Capitol on September 11. It continued when we had to leave the Capitol again when a bomb scare occurred as members were pressing the CIA during a secret briefing. It continued when we abandoned Washington when anthrax, possibly from a government lab, arrived in the mail.

It continued when the Attorney General declared a nationwide terror alert and then the Administration brought the destructive Patriot Bill to the floor of the House.

It continued in the release of the bin Laden tapes at the same time the President was announcing the withdrawal from the ABM treaty.

It remains present in the cordoning off of the Capitol. It is present in the camouflaged armed national guardsmen who greet members of Congress each day we enter the Capitol campus. It is present in the labyrinth of concrete barriers through which we must pass each time we go to vote.

The trappings of a state of siege trap us in a state of fear, ill-equipped to deal with the Patriot Games, the Mind Games, the War Games of **an unelected President and his undetected Vice President.**

[...] But we the people and our elected representatives must reserve the right to measure the response, to proportion the response, to challenge the response, and to correct the response.

Because we did not authorize the invasion of Iraq.
We did not authorize the invasion of Iran.
We did not authorize the invasion of North Korea.
We did not authorize the bombing of civilians in Afghanistan.
We did not authorize permanent detainees in Guantanamo Bay.
We did not authorize the withdrawal from the Geneva Convention.
We did not authorize military tribunals suspending due process and habeas corpus.
We did not authorize assassination squads.
We did not authorize the resurrection of COINTELPRO.
We did not authorize the repeal of the Bill of Rights.
We did not authorize the revocation of the Constitution.
We did not authorize national identity cards.
We did not authorize the eye of Big Brother to peer from cameras throughout our cities.
We did not authorize an eye for an eye.
Nor did we ask that the blood of innocent people, who perished on September 11, be avenged with the blood of innocent villagers in Afghanistan.
We did not authorize the administration to wage war anytime, anywhere, anyhow it pleases.
We did not authorize war without end.
We did not authorize a permanent war economy.
[...]
<<http://www.house.gov/kucinich/press/sp-020217-prayer.htm>>

LA NAZISME ORDINAIRE

In The Name Of Us All
By **Gideon Levy**

At about 6 A.M. last Monday, an Israeli army megaphone called on all the men and male youths in Deheisheh refugee camp to come out of their homes and assemble in the area of the nearby Nassar stone quarry. It's estimated in Deheisheh that between 1,000 and 1,200 men from the camp and from the adjacent village of Artis came to the quarry, which became a stockade. The men and boys -- aged 14 and up -- were blindfolded and their hands were bound. According to descriptions given by Palestinians who were there, they remained in the quarry until night, wearing only their underclothing, without food and without medicines for those who needed to take them. Late at night nearly all of them were released and only a few dozen were taken away for interrogation by the Shin Bet security service. There were no top wanted individuals among the men.

Those who were released were ordered to return to their homes holding their hands up. For them it was a day of humiliation and torture, which they will not soon forget. Who among us can imagine enduring this kind of false mass arrest ? Can we imagine our children, aged 14 and 15, being taken at dawn to a quarry, being tied up and then being humiliated for so many hours, even though they had done nothing wrong ? Would we not develop a feeling of hatred and a desire for revenge against those who behaved in this way ? Last week, thousands of Palestinian men throughout the West Bank, from Jenin to Bethlehem, were subjected to this kind of mass false arrest. How many were arrested ? Who's counting ? The spokesman of the Israel Defense Forces (IDF) said, after checking the matter, that he does not know the exact number. He only made sure the humiliation marches were photographed, so that the Israeli public could see the bound, half-naked detainees.

But the arrests were not the worst of the blows that have befallen the Palestinian population since Prime Minister Ariel Sharon declared that the Palestinians had to be treated roughly. "They need a bashing," Sharon asserted at the beginning of the month in the Knesset cafeteria. The result was that approximately 170 Palestinians were killed, about 10 a day on average. Among the dead, according to the Palestinian Human Rights Monitoring Group, are 12 children and teenagers, only 11 members of the security forces, three members of medical teams including two physicians, and one foreign journalist. Staff of Physicians for Human Rights take desperate calls for help every day. On Tuesday, soldiers opened fire at a Red Cross ambulance after shooting at an ambulance in Tul Karm the day before, and the following day the oxygen at the hospital in Ramallah ran out and the IDF refused to

allow oxygen to be brought from Jenin. Nurses were evacuated from their residences in Ramallah, physicians did not reach the hospitals in Bethlehem, medical teams did not succeed in evacuating people who were bleeding to death in the refugee camps. The maternity hospital in El Bireh was shelled.

In Tul Karm, members of medical teams burst into tears during a visit of representatives of Physicians for Human Rights and said they were afraid to go out in order to evacuate the wounded. Tanks were stationed at the entrance to the government hospital in Ramallah, and a serious shortage of bandages and medicines was registered at the Arab Care Hospital, as in others. Most of the suffering was experienced by the entire population: Hundreds of thousands of residents were kept under terrifying house arrest. Many were evicted from their homes to forced to spend long days with dozens of neighbors who are half-strangers in the same apartment. There were tanks in the streets, bombers and attack helicopters in the skies, frightened children held captive in their homes, old people and the ill who were denied any type of medical assistance, no stores and in some cases no electricity or running water, and violent searches conducted by soldiers in the houses. It was all inflicted on an entire nation -- collective punishment on a scale not previously known.

Israelis had hardly any knowledge of this suffering and it seems not to have affected them. Insulated in their own suffering, with the fear of Palestinian terrorism lurking in every corner, they really don't care what happens to the other. Most Israeli physicians did not bat an eyelash in the light of the deadly attack on their colleagues ; Israeli journalists did not protest the killing of their Italian colleague ; and lawyers did not speak out when red lines of international rules of law in war were crossed. The Israeli suffering was widely described in the media, as is proper, but the Palestinian suffering, which is far more severe, was barely mentioned in the media.

This insensitivity and this exclusive focus on ourselves and our suffering is nothing new, though in the past few weeks it has deteriorated to new depths of uncaring. There was almost no mention in Israel of the large numbers of Palestinians who were killed, and the fact that just a few minutes from Jerusalem, tens of thousands of people were held captive, bombed from the air and went hungry, was not discussed in the country's lively public discourse. This not only a moral issue, it is also a utilitarian one. In the past two weeks, more and more seeds of hatred against Israel have been sown. In the name of all Israelis, the IDF perpetrated deeds that are intolerable and unacceptable. The fact that the majority of Israelis didn't want to hear or see what was going on does not exempt us from responsibility. Nor does it reduce the intensity of the damage that has been caused to Israel by these pointless actions. Those who were humiliated at the quarry will exact their revenge. We will all pay the price.

Ha'aretz, March 17, 2002

LA PIERRAILLE DE CANAAN

«Antisémitisme», mot magique de la propagande israélienne

Le 9 février 2002, le président Bush inaugurerait les jeux olympiques d'hiver à Salt Lake City; parmi les neuf personnalités choisies pour donner le coup d'envoi aux compétitions internationales, figurait Stephen Spielberg, et l'on nous expliqua qu'il était là, parmi différents Prix Nobel et sportifs, pour son film *La liste de Schindler*. Quelque comité a dû l'élire dans une nouvelle discipline, le *shoah-show*, apparemment. Grand metteur en scène de catastrophes, il avait d'ailleurs très justement apprécié le spectacle du 11 septembre, le qualifiant admirativement d'oeuvre digne de professionnels du cinéma hollywoodien.

Au cours des derniers mois, parallèlement à la répression anti-arabe qui s'abat dans les pays occidentaux sous prétexte de chasse aux terroristes, une triste campagne sur le thème de l'antisémitisme prétend masquer l'indignation populaire pour les crimes commis en Palestine. Sombre, cette campagne est dans une phase de conquête de l'espace médiatique, et de chantage sur les intellectuels. Un par un, chaque organe d'expression, et dans celui-ci, chaque intellectuel de quelque renom est invité à donner son avis sur le "nouvel antisémitisme". Pour la plupart ils obtempèrent, et l'idée s'installe donc, telle un dogme gris, que la chose est grave. La liberté de presse dont nous jouissons s'avère dans ce domaine comme dans d'autres une arme qui s'est retournée contre la

démocratie, à partir du moment où le volume de l'information en circulation a changé d'échelle, où il ne s'agit plus de presse mais de médias massivement obnubilants. Désormais, quoi qu'on dise, dans le respect des lois Pleven et Gayssot, et surtout si c'est nuancé et intelligent, sera submergé par l'évidence écrasante: puisque tout le monde en parle et dit que c'est abominable, l'antisémitisme est un monstre qui existe, et doit donc être combattu. Voilà comment, dans quelques mois, quand tous les intellectuels qui publient se seront ainsi laissé tordre la bouche, on pourra sévir franchement contre le peuple, contre ceux qui n'écrivent pas, mais qui s'expriment autrement, et certainement de façon plus franche, parce que leur pensée est plus directe, si on ne les réprime pas de façon très physique: il n'y aura plus personne pour les défendre dans les médias.

Attention, me direz-vous, ce n'est pas de cela qu'il s'agit, c'est de la **nouvelle judéophobie**, nuance. C'est vrai qu'on veut nous faire méditer sur la nuance, pour mieux nous asséner la conclusion qui est absolument immuable, au moins depuis l'apparition du terme "antisémitisme". Ce terme est inadéquat de nos jours, puisque ce sont les Arabes qui sont le plus véhéments désormais, pour dire du mal des juifs. Il était inadéquat depuis l'origine. Instauré en 1869 par le journaliste Wilhelm Marr, puis abondamment repris, c'était déjà un mot faux. Car déjà à cette époque, nombreux étaient ceux qui aimaient les Arabes et détestaient les juifs, ou l'inverse. C'était donc déjà un amalgame, qui bafouait la réalité en tout sens, le qualificatif sémite ne pouvant décrire en toute rigueur que la parenté entre l'hébreu et les langues de la même région du monde, et l'antisémitisme équitable, si l'on peut dire, n'étant en fait qu'un trait de mentalité grossièrement commun aux rustres instinctivement hostiles, en bons sauvages méfiants, à tous les étrangers de près ou de loin, mais surtout aux plus proches, comme il en va dans tous les rapports de voisinage.

Bientôt apparaissait la critique juive du concept: Bernard Lazare, dans *L'antisémitisme, son histoire et ses causes*, Paris, 1894, démontrait que les relations entre juifs et autres communautés se tendaient souvent pour des raisons objectives et parfaitement compréhensibles. L'animosité contre les juifs n'était donc pas une pathologie différente de toutes les autres rancunes historiques. Avant Bernard Lazare, Marx était allé d'emblée plus loin en affirmant que la solution de la "question juive" passait peut-être par une conversion des juifs à une mentalité plus ouverte aux autres, plus généreuse, et sûrement par la déjudéisation des chrétiens: "l'émancipation juive consiste à émanciper la société du judaïsme" (*La question juive*, 1844, trad. J. M. Palmier, Paris, coll. 10/18, 1968, p. 50). Or, dans les mêmes années, naissait le sionisme, qui apparaît comme une réaction à la critique juive du concept d'antisémitisme, et le deuxième volet indispensable à cette construction idéologique; Claude Klein l'a qualifié de "véritable axiome du dogme fondateur de la foi sioniste" ("Essai sur le sionisme", post-face à Theodor Herzl, *L'Etat des juifs*, La Découverte, 1989). En effet, Theodor Herzl ne prétendait pas attirer en Palestine tous les juifs, mais seulement les juifs excédentaires en Europe: les pauvres, qui affluaient en hordes misérables d'Europe de l'est, et les jeunes intellectuels explosifs, nuisibles, tous portés vers le funeste socialisme. De la sorte, écrivait-il, si tous ces gens sont bien occupés à construire une société idéale là-bas loin, les juifs riches d'Europe n'auront plus rien à craindre, et pourront conserver leurs excellentes relations avec les classes dirigeantes locales. On voit donc que le projet sioniste, extrêmement minoritaire à ses débuts, ne pouvait germer qu'à condition que l'antisémitisme prospérât; en son absence, tous les juifs pauvres continueraient à voir les riches cités européennes et américaines comme la seule terre promise en ce bas-monde, et n'auraient aucune envie d'aller s'enterrer dans la pierraille de Canaan au milieu des bédouins. Un siècle plus tard, l'importance vitale de l'antisémitisme pour les sionistes est patent: le gouvernement israélien voudrait faire croire aux juifs de France qu'ils sont terriblement menacés, et les allèche par des subventions pour aller peupler un pays qui est chaque jour un peu moins juif. En Argentine, la crise politique sert de prétexte à la même opération. Du point de vue démographique, en effet, en Israël même les juifs seront bientôt minoritaires, et parmi ceux-là d'ailleurs la sensibilité religieuse est réduite.

Depuis 1948, le sionisme a gagné la bataille légale, un Etat s'est constitué, qui a obtenu la reconnaissance diplomatique de l'ONU, de nombreux pays. Ni plus ni moins juste, probablement, que la plupart des Etats antérieurs, tous issus de rapports de force, offrant un certain nombre de garanties à leurs citoyens en échange de l'oubli de toutes les usurpations et brutalités diverses qui les rendirent possibles, et à leurs voisins, assurés d'avoir un interlocuteur à peu près cohérent, dans l'alliance ou l'adversité. Or à la différence des Etats traditionnels, Israël n'est pas le fruit d'une sécession ou d'une révolution par rapport au cadre territorial préexistant, mais d'une invasion brutale, à partir de mille points de départ. On peut être israélien sans cesser d'être français, on n'est pas tenu de changer de

confession ou de convictions en devenant israélien. Il s'agit donc bien d'un Etat expansionniste qui dispose d'atouts rarement réunis, puisque ses représentants se trouvent naturellement répartis dans la plupart des autres Etats, et généralement avec des statuts élevés dans l'échelle de la respectabilité. La fragilité de cet Etat est cependant réelle: en cinquante ans, il n'a nullement consolidé l'illusion de légitimité de son implantation en Palestine. C'est un Etat, mais qui ne représente guère la nation, la communauté des gens réellement liés à la terre par leur histoire personnelle, qui sera la future nation palestinienne, toutes confessions confondues dans les efforts partagés. Et s'il cessait ses campagnes de propagande et de harcèlement financier, la plupart des juifs du monde refuseraient de soutenir cet Etat suicidaire. Aussi doit-il, sous peine de disparaître, d'une part combattre ses adversaires physiques, au premier chef les Palestiniens eux-mêmes, mais aussi fabriquer d'innombrables ennemis imaginaires, pour que ses ressortissants ne soient pas tentés de reprendre d'autres nationalités plus avantageuses en cas de menaces "terroristes". On ne s'étonnera donc pas que quantité d'"attentats antisémites" s'avèrent l'oeuvre de provocateurs à la solde de services secrets israéliens. Le dernier en date a été dénoncé comme tel par l'Israélien Israël Shamir, il s'agit de la discothèque fréquentée par les jeunes russes de Tel Aviv, au printemps 2001, probablement destiné à provoquer un sursaut de patriotisme dans la communauté russe, celle-ci étant sans doute la plus opportuniste de toutes les immigrations "juives" en Israël, en fait dépourvue de culture religieuse. En France, nous avons eu la tentative malheureuse du rabbin Sitruk pour faire croire au meurtre d'un enfant juif à Paris, au début de la nouvelle intifada, et actuellement la déformation systématique de tous les incidents où un juif est impliqué, de sorte qu'il apparaisse comme une innocente victime attaquée en tant que représentant du judaïsme.

Il est certainement inutile d'essayer de distinguer antisionisme légitime d'antijudaïsme oiseux pour amadouer les supporters d'Israël: il est en revanche très utile de rappeler les origines du sionisme, et sa transformation en idéologie pour l'extension du territoire et de la puissance israélienne. Claude Klein qualifie le sionisme de "fiction officielle de l'Etat d'Israël" (loc. cit.). La propagande de l'Etat d'Israël nécessite l'alternance entre l'image de laïcité, associée à modernité et hédonisme démocratiques, et celle d'une "vertu" collective particulière. Seule la légende hypertrophiée sur les persécutions du passé récent peut fournir la matrice d'une sacralisation de cet Etat. Mais elle est très précaire. Récemment, vient de sortir dans le réseau officiel allemand un livre consacré à "l'extermination des juifs" sous le nazisme, et ne mentionnant pas les chambres à gaz, sous la direction de Ulrich Herbert, *National Socialist Extermination Policies, Contemporary Perspectives and Controversies (war and genocide)*. A Durban, les Africains ont défendu l'idée que leur génocide méritait réparation tout autant que celui des autres; les polémiques sur le volume des différents génocides s'enveniment. Les malversations sur des fonds extorqués pour "dédommager les victimes de l'Holocauste" commencent à être connues. Force est donc de constater que malgré la répression qui s'abat sur ses défenseurs pionniers, le point de vue révisionniste a d'ores et déjà gagné la bataille de l'opinion. Chaque jour, les commémorations de l'Holocauste apparaîtront un peu plus comme ce qu'elles sont: des rites officiels, imposées par ceux qui gouvernent nos gouvernants.

Le remarquable journaliste israélien inédit Israël Shamir ne craint pas de parler de *Hoax of H*, "supercherie de l'Holocauste" dans un sens auquel on n'avait pas encore pensé, et en se démarquant énergiquement du "négationnisme". Pour lui, ce qui est profondément faux dans le culte de l'Holocauste est le soi-disant respect religieux pour les victimes, et non pas le génocide lui-même, comparable dans ses férocités à bien d'autres, et sujet comme les autres à des récits fantaisistes. Le culte ne fonctionne, dit-il, que par la lâcheté de ceux qui y souscrivent, pour ne pas s'attirer d'ennuis de la part des juifs puissants. Remarquons au passage que c'est pour les dévots du culte, qu'il faudrait réserver l'appellation de judéophobes, ceux qui sont terrorisés par les juifs, et se prêtent à tous les chantages. Et lorsque le culte sera par trop dévalué, il surgira d'autres histoires se prêtant à l'organisation de la génuflexion intéressée dans tout l'Occident. L'histoire montre qu'effectivement, certains spéculent très bien sur l'antisémitisme comme produit éternellement vendable, à condition de le relooker régulièrement, et de savoir en lancer commercialement les nouveaux emballages: avant même l'inauguration des grands camps de concentration allemands, la rumeur apocalyptique de millions de juifs gazés par les nazis circulait déjà! En fait, bien avant les persécutions nazies, l'habitude était prise, dans les organes de presse sionistes, de grossir les pogroms et de colporter les rumeurs les plus terrifiantes: c'est en 1919 que l'on repère la première annonce de l'assassinat de six millions de juifs! (*The American Hebrew*, 31 octobre 1919.)

Les historiens qui perturbent le culte actuel, l'obligeant à des révisions de chiffres et à des réflexions sur les écarts de la "mémoire" par rapport aux faits documentés ne ressemblent pas à la caricature qu'on en fait sous la dénomination de "négateurs de l'holocauste"; de même, les grands écrivains, infiniment nombreux, qui se sont exprimés sur les dangers de la mentalité judéo-centriste, depuis le temps d'Hérode, ne sentent pas particulièrement le soufre ou le Zyklon B. On peut penser que les historiens les plus courageux ne gagneront pas la bataille des médias en Occident tant qu'Israël n'aura pas subi de grands revers militaires. Mais même si leur voix est étouffée, leur existence physique est un acte de résistance indispensable à la survie de la pensée, à la survie de l'humanité. Un aller en retour en Palestine dans le cadre de l'opération "Un avion pour la paix" m'a fait "voir" cette dynamique; les militants d'associations de gauche qui participent à des expéditions de protestation contournent les intimidations israéliennes; ils en reviennent avec, au creux de la main, un éclat de caillou palestinien, un éclat de colère un peu plus brûlant, un peu plus de froide lucidité. Ils n'ont guère fait que du tourisme: mais ils ont vu ceux qui font autre chose, ces Palestiniens qui contournent, comme les lapins traversent les *no man's land*, au péril de leur vie, les check-point pour gagner leur subsistance de l'autre côté des frontières intérieures où on tente vainement de les confiner. Ces gens très humblement défendent leur vie en défendant leur terre, par des aller et retour, du camp de concentration où on les parque pour dormir, au camp de travail où ils rejoignent les prolétaires du monde entier, car Israël est désormais rempli de main d'oeuvre thaïlandaise ou philippine, sans compter les Africains noirs. Les historiens et leurs relais font des aller et retour, depuis le territoire de leur liberté intérieure, de leur recherche d'honnêteté, jusqu'à l'arène où on les attend pour les jeter aux fauves. L'armée israélienne peut tirer sur les pauvres gens, comme la police française dissuade de temps à autre les historiens de faire leur travail. Mais ils rient, les amateurs d'histoires qui déplaisent au pouvoir, car ils sont heureux de défendre, en creusant leurs sillons dans les secrets du passé, qui est leur terre nourricière, les Palestiniens, l'humanité, la vie. Ils rient, car bien des grands écrivains du passé, à commencer par Marx le libérateur, ont déjà été classés antisémites, et les grands éditeurs prennent bien soin de ne pas rééditer certains de leurs textes. Si la loi Pleven était rétroactive, comme celles qui, élaborées à Nuremberg, servent de cadre désormais à l'intimidation générale, il faudrait brûler des tonnes de livres anciens. Et comme les images interdites de Ben Laden, devenus le spectre qui hante le monde, il y a des livres qui deviennent des fétiches.

Pour apporter notre pierre à la reconstruction de Palestine, et au lieu d'accepter le terrain de dissertation mondaine choisi par l'adversaire, nous précisons que, comme les grands écrivains du passé, nous faisons, nous les antisionistes, naturellement la distinction entre l'idéologie sournoise qui peut infecter de grands secteurs sociaux, et les efforts de chaque individu pour incarner son sens éthique en des actes précis. De même que la matière a une double nature corpusculaire et ondulatoire, chaque être humain mérite la rédemption en temps que personne unique, et il est en même temps un représentant de plusieurs communautés, par exemple breton, de droite, européen, français, homosexuel, juif, membre d'une corporation professionnelle, supporter d'un club sportif etc., qui se combinent en lui de façon originale. Il n'y a pas de tribus ni de peuples barbares et de peuples civilisés. Mais en chacun se livre le combat de la barbarie et de la civilisation. Il nous semble utile de favoriser l'émergence tant dans la collectivité que chez les individus, d'une pensée qui ne soit pas dominée par le "monothéisme du marché" ni par des fictions suprématistes, entre autres celles que véhiculent les institutions israéliennes.

Faute de pouvoir prévenir les prochains attentats que prépare le terrorisme d'État israélien, sur son territoire, chez nous ou encore ailleurs, nous pouvons nous exprimer sans ambiguïté: boycottons les produits israéliens, obligeons nos parlementaires à dénoncer les accords de coopération avec Israël, qui comportent tous la clause du respect des droits de l'homme, menons campagne pour l'interdiction du Bétar, milice paramilitaire créée en 1923 par l'aile sioniste la plus symétrique du nazisme, encore légale en France aujourd'hui, et coupable d'un grand nombre de manoeuvres d'intimidation et d'attentats sur des personnes. Peut-être ces objectifs sont-ils irréalistes pour le moment. Les mesures "antiterroristes" en cours d'implantation depuis le mois de septembre vont certainement servir un jour ou l'autre à réprimer spécifiquement l'antisionisme, qui est effectivement une dynamique commune à des millions de gens: nous y sommes prêts, nous serons avec la banlieue honnie, cette périphérie qui démasque si bien le centre-ville, et l'intelligentsia au service de la métropole.

Maria Pournier

LES VOLEURS

Depuis 1967, date de l'invasion israélienne dans la partie de la Palestine dont elle n'avait pas réussi à s'emparer au cours des guerres de 1948 et 1956, les Israéliens ont confisqué, petit à petit, **la moitié des terres** (750.000 acres sur 1,5 million), ils ont arraché 200.000 arbres fruitiers (traditionnellement, la propriété des arbres détermine la propriété du sol. Depuis 1987, ces vaillants représentants de la haute culture juive ont démolé plus de 7000 maisons, au prétexte qu'elle avaient été construites dans permis de construire qu'ils refusent toujours de donner aux Arabes. Maintenant, ils tirent systématiquement sur les ambulances et les équipes de secours médical. Tout ce fatras judaïque là, qui permet ces honteux crimes, devrait être mis au ban de l'humanité. S'ils ne veulent pas partir pour le Birobidjan, il n'y a qu'à les mettre à Guantanamo.

AUSCHWITZ POUR TOUS

Saramago compara invasão israelense ao nazismo e indigna Israel

Tel Aviv, 26 Mar (Lusa) -- As declarações do escritor português José Saramago, Prêmio Nobel da literatura, que **comparou a ocupação israelense dos territórios palestinos ao campo de concentração nazista de Auschwitz** causaram indignação em Israel.

Saramago chamou indiretamente na segunda-feira, os israelenses de nazistas, ao comparar a situação atual nos territórios ocupados com os campos de concentração.

"O que é preciso é alertar o mundo todo para denunciar que o que aconteceu na Palestina é um crime a que podemos pôr fim. Podemos compará-lo com o que sucedeu em Auschwitz", disse José Saramago.

"É a mesma coisa, mesmo que tenhamos em conta as diferenças de tempo e de lugar", argumentou.

Perto de dois milhões de judeus foram mortos pelos nazistas nas câmaras de gás de Auschwitz durante a Segunda Guerra Mundial.

O Prêmio Nobel da Literatura de 1998 e mais sete escritores -- o nigeriano Wole Soyinka, o francês Christian Salmon, o sul-africano Breyten Breytenbach, o chinês Bei Dao, o norte-americano Russell Banks e o italiano Vincenzo Consolo -- integram a delegação do Parlamento Internacional de Escritores (PIE) que visita o Oriente Médio para avaliar o estado atual da situação nos territórios ocupados por Israel desde 1967.

Saramago explicou que, antes da sua visita a Ramallah, já sabia que encontraria tanques israelenses na cidade e que o presidente palestino, Yasser Arafat, estava confinado ao seu gabinete.

Só "não sabia que havia duas colônias, com postos militares, dominando sobre a cidade e que cada povoado palestino está separadamente sob cerco", afirmou Saramago.

Respondendo a uma jornalista israelense, que lhe perguntou onde estavam as câmaras de gás (usadas nos campos de concentração) nos territórios palestinos ocupados por Israel, Saramago respondeu: "Por enquanto ainda cá não estão".

Um porta-voz do Ministério das Relações Exteriores de Israel disse que o "senhor Saramago mostra sinais de cegueira total e de uma amnésia histórica surpreendente pois compara o incomparável" O Rabino-mor de Israel e sobrevivente do Holocausto na Polônia lamentou que o escritor português, a quem disse caber a responsabilidade de formar gerações de leitores, manifeste uma ignorância tão grande do que foram os campos de concentração nazistas.

Amos Oz, um dos mais importantes escritores israelenses contemporâneos, também se levantou contra as declarações de José Saramago, afirmando que o Nobel da Literatura "dá mostras de uma terrível cegueira moral. Quem não distingue os diversos graus do mal torna-se num servidor do mal".

"A comparação dos males da ocupação aos crimes nazistas é, de fato, um apelo à destruição de Israel, tal como os aliados destruíram os nazistas", indigna-se Oz.

Reagindo às críticas que lhe foram feitas, José Saramago rebateu dizendo que, como escritor, lhe assiste a prerrogativa de fazer comparações emocionais, para provocar o choque e a compreensão.

Christian Salmon, diretor executivo do Parlamento Internacional de Escritores, esclareceu mais tarde que a comparação feita por Saramago não reflete a visão da instituição que dirige.

<http://www.lusa.pt/show_doc.asp?op=show&search%5Fid=%7B27D6AE14%2D25E4%2D4D98%2D9AEE%2D06C0FAD265AB%7D&page=1&from=simple&favname=&id=3457994>

La mission du Parlement des écrivains divise les auteurs israéliens

Jeudi 28 mars, les écrivains membres de la délégation du Parlement international des écrivains (PIE) sont sous le choc de l'attentat de Netanya. "Nous portons le deuil de cette horrible tragédie et nous sommes inquiets devant les représailles qui semblent se préparer à l'encontre de la population de Ramallah", explique le romancier américain Russell Banks, président du PIE. Invités par le poète palestinien Mahmoud Darwich, il vient avec quelques confrères de passer plusieurs jours en Cisjordanie et à Gaza (Le Monde du 29 mars), avant de rencontrer des auteurs israéliens à Jérusalem et à Tel Aviv.

Avec l'écrivain David Grossman, jeudi matin à Jérusalem, la rencontre est tendue. "Cette visite n'est absolument pas équilibrée. Les écrivains ont choisi de rencontrer surtout des Palestiniens. **C'est une lâcheté de ne pas s'exposer aux arguments de la partie adverse**, affirme-t-il. On traite les Palestiniens comme s'ils étaient des enfants, mais ce sont des adultes tourmentés. C'est le rôle de leurs amis de venir les secouer."

David Grossman pense qu'"Israël est prêt à retourner à la table des négociations [**Il ne doit pas lire les journaux...**] et [qu'il] faut dire aux Palestiniens d'y retourner aussi". Il n'y a, pour lui, qu'une solution d'avenir: "L'évacuation totale des colonies, l'instauration de deux Etats, séparés par une frontière plutôt que par un mur, la souveraineté palestinienne sur Jérusalem-Est." En revanche, **il récuse le principe du droit au retour** des Palestiniens, sauf dans les cas de regroupement familial. A ses yeux, les propos du romancier portugais José Saramago, membre de la délégation du PIE, qui a comparé la situation dans les territoires occupés à celle qui prévalait à Auschwitz, sont **"offensants et insultants"**.

Prise de distance

"Depuis trente-cinq ans, nous vivons dans une bulle hermétique où prévaut une logique de la peur et de l'animosité. Nous avons besoin que les gens de l'extérieur nous aident à respirer. C'est ce que j'attendais de cette délégation. Malheureusement, les propos de M. Saramago ont rendu tout dialogue impossible."

Le Parlement international des écrivains a lui aussi pris ses distances vis-à-vis de l'auteur portugais. Selon Russell Banks, "Les déclarations de José Saramago, prononcées en marge du voyage de la délégation, n'engagent que lui et n'expriment en rien la position des autres membres de la délégation et du PIE." Après les accusations de partialité lancées par David Grossman, M. Banks rappelle les raisons de sa mission : "J'ai eu l'occasion depuis trente ans de connaître le point de vue des Israéliens libéraux: **je lis tous les jours le New York Times**; j'ai rencontré souvent des écrivains israéliens, car ils sont nombreux à se rendre aux Etats-Unis. **En revanche, je n'ai pas accès au point de vue des Palestiniens**; c'est pourquoi j'ai répondu à l'invitation de Mahmoud Darwich." [**Pourtant, lecteur du grand journal de New York, il devrait... et ben, non . Le New York Times n'exprime que le point de vue des Israéliens, libéraux ou non. N'est-ce pas étrange ?**]

A Tel Aviv, les interlocuteurs de la mission du PIE, qui appartiennent tous à la frange la plus pro-palestinienne des intellectuels israéliens, ne partagent pas toujours les réactions de David Grossman. En désaccord avec les paroles de José Saramago, Yael Lerer, fondatrice de la maison d'édition Andalus, estime cependant qu'"une telle provocation peut réveiller la société israélienne, qui a besoin d'un choc pour sortir de la crise actuelle".

Amnon Raz, universitaire spécialiste de l'histoire juive, analyse l'impact de l'évocation d'Auschwitz. "La comparaison avec Auschwitz est bien sûre fautive. Le mot exact pour décrire la situation israélienne serait plutôt celui d'apartheid, un système qui légitime toutes les mesures telles les attaques par les chars ou la destruction des maisons de civils." Il observe qu'"en Israël, chaque jour, on associe Arafat à Hitler et la résistance palestinienne à des actes nazis, sans que cela provoque un scandale international". [**C'est donc à ça que sert l'Holocauste...**]

Le judaïsme que nous connaissons n'est donc pas la mère mais le frère jaloux du christianisme. Ses croyants ne sont pas des hommes restés fidèles à "l'ancienne religion", car le judaïsme biblique avec ses sacrifices, son temple à Jérusalem, sa pureté rituelle, ses dîmes et son clergé a disparu il y a deux mille ans.

II

De la même façon, le communisme et le néo-libéralisme se sont substitués au capitalisme d'Adam Smith. Les nouvelles attitudes proposent des réponses nouvelles à des questions nouvelles. Comme le judaïsme et le christianisme proposent des règles de vie très différentes, ils entrent naturellement en compétition et en lutte tandis que leurs fidèles tantôt s'aiment, tantôt se détestent. Et si la haine est dangereuse pour celui qui hait comme pour celui qui est haï, la compétition, en revanche, est saine et introduit de la variété dans l'existence humaine. Pendant des années, il y a eu un équilibre précaire entre des forces et des idées opposées; la compétition entre le communisme et le néo-libéralisme nous a donné la social-démocratie, tandis que la compétition entre le christianisme et le judaïsme a produit la vague de libre-pensée.

La disparition de cet équilibre, durant les années soixante-dix, est la cause de bien des ennuis que nous connaissons aujourd'hui. A la fin du vingtième siècle, les communistes se sont rendus aux néo-libéraux tandis que les dirigeants chrétiens décidaient d'abandonner le combat d'idées contre le judaïsme. Comme le judaïsme n'en a pas fait autant, il en est résulté un nouveau déséquilibre du monde. Alors que les chrétiens changeaient la liturgie et abandonnaient jusqu'à la théorie de la substitution, historiquement exacte, les juifs ont conservé "la malédiction des chrétiens" dans la prière quotidienne ainsi qu'une prière pour la destruction des "païens" dans le rituel de la Pâque. Alors que les chrétiens modifiaient ou abandonnaient les représentations antiques des *Mystères de la Passion*, les juifs viennent de publier une version intégrale du Talmud contenant des passages atrocement anti-chrétiens.

Alors qu'aux Etats-Unis, on enlève le Coran des bibliothèques des écoles sous prétexte qu'il contient des passages insultants pour les juifs, en Israël, on brûle le *Nouveau Testament* sur des échafauds dans les écoles. En Europe, on restaure et on protège amoureusement les synagogues mais dans l'état juif, on profane les églises, on les abîme, on leur tire dessus. On a entièrement déchristianisé la société européenne de crainte que s'y manifeste une ombre d'antisémitisme tandis que dans les communautés juives c'est le triomphalisme qui l'emporte. Il n'y a pas très longtemps, un ouvrage médiéval contre les chrétiens, le *Toledoth Yeshu* (que l'on appelle parfois, de façon erronée, *L'Evangile selon les juifs*) a été réédité en Israël, avec une introduction dans laquelle on lit: "Le peuple juif a toujours méprisé profondément la foi chrétienne, considéré les dogmes chrétiens comme une collection d'absurdités et la morale chrétienne comme un ensemble de mensonges hypocrites."

Ce n'est pas là la manifestation d'un égarement exceptionnel: on vient de construire à Eilat un grand hôtel auquel on a donné le nom infâme du roi Hérode et la rue qui y mène s'appelle l'avenue Zeevi, du nom du ministre israélien récemment assassiné, un raciste et un ennemi avéré des chrétiens. Des affiches sur les murs représentant des prédicateurs chrétiens appellent à les tuer et les émigrés d'origine juive sont déportés si on découvre qu'ils sont chrétiens.

En Terre sainte, le christianisme est sur la défensive: c'est une religion persécutée; la communauté chrétienne palestinienne sombre de jour en jour, sous la main de fer du général Sharon; les croyants ne peuvent accéder à leurs sanctuaires et même le président Arafat n'a pas eu l'autorisation d'assister à la messe de Noël, comme beaucoup d'autres chrétiens de Terre sainte. Mais le christianisme est plus vivace ici que dans la ville de Londres où écrit M. Philips: clandestin, souterrain, persécuté par les juifs, il a retrouvé la vitalité qu'il a perdue ailleurs.

III

Les remarques de M. Philips, quant à elle, prouvent simplement qu'elle ignore tout de la religion chrétienne et de ses traditions, alors qu'elle croit dur comme fer à la supériorité juive.

• Elle trouve que les paroles de l'évêque Riah sont "une interprétation stupéfiante de l'Ancien testament". Cet évêque a dit, parlant des chrétiens palestiniens: "Nous sommes le véritable Israël." Il est incontestable que les Palestiniens, qu'ils soient chrétiens ou musulmans, sont les authentiques

descendants des douze tribus d'Israël, des prophètes et des apôtres. Mais l'expression "véritable Israël" résume un dogme fondamental de la religion chrétienne, pour qui l'Eglise est le véritable Israël. Autrement dit, ce n'est pas "une interprétation stupéfiante de l'Ancien Testament mais une lecture orthodoxe du Nouveau.

- Elle pense que le chanoine Ateek essaie de "rompre le lien privilégié qui unit Dieu aux juifs". Elle croit apparemment que Dieu s'intéresse davantage aux juifs qu'aux Palestiniens ou aux Anglais.
- Elle s'en prend à un chanoine de la cathédrale d'Exeter qui a recouru aux services d'un guide palestinien. C'est logique puisque, pour un souverainiste juif, seuls les guides juifs sont cachés. Ce n'est pas moi, qui sers aussi de guide aux pèlerins, qui dirai le contraire, mais je crois aussi que "les sionistes sont en train d'accomplir un long et lent génocide des Palestiniens.
- Stéphane Vizer, curé de l'église du Christ à Virginia Water, dit que l'état d'Israël repose "sur l'apartheid". Elle réplique que "les Arabes israéliens ont le droit de vote, sont éligibles au parlement et que l'un d'eux est même membre de la cour suprême". Eh bien, c'est le pasteur qui a raison: les deux tiers des Palestiniens ("les Arabes israéliens", comme dit le jargon sioniste) n'ont pas le droit de vote et n'ont pas de député au parlement. "Même membre de la cour suprême" a une résonance paternaliste quand on sait que 45% de la population palestinienne ne sont pas juifs.
- De toute façon, tout ça n'a rien à voir avec "la haine des chrétiens pour les juifs". Beaucoup de juifs israéliens espèrent comme le pasteur Sizer "qu'Israël suivra le chemin de l'Afrique du Sud" qui mène à l'égalité.
- Elle est horrifiée par une phrase du pasteur Size qui dit: "L'alliance entre Dieu et les juifs était fonction de leur respect des droits de l'homme." On trouve cette idée chez Jean Baptiste qui a dit: "Si vous ne respectez pas les droits de l'homme, Dieu fera de ces pierres les nouveaux enfants d'Abraham."
- Elle ne recule pas devant les généralisations et les lamentations sur soi, à condition que ce soient les musulmans et les chrétiens qui soient traités de façon stéréotypée et accusés. "Le directeur de l'Institut pour l'étude de l'Islam et du christianisme, Patrick Sookhdeo, a fait une série de conférences sur les conséquences du 11 septembre, dans tout le pays, devant des groupes de chrétiens. Quand il suggère que certains aspects de l'Islam sont source de problème, il soulève une vague de protestations." Et alors, s'il suggérerait que certains aspects du judaïsme sont source de problème, le citerait-il avec tant de sympathie?

Les Eglises protestantes de la Terre sainte ont des opinions très variées. D'une part, on rencontre un prédicateur de la liberté et de l'égalité, le chanoine Ateek; mais il y a aussi un prêtre de l'église du Christ à la Porte de Jaffa qui est partisan du plan de Zeevi pour l'expulsion de tous les non-juifs de Palestine. Il aimerait que les chrétiens palestiniens quittent le pays volontairement, mais que les musulmans soient "transférés".

L'Eglise anglicane n'a pas encore pris de décision. L'article du *Spectateur* est peut-être destiné à faire peur aux clercs partisans de l'égalité et à circonvenir l'Eglise. Le texte fait aussi l'article pour un certain Rowan Williams, archevêque du pays de Galles et prétendant au siège de Cantorbéry: il y est présenté comme un grand amateur d'apartheid israélien. Williams a dit à l'auteur: "Quand j'entends utiliser l'expression "les juifs", mon sang se glace." Il veut probablement se faire bien voir, mais en fait sa remarque sonne comme un leitmotiv antisémite: pourquoi le seul nom de juif terroriserait-il un Gallois au sang chaud?

18 février 2002

Les textes de Shamir se trouvent à l'adresse:

<<http://www.israelshamir.net/>>

Encore un plan de paix ?!

Dans le marchandage "quid pro quo", Israël en tient pour le "quid". Le "quo" peut attendre : n'attend-il pas depuis cinquante ans ?

par Israël Shamir

Mardi 12 mars 2002 - Il fait déjà chaud, dans les collines adoucies qui longent la plaine. Des lupins cramois, dont la floraison soudaine nous rappelle que nous sommes en mars, bordent la piste de terre battue entre le camp de réfugiés et une carrière voisine. L'endroit grouille de soldats, venus assister les agents de la sécurité dans leur tâche de sélection. Les hommes sont séparés des femmes; on leur lie les poings avec des menottes en plastique produites à la chaîne, on leur passe des sacs plastique standard sur la tête. On les emmène à la carrière, on les bat. Certains sont abattus, d'autres torturés. Leurs maisons ont été détruites par de gigantesques bulldozers Caterpillar. Aux environs de huit heures, vingt hommes avaient été exécutés.

C'était une matinée de nettoyage ethnique ordinaire en Palestine...

Sur une autre planète, à cinquante kilomètres de là, les Israéliens se débattent dans d'inextricables embouteillages. Une nouvelle journée de shopping et de loisirs commence. Dans les buildings Qiriya, qui abritent les services du gouvernement, des hommes politiques et des hauts fonctionnaires discutent entre eux du plan de paix saoudien. Le prince Abdallah a proposé la reconnaissance d'Israël par l'ensemble des pays arabes, en échange de son retrait complet des territoires occupés en 1967. En Israël, réactions reflètent la nature véritable des différences entre les tendances de l'opinion publique israélienne.

La brute Sharon et ses partisans de droite rejettent la proposition catégoriquement. Ils se moquent de la reconnaissance arabe comme de leur première chemise.

Le libéral Pérès du parti Travailleuse y répond, en disant, en gros: "Mais oui, bien sûr; nous acceptons le plan saoudien, qui nous fait bien plaisir. L'idée du Prince, de reconnaître et d'admettre Israël est une très bonne idée, c'est merveilleux. Nous ne rendrons certainement pas les territoires ni nous ne nous en retirerons... Mais ça ne fait rien : quel bon plan !"

Dans ce quid pro quo, la "gauche" juive en tient pour le 'quid'. Le 'quo' attendra. Cela fait d'ailleurs cinquante ans qu'il attend, alors... La droite israélienne, en revanche, n'est pas aussi intéressée que ça à jouer le jeu du "processus de paix".

L'objet de ce jeu est de calmer les nerfs tendus de nos contemporains, à qui il est donné d'être les témoins d'une chose déplaisante: un Holocauste Palestinien. C'est dur, de vivre sans espoir... C'est bien pourquoi des esprits féconds inventent de nouvelles propositions, de nouveaux cadres et de nouvelles tables de négociation. Et pendant les débats, l'Holocauste continue: on détruit la Palestine, on assassine les Palestiniens, on les torture. Et nous n'en sommes qu'aux prémises de la nouvelle Nakbah. Dans Ha'Aretz de ce jour [1], Amnon Barzilai rend compte du dernier sondage d'opinion réalisé par l'Institut Jaffe pour les Etudes Stratégiques. Selon ce sondage, 46 % des juifs en Israël sont en faveur de la déportation de masse (transfert) des Palestiniens. Si la question est posée sous une forme "politiquement plus correcte", les opinions en faveur de cette Solution Finale montent jusqu'à 60 %.

Les nazis n'ont jamais proclamé ouvertement leur intention de massacrer les juifs et les Tziganes. Ils ont parlé de "déportation" et de "transfert", ainsi que de leur "Solution Finale". Même en 1938, ces idées ne bénéficiaient pas, dans l'Allemagne nazie, de la même faveur qu'elles ont aujourd'hui dans l'Etat juif.

Mais, l'Etat juif, qu'est-ce donc ? Serait-ce Israël, cette lchette de terre, au Moyen-Orient ? Si tel était le cas, serait-il capable, comme il le fait, de plier à sa volonté les Européens et les Américains ? Un historien juif, Solomon Lurie, auteur d'une somme incontournable sur l'antisémitisme dans l'antiquité, a parlé d'un "Etat-nation juif non-territorial". Actuellement, ce puissant état-nation non-territorial, qui s'étend de New York à Moscou, a repris la doctrine nazie pour politique et adopté le génocide comme pratique. Une bonne illustration nous en est donnée par le professeur de droit d'Harvard, Alan Dershowitz, qui est juif et qui écrit dans le *Jerusalem Post* (dont le propriétaire est Sir Conrad Black) [2]: "le premier attentat terroriste (palestinien) devrait se traduire par la destruction du village qui a pu servir de base pour l'opération terroriste. Ses habitants auraient vingt-quatre heures pour partir,

l'armée viendrait et passerait au bulldozer toutes les maisons". C'est ce que les troupes nazies faisaient couramment, en Europe occupée.

Etant donné que Dershowitz et d'autres, du même genre, ont formé des générations d'étudiants américains, tandis que Black (du *Jerusalem Post*) et ses camarades d'armes se faisaient les propagandistes zélés de ce programme, il n'est nullement étonnant que les Etats-Unis soutiennent à fond la machine de guerre judéo-nazie. Les rumeurs d'une attaque imminente des Etats-Unis contre l'Irak et l'Arabie saoudite n'avaient pas d'autre finalité que de pétrifier les pays arabes voisins dans un état d'expectative horrifiée.

Apparemment, cela a marché. Le prince saoudien Abdallah comprend sans doute aussi bien que quiconque, au Moyen-Orient, que toute "proposition de paix" sera récupérée pour les sionistes afin, en rendant les conversations interminables, de poursuivre leurs plans homicides. Mais sans doute le Prince a-t-il senti que son premier devoir s'adressait à son peuple, aux Saoudiens, sous la menace de l'épée de Damoclès de l'US Air Force. Ce plan n'a pas la moindre chance d'aboutir, il connaîtra le sort des autres, que ce soit celui de Zinni, celui de Tenet ou celui de Mitchell. Entre les années 1970 et 1972, toute une collection de plans de paix ont été proposés par Jarring et autres hommes d'état. Israël a mis à profit le temps gagné en parlottes pour renforcer sa ligne Bar-Lev, sur le canal de Suez, tantôt usant de manoeuvres dilatoires, tantôt rejetant purement et simplement les propositions versées au débat. La même chose s'est répétée, encore et encore... Après Madrid... Après Oslo...

Les plans des judéo-nazis sont sur la table. Les médias qu'ils contrôlent étouffent les reportages et les commentaires sur l'Holocauste Palestinien. Les Forces Armées US les assurent de leur totale protection. Rien n'empêchera leur poignard de s'abattre. Certainement pas les rituelles propositions de paix, quoi qu'il en soit.

Au lieu de dépenser sa salive inutilement, Sa Majesté Royale le Prince Abdallah et autres dirigeants feraient mieux de convertir en Euros et en or, sans plus attendre, leurs dépôts bancaires, toujours en dollars à ce jour. L'activité bancaire usurière, et donc intrinsèquement anti-islamique, devrait être mise hors-la-loi, comme toute autre méthode d'extorsion de fonds. Nous pouvons faire la même chose, et y ajouter un boycott total des journaux et des professeurs d'université qui se font les thuriféraires du génocide en Palestine.

L'humanité a encore une chance de sauver les Palestiniens et de se sauver elle-même. Dershowitz, Black & Co doivent être traités comme les simples auxiliaires des crimes de guerre de Sharon -- ce qu'ils sont -- et l'Etat juif doit être dénazifié, aussi complètement que l'Allemagne l'a été après 1945.

NOTES :

[1]:<<http://www.haaretz.co.il/hasen/pages/ShArt.jhtml?itemNo=1410196>>

(en anglais) Traduction en français de cet article, ci-dessous.

[2] : Lundi 11 mars 2002

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier. AMFP 193 du 13 mars 2002

La bataille de Palestine

par Israël Shamir

Samedi 9 mars 2002

I - La route principale du haut-plateau palestinien, entre Naplouse et Jérusalem, passe par un défilé étroit, entre les collines de Samarie: le Wadi Haramiyyéh. Par endroits, ses murets retenant des terrasses plantées d'oliviers s'interrompent et laissent place à un village, comme le petit hameau charmant, aux maisons serrées, de Aïn Siniyyé, ou Sinjil, splendide bourgade dont le nom immortalise Raymond de Saint-Gilles, Comte de Toulouse, bailli et Croisé. Nous sommes au coeur de la Palestine: chaque pierre conserve la mémoire d'anciennes batailles et escarmouches. J'aime cet endroit: à Sinjil, on m'a pris pour le fils, né à l'étranger, de gens du coin qui étaient partis vivre en Amérique, dans les années quarante. A Aïn Siniyyé, un vieux paysan m'a parlé de son ami Moshe Sharett, juif palestinien et ministre d'Etat israélien, qui a grandi dans ce village, des années avant la ségrégation sioniste. J'ai bu de l'eau à la petite source d'Aïn al-Haramiyyéh, protégée par un khan ottoman en ruines, une autre ruine, la Tour du Roi Baudouin, surveillant l'entrée méridionale du défilé. Le relief du lieu en fait

l'emplacement idéal pour une embuscade de bandits de grands chemins. Le nom en est on ne peut mieux choisi : Wadi Haramiyyéh signifie en effet: "Vallée des brigands".

Le 3 mars, un Rob Roy palestinien, armé d'une vieille carabine datant de la Seconde guerre mondiale, a réussi à abattre toute une compagnie de juifs armés jusqu'aux dents. L'un après l'autre, il a abattu les soldats et leurs officiers. Puis il a disparu, sain et sauf. D'un coup magistral, il a effacé le mythe surfait de la vaillance militaire israélienne. Jamais plus les partisans d'Israël ne pourront se gausser de la couardise des Arabes, jamais plus ils ne raconteront leurs histoires de chaussures abandonnées dans le Sinai durant la Guerre des Six Jours. Cet homme, renouvelant l'exploit de Karaméh a rendu aux Palestiniens leur honneur.

Il a, du même coup, offert une saine alternative à l'attraction morbide des attentats-suicides: ce n'était pas trop tôt. Depuis longtemps je voulais dissuader mes frères palestiniens et mes soeurs palestiniennes de commettre cette folie, mais je détestais l'idée de courir le risque d'être pris pour un instrument du sionisme. Je comprends les motivations des *chahid* (les martyrs), je salue leur courage, mais je regrette profondément leurs actes. Il s'agit d'actes contre-productifs, inutiles, aveugles. Je suis sûr (1) que certaines cellules terroristes sont complètement manipulées par les services secrets israéliens: trop souvent, les bombes explosent là où il ne faut pas, quand il ne faut pas, contre des objectifs totalement erronés. Leurs actes sont récupérés à fond par la propagande israélienne. Leur mort est une perte terrible pour l'humanité. Ils sacrifient leur vie comme le fils d'Abraham s'était offert au couteau. Mais Dieu lui avait substitué, à l'instant fatidique, un bélier.

Le tireur d'élite a ouvert une route différente vers la gloire, une route qui ne passe pas par la Vallée de la Mort. L'histoire de la Bataille de Haramiyyéh devrait être chantée par les bardes, et enseignée aux résistants combattants partout dans le monde. À un contre dix, le Commando Seul a atteint le symbole le plus haïssable de la loi juive en Palestine, un barrage militaire. Ces barrages où des soldats israéliens désoeuvrés, gavés et sadiques humilient quotidiennement, battent et souvent assassinent la population locale.

Juste la veille, les soldats avaient commis sans doute l'un de leurs actes de cruauté les plus révoltants et lâches. Une femme palestinienne, sur le point d'accoucher, s'était présentée devant le barrage, soutenue par son mari. Les soldats l'avaient laissée passer, puis ils avaient tiré. Son mari avait été tué. La Palestinienne, blessée, a accouché à l'hôpital. Les soldats n'avaient nullement été sanctionnés, mais l'armée avait "exprimé ses regrets" aux survivants...

Le souci principal de l'armée israélienne est de maintenir la population en état de vulnérabilité totale et dans l'incapacité de se défendre. Les soldats sont accoutumés à abattre des civils innocents. Leurs victimes préférées sont les enfants; leur arme de prédilection, un fusil de précision à longue portée et à haute vélocité. Leur conception de l'amusement a été observé par un expert de "la face sombre des Forces Israéliennes de Défense", le chef du bureau du *New York Times* au Moyen-Orient, Chris Hedges: ils déversent un torrent d'injures sur les enfants d'un camp de réfugié, puis ils leur tirent dessus et les estropient à vie lorsqu'ils s'approchent du piège mortel (2).

Il n'en reste pas moins que les tirs contre la femme enceinte était un acte aussi fatal que l'assassinat de la femme du Lévitte, dans la Bible. Le Seigneur Dieu de Palestine a entrevu le calvaire de Ses enfants. Les agissements odieux des soldats sionistes devaient être punis. La malédiction prononcée par le Seigneur contre les enfants égarés d'Israël (Deutéronome 28) leur est retombée sur la tête. Quelques soient les conclusions de la commission militaire d'enquête, c'est là l'explication la plus vraisemblable de cet événement. Celui Qui a donné la victoire au jeune berger David contre Goliath, a accordé la victoire au combattant isolé de Wadi Haramiyyéh.

L'attaque-surprise contre le check-point a asséné un coup mortel au complexe de supériorité psychotique des Israéliens. Les lâches et les sadiques, en effet, sont incapables d'encaisser une défaite; ils y répondent par la rage de tuer. C'est pourquoi l'armée israélienne a entrepris sans tarder de livrer un assaut en règle contre des villes et des villages palestiniens. Au moment où j'écris, les soldats israéliens tirent contre les ambulances qui tentent d'emmener les blessés. Les avions de chasse américains, pilotés par des Israéliens, bombardent l'école pour enfants aveugles de Gaza. Des commandos de choc de la division Golani, secondés par des chars, investissent le camp de réfugiés de Tulkarem. Ils se préparent à réitérer le massacre de Sabra et Chatila, dernier en date des hauts-faits du général Sharon. Leur manuel ? Les mémoires du commandant de la Waffen-SS qui avait écrasé le ghetto de Varsovie. Ils sont tout excités par les pertes extrêmement faibles de la Wehrmacht, en 1943, et ils espèrent en répéter la performance en écrasant les Palestiniens (3).

Sharon a surpassé Hitler: le dictateur allemand avait évité soigneusement de donner l'ordre de tuer les juifs: le führer juif a appelé sans ambages à tuer les goyim au journal de vingt heures, à la télévision israélienne. Alors que de nombreux Allemands, auxquels les nazis faisaient horreur, avaient au péril de leur vie fui leur pays pour aller servir dans les armées alliées contre le Troisième Reich, les juifs hésitent encore à rompre le lien de fausse loyauté envers leur Troisième Reich. Les Israéliens de conscience refusent de participer directement au nettoyage ethnique. C'est très bien. Mais cela ne saurait suffire. Nous devons suivre l'exemple d'Ernst Thaelmann et de Joe Slovo, franchir les lignes et rejoindre les combattants palestiniens sur les barricades de Gaza et de Tulkarem. Dans le quotidien anglais *The Guardian* (4), Jonathan Freedland qualifie les protestataires israéliens de "héros". Je tiens ce titre en réserve, en ce qui me concerne, pour le tireur d'élite de la Vallée des Brigands.

Il - Il y a quelque temps de cela, je décrivais la guerre qui se déroule en Palestine de "génocide rampant". Aujourd'hui, le processus s'accélère. Je doute qu'il pût en aller autrement, étant donné que le paradigme juif des faits accomplis est cause inéluctable de génocide et de transfert de population. Les gouvernements largement dominés par des juifs de la Pologne et de la Tchécoslovaquie d'après-guerre ont mené une politique génocidaire de transfert de leur population allemande, en 1945. Le gouvernement très majoritairement juif de la Hongrie révolutionnaire de 1919 a massacré ses opposants à grande échelle. Les juifs occupaient une place éminente dans le gouvernement d'Atatürk lorsque les Grecs furent massacrés à Smyrne (Izmir). Ce paradigme n'a pas besoin de juifs ethniques pour être appliqué: **l'Allemagne nazie a mis en pratique son idéologie raciste contre les juifs en recourant au paradigme juif de pureté et de supériorité raciales.**

Une différence: depuis 1945, les Allemands paient pour les atrocités commises. Leur remords a complètement brisé leur volonté. Mais les juifs ont très peu de remords pour les transferts et les massacres. John Sack, écrivain juif américain, a décrit la participation des juifs aux atrocités commises après la chute du Reich, en 1945, dans son livre "Oeil pour oeil". Cet ouvrage aurait pu fournir l'occasion d'une catharsis, de regrets profonds, de remords. Mais non, bien loin de là. Le livre fut interdit et Sack devint une non-personne. Le comportement étrange de Benny Morris, le "nouvel historien" israélien, a stupéfié plus d'un de ses amis: comment l'homme qui a décrit l'Holocauste palestinien de 1948, Al-Nakbah, peut-il être aujourd'hui un détracteur de la cause palestinienne ? Rien d'étonnant à cela, en réalité: tuer et transférer des Gentils n'est en rien motif à regret, dans le paradigme juif de supériorité.

Il n'est pas du tout étonnant que ce paradigme archaïque ait pris un tel ascendant dans l'Etat juif. Il y a quelques jours, la télévision israélienne a diffusé un débat fort animé sur les avantages du transfert (des Palestiniens, ndt). Tout le monde n'était pas en faveur de cette "solution", mais les chauds partisans du transfert n'ont absolument pas été stigmatisés. Ils étaient là, assis, tranquillement, appelant au massacre de masse et à l'expulsion des Palestiniens avec des sourires suffisants, citant abondamment les transferts précédents pour appuyer la légitimité de leur cause. La nouvelle la plus horrifiante jusqu'à ce jour a été diffusée aujourd'hui par Israël et servilement reprise telle quelle par CNN et les médias détenus par les juifs partout ailleurs. L'information première concernait la mort d'un sergent israélien, suivie par la mention - pour mémoire - de celle de cinquante Palestiniens.

Comment est-ce possible ? Les Israéliens ne sont pas des monstres, ni les juifs. Même Sharon a l'air d'un nounours câlinable, a dit le général américain Zinni. Comment nos compatriotes fondamentalement sympas sont-ils capables de commettre des crimes horribles et cependant de rester plutôt sympas ? Ce paradoxe trouve ses racines dans un clivage artificiel, dans la mentalité juive, entre les juifs et les non-juifs. Dans l'enchaînement "juif-Gentil-animal", la différence entre les deux premiers termes est beaucoup plus importante que celle qui existe entre les deuxième et troisième, décrète doctement le Taniya, un recueil d'enseignements juifs traditionnels. Cette notion est bien ancrée dans le subconscient de très nombreux juifs, bons comme mauvais.

Tandis que les mauvais juifs de l'espèce de Sharon assassinent les Gentils sans le moindre remords, de nombreux bons juifs protestent contre les agissements de Sharon comme ils le feraient contre le traitement cruel d'animaux. **Il est de fait qu'à Tel-Aviv, il y a plus d'affiches, sur les murs, protestant contre l'inhumanité du gavage des oies que d'affiches dénonçant les massacres de Goyim.**

Le Talmud prône la compassion envers les animaux, comme nous le voyons dans cette fable. Un mouton, qu'on amenait à l'abattoir, avait essayé de se mettre à l'abri auprès du Rabbin Judah

Princeps. Mais celui-ci dit que le destin normal d'un mouton était d'être abattu. Comme il avait failli à la mansuétude envers le mouton, Dieu lui retira sa mansuétude divine, et le saint Rabbin souffrit, des années durant, de terribles douleurs rénales. Des années après, il intervint pour interdire que l'on tuât des guêpes : cette preuve de compassion amena Dieu à revenir sur Son jugement. Mais il y a une profonde absence de compassion envers les non-juifs. Ils sont fréquemment comparés à des animaux. Si sauver un animal en danger est un devoir, il n'y a aucune obligation à porter secours à un Gentil. Ce paradoxe associant la compassion envers les animaux et l'absence de sensibilité envers les Gentils se traduit par de nombreuses anomalies dans l'attitude des juifs.

En dépit des bons sentiments envers les animaux, les gens n'hésitent pas à les vendre, à les tuer, à les séparer et à les déplacer où cela est jugé nécessaire. Nous ne considérons pas cela comme un péché ni comme un comportement répréhensible. Lady Macbeth avait perdu le sommeil à cause du sang versé, mais une personne ayant une façon juive de voir les choses n'aurait ressenti aucun malaise. Elle serait restée elle-même, enjouée, après avoir tué des paysans palestiniens à Kafr Kassem en 1956, des prisonniers de guerre égyptiens, en 1967 voire même des gens appartenant à la petite noblesse terrienne en Russie et en Hongrie, en 1920, des Allemands et des Polonais en 1945, des Irakiens et des Afghans en 2002...

Cette personne ne donnerait pas l'impression d'être un tueur maniaque, car elle se considérerait elle-même comme absolument normale. J'ai rencontré de nombreux tueurs et tortionnaires professionnels, en Israël: aucun d'entre eux n'avaient la moindre idée de ce que pouvaient bien être les soubresauts de la conscience. Un ancien juge de la Cour suprême israélienne, Moshe Landau, a autorisé la torture "modérée" des Goyim détenus, mais leurs cris ne l'ont jamais empêché de dormir. Il est toujours honoré par ses collègues et les médias. Dans une interview, un responsable du Shabak (service de renseignement israélien) s'est vanté d'avoir écrasé la tête d'un prisonnier Palestinien à coups de pierre (5). Il ne comprenait pas que l'on puisse trouver cela critiquable. Et effectivement, lorsque sa carrière souffrit un léger contre-temps, de nombreux députés et l'opinion publique israélienne lui manifestèrent leur soutien.

La profonde conviction que nous avons raison nous rend, nous autres, juifs, très différents. Cela rend la tâche des bons juifs d'autant plus difficile. Nous ne dérangeons pas assez. Les juifs nazis sont on ne peut plus tolérants à l'égard des juifs libéraux: les deux parties entretiennent entre elles les relations tendues, mais vivables, du type de celles qu'entretiennent entre eux un chasseur et un végétarien, et non entre un chasseur et sa proie. Rares sont les juifs radicaux tels le groupe Al-Awdah prêt à casser le moule de la complaisance en rejetant l'idée-même d'un Etat juif et du peuple éternel d'Israël.

La réserve vis-à-vis du non-juif se manifeste dans l'endogamie juive, la tradition du mariage à l'intérieur de la communauté. Dans le Talmud, le mariage avec un Gentil est assimilé à la bestialité. Au vingtième siècle, encore, l'écrivain Shalom Aleichem décrit son bon juif, Tevie le laitier (dans *Un violon sur le toit*), pratiquant scrupuleusement les rites de deuil après que sa fille ait épousé un Gentil. L'année dernière encore, Mortimer Zuckerman, propriétaire de plusieurs journaux américains, a divorcé de sa femme non-juive afin de pouvoir être élu à la tête de la communauté juive aux Etats-Unis. C'est dommage, car des juifs, mariés en dehors de la communauté, brisent généralement les amarres d'avec la juiverie organisée, se départissent de leur racisme et intègrent la commune humanité.

Les enfants de mariages mixtes sont souvent perdus quant à leur véritable statut vis-à-vis de la communauté juive. Quoi que puissent leur dire leurs parents bien intentionnés, ils sont le plus souvent considérés comme des bâtards impurs, indignes d'être investi d'une quelconque responsabilité dans la communauté. La communauté les utilisera, les exploitera, puis elle les rejettera. Ce schéma est couramment constaté en Israël, où les enfants de mariages mixtes font le service militaire mais sont enterrés en dehors du carré militaire s'ils meurent pour l'Etat juif. Ils feraient mieux, tout en conservant un intérêt modéré pour leurs origines, d'aller partager le sort de gens enclins à les accepter pleinement parmi eux.

La flambée actuelle de paradigme juif n'est pas la première. C'est comme le Freddy du film d'horreur *Elm Street*: dès que ce concept se matérialise, il provoque un génocide. Le génocide total de la Bible, perpétré par Josué, a servi de modèle aux génocidaires hasmonéens, les massacres de Bar Kochba ont conduit aux massacres de gentils au Yémen et en Palestine, à Chypre et à Alexandrie. Ils ont été largement surpassés par le génocide à grande échelle commis par les chefs juifs khazars. Le

génocide des Palestiniens ne sera pas oublié, et il causera le génocide des juifs. C'est pourquoi je pense que **le spectre sanglant d'un Etat juif devrait être enterré.**

Nous proposons un paradigme différent, celui de l'égalité. Après tout, la véritable césure n'est pas entre les Arabes et les juifs, elle est entre les Sionazis et tous les autres. Les dirigeants actuels d'Israël ont commis des crimes de guerre horribles qui leur ont fait perdre les derniers vestiges de leur légitimité. Il y a un besoin urgent d'établir une nouvelle direction pour l'ensemble de la Palestine, en s'inspirant de l'ANC sud-africaine, un leadership regroupant toutes les communautés religieuses et ethniques de Palestine, un leadership qui appellera les citoyens à prendre les armes contre le dictateur assoiffé de sang Sharon.

NOTES

(1) Voir mon article *Doute et Certitude*.

(2) Publié par Harpers Magazine, octobre 2001, <http://www.harpers.org/online/gaza_diary/?pg=1>

3) *Ha'Aretz*, 27.01.2002

(4) *Guardian*, 06.03.2002

(5) *Les crimes du Shin Bet*, par John Daniszewski, La confession d'un meurtre commis de sang froid glace Israël d'effroi ; Moyen-Orient : Le service de sécurité Shin Bet fait face à de nouvelles critiques : un de ses agent décrit la mort de prisonniers, en 1948, *Los Angeles Times*, Home Edition, 27.02.1996, p. A-1 (haut de page)

Samedi 9 mars 2002.

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier. AMFP 193 du 13 mars 2002

oooooOoooooOooooOooooOooooOooooOooooOooooOooooOooooOoooo

ICI ET LÀ, DANS LE RÉPUBLIQUE BANANO-FRANÇAIS

JOSPIN RACISTE ?

Communiqué de presse - 13 mars 2002

Quand Lionel Jospin reçoit les associations de lutte contre le sida, c'est pour faire la morale à Act Up-Paris

Mardi 12 mars, le candidat Lionel Jospin a reçu dans son quartier général de campagne, les représentants de sept associations de lutte contre le sida (Aides, Act Up-Paris, Action-Traitements, Ensemble Contre le Sida, Sida-Info-Service, Solidarité Sida, Union Nationale des Associations de Lutte contre le Sida).

Au cours de la réunion qui a duré à peine trente minutes, seules quatre associations ont pu présenter, de manière succincte, quelques-unes de leurs doléances et revendications. Que doit-on retenir de cette réunion ? Cette rencontre aura surtout permis à Lionel Jospin de donner son sentiment sur l'intervention d'Act Up-Paris lors du meeting du 8 mars dernier au cours duquel il a été interpellé sur l'inaction de son gouvernement en matière d'accès aux traitements dans les pays pauvres. Lionel Jospin n'aime pas se faire traiter de raciste. La rencontre avec les associations de lutte contre le sida avait pour objectif, avant tout, de lui permettre de nous le dire. Cela dit, il ne dément pas l'être. Il ne propose d'ailleurs rien pour éviter la mort des malades sans traitement et persiste ainsi dans une politique criminelle. Lionel Jospin doit annoncer une contribution française d'au moins un milliard d'euros par an afin d'éviter ces morts. Il refuse pourtant de se prononcer.

Sur ce sujet comme sur les autres, il ne donne aucune réponse concrète aux associations. **Lionel Jospin**, qui s'est contenté de faire un bilan court et incomplet de son gouvernement sur le sida, **marque ainsi son désintérêt et sa méconnaissance des dossiers.**

La lutte contre le sida ne semble pas être une des priorités nationales du candidat à la présidence. La lutte contre le sida l'indiffère.

Contact presse : Alain Bessaha, vice-président

Act Up-Paris, <www.actupp.org>, <actup@actupp.org>

Toulouse : La vérité cachée

Révélation :

Non, les Toulousains ne sont pas fous : il y a bien eu deux explosions le 21 septembre. Et une analyse mathématique de leurs traces acoustiques indique que la première n'a pas eu lieu à AZF mais très vraisemblablement à la SNPE. Les choses bougent à Toulouse. Quatre mois après les faits, on n'a sans doute jamais été aussi près de toucher du doigt "la" vérité. La vraie. Elle va énormément déranger. Beaucoup d'intérêts entrecroisés. Elle vient d'un côté où nul ne l'attendait.

Raison d'Etat ? Mensonge d'Etat? Simple bêtise ?

Toujours est-il que cette vérité-là a été accouchée au forceps, "par la bande", grâce à une poignée d'incrédules, adeptes de ces sciences "dures" impitoyables "maths et physique" qui ne pardonnent rien. Des individus qui ne roulent pour personne dans ce dossier miné. Rien à gagner, hormis des factures de téléphone et d'Internet exorbitantes pour des particuliers. Aujourd'hui, ils sont légitimement fiers d'avoir trouvé la clé de l'énigme. Ils en sont sûrs. Tout leur donne raison. Les validations pleuvent de tous côtés. Mais ils préfèrent rester anonymes, dans l'immédiat, pour préserver leur tranquillité. Nous nous sommes engagés à respecter leur souhait. En échange, ils nous ont expliqués.

Que s'est-il réellement passé le vendredi 21 septembre, à 10 h 17 du matin, dans le complexe pétrochimique classé Seveso II du sud-ouest toulousain ?

Réponse (inédite et hautement probable) :

Une première explosion fortement "couplée au sol", souterraine, à la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE).

De quelle origine ?

Nul ne le sait, c'est à la nouvelle enquête qu'il appartiendra de le déterminer. Cette première explosion a entraîné des désordres majeurs dans la grosse alimentation électrique de la SNPE. Ces désordres se sont répercutés, sous forme d'arcs électriques souterrains et de surface – des éclairs en quelque sorte –, sur une bande de terre hérissée de poteaux aux arêtes vives et de hangars métalliques allant en ligne droite de la SNPE au transformateur de 63000 volts du dépôt de la Semvat (la société des bus toulousains), à plus d'un kilomètre de là (lire Paris-Match du jeudi 10 janvier). Au beau milieu de cette bande de terre soudainement électrifiée se trouve le fameux hangar 221 de l'usine Azote de France (AZF) et son tas d'environ trois cents tonnes de nitrate d'ammonium, un engrais agricole banal, déclassé à cause de la taille des granulats qui le composent. La fatalité a voulu que l'éclair principal de cet arc électrique (température interne évaluée à 4600° C, tous les manuels de soudure à l'arc vous le diront) ait suivi une ligne qui l'a conduit à maintenir quelques instants cette formidable quantité d'énergie externe sur un ou plusieurs mètres carrés du tas d'ammonitrate. Et pour le coup, tous les chimistes vous le diront aussi, cela oui, trois fois oui, a suffi à faire exploser AZF et à ravager Toulouse !

Pour résumer :

Il y a eu deux explosions distinctes, en deux sites distincts, mais voisins (environ huit cents mètres de distance), la seconde (à AZF) étant la conséquence directe de la première (à la SNPE), par une sorte d'effet dominos de nature électrique entraîné par la première, dont l'origine reste à expliquer.

Une aversion prononcée pour les vérités d'État.

Dit comme cela, on a l'air de se vanter ou d'affabuler. Que les choses soient donc claires: *Valeurs Actuelles* ne revendique en rien la paternité intellectuelle de tout cet exposé. Il ne fait que rendre publics, après maints recoupements, les résultats inédits, qui semblent totalement dignes de foi, d'une enquête indépendante. Elle a été conduite par une petite équipe de scientifiques bénévoles, armés d'un solide bon sens, d'une vaste culture mathématique et d'une aversion prononcée pour les "vérités" assénées d'autorité, fussent-elles d'Etat. Une équipe qui vient d'arriver à une conclusion aussi étonnante qu'intellectuellement convaincante. Jusqu'à ces derniers jours, l'enquête judiciaire

officielle, sur laquelle un point a été fait ce mardi 15 janvier, à l'occasion de la rentrée judiciaire toulousaine, continuait imperturbablement de privilégier la thèse de l'accident chimique survenu dans un "dépotoir" où l'on aurait accumulé les "négligences". L'explosion d'une partie du tas d'environ trois cents tonnes de nitrate d'ammonium entreposé dans le hangar 221 de l'usine AZF trente morts, trois mille blessés, vingt-cinq mille logements endommagés, des milliers d'emplois en chômage technique ou menacés de disparition, des centaines de millions d'euros de dégâts, serait due, si l'on a bien compris, à un "phénomène d'auto-inflammation". Cette étrange "combustion spontanée" de l'ammonitrate serait liée à un lent et complexe processus de dégradation, inconnu jusqu'alors, où se sont trouvés mêlés, au fil du temps et des hypothèses, l'humidité, le contact avec une foulditude de produits organiques fioul échappé d'un chariot élévateur, bitume, déchets de papier ou de carton, cadavres d'animaux, on en passe et des meilleures! Voire d'autres substances chimiques, en particulier du chlore. Autant de "pistes" successives qui rebondissent les unes sur les autres depuis de longues semaines, sans jamais emporter l'adhésion, et qui ont toutes au moins trois points communs : Elles laissent profondément sceptiques l'écrasante majorité des chimistes indépendants spécialistes du nitrate d'ammonium, qui répètent à l'envi que cet engrais agricole est un composé stable nécessitant l'apport extérieur d'une formidable quantité d'énergie pour être "amorcé" et se transformer en explosif. Elles accablent AZF, filiale du groupe Total-Fina-Elf, pour l'incurie présumée de ses conditions de stockage : en jouant sur le parallèle, il est vrai tentant, avec la catastrophe de l'Erika, elles engagent donc en priorité la responsabilité juridique et financière du groupe pétrolier, et exonèrent du même coup tout autre responsable potentiel. Elles ne permettent pas, en l'état, d'intégrer de manière rationnelle de nombreux témoignages discordants recueillis par les enquêteurs du SRPJ dans les heures et les jours qui ont suivi la catastrophe, et qui semblent, de fait, avoir été soigneusement laissés de côté par les magistrats instructeurs et leurs experts. En particulier, la thèse officielle ne parvient ni à expliquer que des milliers de Toulousains, y compris sur le site d'AZF, ont entendu deux explosions nettement séparées par une poignée de secondes, ni à assimiler les phénomènes électriques ou électromagnétiques pour le moins bizarroïdes perçus juste avant l'explosion du hangar 221 par un certain nombre de survivants qui se trouvaient sur place, sans parler des éclairs ou des arcs lumineux observés dans les parages, qui avaient même conduit à évoquer l'hypothèse d'un tir de roquette ou de missile. Et qui ne sont, finalement, que le fruit de la réverbération dans l'air des arcs électriques en boucle à l'origine de l'explosion 2, celle d'AZF.

Acoustique, électricité, lumière :

Ces trois données essentielles pour résoudre l'énigme, et pourtant a priori fort éloignées de l'univers de la chimie ont très vite intrigué quelques esprits pétris de géométrie. En particulier un médecin toulousain dont le cabinet a été dévasté le 21 septembre, un mathématicien, agrégé et docteur, qui a enseigné dix ans en "maths-spé-M" au lycée Pierre-de-Fermat, à Toulouse, avant de former des agrégatifs à l'université de Jussieu, un autre mathématicien parisien de renom, et plusieurs correspondants issus des sciences "dures" avec lesquels ils ont coutume de confronter régulièrement, via Internet, leurs interrogations scientifiques du moment, comme d'autres jouent au Scrabble ou font des mots croisés.

Il n'y a pas eu une mais deux explosions!

Ces Sherlock Holmes chevronnés qui se tiennent naturellement à la disposition de la justice ont donc décidé de mener leurs propres investigations en s'en tenant aux faits. Et en traitant la question comme un problème de géométrie, "discipline malheureusement de moins en moins enseignée", comme le regrette un de ces "matheux".

Leurs conclusions présentes sont pour ainsi dire sans appel.

Primo, les Toulousains n'ont pas rêvé : il n'y a pas eu une mais bien deux explosions distinctes, espacées dans le temps d'environ huit secondes (ils possèdent de solides indices que le délai entre les deux "bangs" soit de cet ordre). Deuxio, si l'épicentre de l'explosion 2, celle qui a ravagé Toulouse, se trouve bien dans le hangar 221 d'AZF, il paraît mathématiquement impossible que l'épicentre de l'explosion 1 soit situé au même endroit. Tertio, l'ensemble des points susceptibles d'avoir été l'épicentre de cette explosion 1 forme une branche d'hyperbole qui ne s'approche jamais à moins de cinq cents mètres de l'usine AZFS mais qui traverse de part en part, à environ huit cents mètres à l'est, la SNPE une société d'Etat aux activités civiles et militaires stratégiques couvertes par le "secret-défense", et qui fabriquait notamment les carburants de la fusée Ariane V et du futur missile balistique

M51 !Corollaire, l'explosion 1, perçue à des kilomètres à la ronde comme très brève, très sèche et très courte plusieurs témoins parlent d'un "pneu géant qui éclate" et ont ressenti une secousse, sans dégâts matériels apparents -, a été très probablement souterraine. A contrario, pour l'explosion 2, celle du hangar 221, l'essentiel de l'énergie déployée s'est propagée en surface : c'est elle qui a tout dévasté, environ huit secondes plus tard, et qui a en quelque sorte effacé sur le site les conséquences de la première. Allez prouver à présent que les dégâts constatés à la SNPE proviennent de l'explosion 1 et non de l'explosion 2 : on vous souhaite bien du plaisir!

Comment la petite équipe "amateur" en est-elle arrivée là ?

Grâce à de banales cassettes audio, à des logiciels professionnels utilisés par les ingénieurs du son (comme SoundForge ou WaveLab), et à un maximum de cellules grises!

Le témoignage clé de Laurence B.:

Très vite, un témoignage clé les a mis sur la piste : celui de Laurence B., jeune et fraîche recrue d'AZF, qui se trouvait au moment des faits dans une salle de réunion à moins de cinquante mètres du hangar 221, en entretien avec son chef, l'ingénieur Mauzac. Dans le même petit bâtiment se trouvaient six personnes, dont trois ont été tuées. Laurence B. a survécu par miracle, protégée par une dalle de béton qui, en s'effondrant sur elle sans l'écraser, lui a ménagé un petit tunnel de survie. M. Mauzac n'a pas eu cette chance : il a agonisé jusqu'à 12 h 30, le 21 septembre, après avoir été extrait des gravats. Or Laurence B. fait une relation très précise de ce qui s'est passé juste avant qu'elle perde connaissance : elle se souvient de l'explosion 1, brève, sèche et élastique, et explique que M. Mauzac, après une imperceptible hésitation, a continué de lui parler sans faire mine de s'inquiéter outre mesure. Ce n'est que quelques secondes plus tard nettement plus de trois secondes, ce qui est énorme à une si faible distance, et exclut totalement qu'il s'agisse du même événement que s'est produite la formidable explosion 2 qui a tout dévasté.

Ce témoignage n'a d'ailleurs rien d'isolé.

Des milliers de personnes parfois par paquets de plusieurs dizaines comme dans telle administration de la place des Carmes, dans telle salle de cours de l'hôpital Hôtel-Dieu, dans telle salle de conférences de l'hôtel Mercure, en plein centre-ville, où Mme Mauzac, la femme de l'ingénieur, organisait un colloque de chimistes ont entendu l'explosion 1 jusqu'à cinq kilomètres de distance, dans des locaux fermés. Puis l'explosion 2, et son cortège de ruines et de vitres soufflées.

Que leur a-t-on expliqué ?

Qu'ils avaient été victimes d'une "illusion sismique" comme on parle d'illusion d'optique, au motif que les ondes sismiques, qui se propagent sous terre à des vitesses comprises entre 1 et 8 kilomètres par seconde (km/s), les avaient atteints plus rapidement que le son et l'effet de souffle qui, eux, voyagent dans les airs aux alentours de 340 mètres par seconde (m/s) (indépendamment de la vitesse du vent, qui peut modifier sensiblement ce paramètre : il se trouve qu'il soufflait ce jour-là, à l'heure dite, un léger vent d'autan constant d'orientation est-sud-est, ouest-nord-ouest de 7,2 mètres par seconde, dont l'influence s'avère négligeable en l'espèce). Cette théorie "illusion sismique" a été abusivement accréditée par les médias dès la fin septembre, après la publication d'un rapport remis, six jours après la catastrophe, à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (Drire) de Toulouse par l'équipe de sismologie regroupée autour de Matthieu Sylvander à l'OMP (l'Observatoire de Midi-Pyrénées, une section de l'université Paul-Sabatier de Toulouse). Avec un luxe de précautions et de conditionnels que la presse a eu tôt fait de passer par profits et pertes au grand dam de M. Sylvander, – qui se dit, en privé, très troublé de ce qu'on lui fait endosser –, ce rapport expliquait notamment que dans certaines conditions les ondes sismiques dites de type P provoquées par des tremblements de terre "conséquents" peuvent engendrer des grondements sourds que l'on entend plus tôt, selon un mécanisme de réfraction dans l'air d'une petite fraction de ces ondes. Cette petite fraction ayant commencé son trajet dans le sol, où elle va grosso modo dix fois plus vite que le son dans l'air, le son entendu arrive donc plus tôt que s'il avait effectué tout son trajet dans les airs. Le rapport AZF-Drire rappelait ce phénomène et signalait que, sous certaines conditions draconiennes très précises, il aurait pu expliquer que des milliers de Toulousains aient cru entendre deux explosions alors même qu'il aurait pu n'y en avoir qu'une seule. Mais ce rapport précisait aussi qu'à faible distance de l'épicentre de l'explosion, – typiquement le cas de Laurence B, mais aussi d'autres survivants sur le site –, le phénomène de grondement sismique ne pouvait pas jouer et que le "bang" ne pouvait être entendu qu'une seule fois. Il n'empêche que, depuis trois mois et demi, la thèse

“officielle” étant martelée, bien des Toulousains n'osent plus évoquer qu'à mi-voix, comme s'il s'agissait d'un délit, l'hypothèse des deux explosions distinctes. Une hypothèse qui ne rentre pas du tout dans le cadre de l'enquête judiciaire officielle, orientée dès le départ autour d'une explosion et d'une seule dans le hangar 221 d'AZF, dont il s'agit de déterminer la cause.

Plusieurs enregistrements audio de bonne qualité.

Si l'on admet, en revanche, que deux explosions distinctes se sont produites à un bref intervalle (environ huit secondes), la première question à se poser est de savoir si elles ont eu lieu au même endroit ou si leurs épicentres sont distincts. C'est ici qu'intervient l'acoustique, et l'apport essentiel de nos mathématiciens. L'idée de recherche était la suivante : disposer de plusieurs enregistrements audio de bonne qualité, réalisés ce matin-là en divers points de l'agglomération toulousaine, à des distances et dans des directions différentes, pour vérifier si l'intervalle de temps entre les deux explosions restait constant ce qui impliquait un épicentre unique pour les deux explosions ou s'il variait en fonction de la position de l'observateur, ce qui impliquait deux épicentres distincts (voir figures 1 et 2, page de gauche). Une première cassette est arrivée le 15 décembre. Une seconde le 20. Il y en a eu deux autres depuis. Elles concordent. L'une a été enregistrée lors d'une conférence à l'Hôtel-Dieu. L'autre lors d'un cours à l'école de chirurgie dentaire de Ranguel. Les intervalles de temps entre les deux explosions, mesurés avec une précision de l'ordre de 5/100e de seconde, font apparaître un écart pleinement significatif de 2,3 secondes entre les deux enregistrements. Et permettent de dessiner les deux branches d'une hyperbole à l'aide du logiciel Cabri, – le meilleur pour les coniques, et il est français ! –, c'est-à-dire l'ensemble des points où est susceptible de s'être produite l'explosion 1. La branche utile traverse de part en part l'usine SNPE, entre les deux bras de la Garonne. CQFD.

Auteur non identifié. Reçu 3 février 2002.

MORT AUX JEUNES

“ En prévision des attentats, il faut rassurer la nation ” yep, yep, yep...

Ce jour, 2 mars 2002, le combat des prolétaires contre leur exploitation a sans doute connu un événement marquant de sa longue histoire de lutte de classe.

Suite à l'adoption d'un arsenal anti-terroriste après l'attentat du 11 septembre 2001 contre les tours du WTC, une “street parade”, c.-à-d. une manifestation prenant la forme d'une fête de rue: sound-system balançant à fond de la musique techno, jongleurs et déguisements divers..., était organisée dans le cadre d'un forum de désobéissance sociale (initialement qualifié de “civil” pour signaler sans contestation possible son absolue non-dangerosité).. Rappelons que ce collectif est constitué d'une diversité d'organisations d'extrême-gauche, ou gauche de la gauche, allant de Droits Devant (trotskiste) à Scalp, organisation-antifasciste-d'inspiration-libertaire. L'observateur sceptique et hésitant pouvait identifier trois types, ou catégories, de participants à cette euphorie auto-entretenu : les militants spécialisés, que l'on retrouve toujours et partout, crevant à feu doux d'optimisme et de bonne volonté ; les “fêtards”, catégorie assez vague regroupant, grosso modo, des jeunes un peu paumés se proclament bruyamment anarchistes pour étouffer leur mal être ; enfin, la fraction armée du carnaval (FAC), soit le service d'ordre que l'on identifiait facilement par le brassard orange vif attaché à leur bras droit, comme chez les flics, la seule différence tangible étant que le brassard policier porte en larges caractères noirs, ce mot sacré de police, alors que le brassard antifasciste, modestement, ne révélait aucun indice sur l'appartenance des individus en question. Espérons que, à l'avenir, les SO pourront arborer fièrement leurs brassards aux couleurs de l'antifascisme ou du syndicalisme révolutionnaire, se promenant main dans la main avec les Renseignements généraux sur des boulevards propres et bien dégagés.

Quelques mots sur les marioles et les marionnettes... Les premiers sur le SO, constitué de gros bras au regard méchant, quoique protecteur, et viril (que de jeunes filles doivent saliver, pour ne pas dire plus, à la vue de cette allure imposante et cette démarche guerrière !), venant des diverses organisations du forum, dont un certain nombre d'antifascistes. Car, si loin que l'on remonte dans l'histoire de l'intégration au capital et de ses agents -syndicats et partis de toute obéissance-, un tel

zèle à encadrer chaque manifestant, à exercer un contrôle sur le moindre agitateur qui oserait sortir du chemin tracé par l'Etat, à recanaliser dans le flux ceux qui exprimaient la velléité insolente de bloquer insolemment la sainte circulation en s'écartant du troupeau nous ramenait aux glorieux jours où la CGT officiait en habit stalinien pour la défense du socialisme réel. Mais, après tout et quoiqu'en disent les irresponsables, nous ne sommes pas en lutte, nous défilons pacifiquement pour défendre nos droits et nos acquis sociaux conquis par nos pères et mères dans une démocratie ouverte. Et les passants en vadrouille, à la recherche de marchandises inconnues, ne s'y trompaient pas, qui contemplaient, avec un air décontracté et complice, cette représentation magnifiée de la lutte.

Deuxièmement, quelques mots sur les "jeunes", étudiants en art ou en sociologie ou punks déjà achevés par la dope et la misère. L'un des spectacles les plus mémorables fût celui où un jeune homme de grande allure, vêtu d'une veste militaire (le dieu anarchiste reconnaîtra les siens), hurlait névrotiquement: "Anarchie, Anarchie". Quelle que soit la cause pathologique ou la substance absorbée à laquelle on puisse attribuer ce prometteur enthousiasme révolutionnaire, ce brave garçon exprimait avec brio ce que les autres brûlaient d'éruer à la face du vilain monde. Il était le porte-drapeau de cette foule, son digne représentant, et c'est sans doute pour cette raison qu'il fallait un sang-froid certain et une bonne maîtrise de soi pour ne pas aller lui casser la gueule (sans parler de la crainte que de fidèles disciples, instantanément convertis à la foi anarchiste, ne viennent au secours du maître).

Mais il y aurait beaucoup à dire sur cette espèce, et sans doute est-il préférable de s'en tenir, pour l'instant, à l'appel au meurtre. Car la seule conclusion à laquelle je puisse arriver (et je demande à tout lecteur potentiel, et qui y croit, de me démontrer le contraire sans invoquer les vieilles rengaines du matérialisme militant) est que la mise hors d'état de nuire de cette espèce-là sera une condition préalable à la destruction du monde capitaliste.

Enfin, un dernier mot pour ces sempiternels militants, fiers de l'être et peu touchés par le doute. Par leur étalage de bonté, leurs bons sentiments et leur esprit de sacrifice, ils représentaient, dans l'arène de ce cirque minable, le spectacle le plus attendrissant. Pour le passant ordinaire, quoi de plus émouvant que ces vendeurs de journaux à la criée et autres patients distributeurs de tracts s'agitant pour écouler leur insipide propagande ?

En finir ? La question "En finir ?" n'a pas plus de sens que le "Que faire ?" du vieux révolutionnaire de métier. Ce que signifie, en dernier analyse, une telle débauche de bonté contenue, d'énerverment, de joie et de malheur juvéniles offerts en sacrifice, c'est que l'anarchisme, comme, du reste toutes les idéologies révolutionnaristes, tous les ismes du mouvement ouvrier, a cessé définitivement d'exister comme force sociale et historique depuis bien longtemps (exactement, depuis la "révolution" espagnole). Et le mélange d'ennui, de haine froide et de condescendance que l'on peut éprouver à la vue de tous ces idéologues-activistes, c'est aussi la sensation ressentie devant celui qui a tout perdu, le sait et va pour se perdre.

Pour finir, justement on ne peut considérer ces événements et tous ceux de cette trempe que pour ce qu'ils sont : DE LA MERDE. Nous ne féliciterons pas ceux qui y participent.

Sur différentes listes: 12 Mar 2002
From: <elincontrolado@yahoo.fr>

SOIRÉE DE PLOMB

"Nanterre-la-folie", socialisation ou barbarie

L'histoire se répète depuis plusieurs mois sans qu'on n'y prenne garde. Là c'est un événement inimaginable de l'autre côté de l'Atlantique; ici c'est un fait sans précédent dans une banlieue de la capitale. Dans les deux cas, d'apparence incomparable, c'est la même réponse sociale et médiatique. Il faut couvrir l'absolue singularité de ces gestes, contenir leur possibilité de contagion, la peur et la panique, le questionnement légitime sur le sens de ces passages à l'acte. On invoquera d'abord l'exceptionnalité, le caractère absolument imprévisible de tels gestes – le système n'est pas pris en défaut, les gouvernants contrôlent la situation, n'ayez crainte populations... Puis, dans le même mouvement, il faudra tout de même expliquer l'inexplicable, rendre compte, donner des raisons, on convoquera donc une batterie d'experts au service de l'interprétation. D'un côté on surenchérit dans

le mythe ; de l'autre on surjoue la raison, c'est la matrice rhétorique qui justifie l'état d'exception dans lequel vivent désormais nos sociétés. Dans ce dispositif discursif d'annulation où la charge d'un événement est prise en étau, une fonction particulière est réservée au psychologue. Il fournit le lexique de la réprobation unilatérale, folie, démence, barbarie, etc. On le remarque à propos des crimes sexuels comme pour le terrorisme, paupérisé et dévalué, le champ psychiatrique est aujourd'hui annexé au champ juridique, mode de production privilégié d'une anormalité de masse qui ne connaît pas encore ses lois.

La tragédie de Nanterre n'est pas un fait divers : elle n'est le produit d'une individualité qu'en tant que celle-ci exprime des tendances sociales plus générales. Un fait intrigue dans le retour de la violence sur la scène sociale depuis plusieurs mois : la combinaison de l'homicide et du suicide. Richard Durn implorait qu'on le tue à la mairie de Nanterre. En moins de 35 heures il y est parvenu. Les pirates du 11 septembre ou les combattants de l'Intifada sont dans des situations semblables. Nul besoin de se tourner vers des pensées extrêmes pour comprendre ce dont il s'agit. Durkheim analysait ainsi le phénomène en 1895 : "il doit y avoir une autre forme, plus moderne, du suicide, susceptible également de se combiner avec l'homicide. (...) L'état d'exacerbation où se trouve alors l'individu est tel que, pour se soulager, il lui faut deux victimes. Voilà pourquoi, aujourd'hui, un certain parallélisme entre le développement de l'homicide et celui du suicide se rencontre surtout dans les grands centres et dans les régions de civilisation intense. C'est que l'anomie y est à l'état aigu". La trajectoire sociale de Richard Durn exprime en tout point le désir d'en finir avec cette anomie. Le "meurtrier de Nanterre" fait partie de ceux qu'on a appelé les exclus, il touchait le RMI depuis plusieurs années. Durn est un précaire, ou plutôt un "intello précaire" ("Les intellos précaires" Anne et Marine Rambach, Fayard 2002), pas un laissé-pour-compte traditionnel qui rentre dans la connaissance préétablie que nous avons de la relégation sociale. Diplômé d'histoire et de science politique, il n'a cessé de chercher une reconnaissance institutionnelle. D'origine slovène, on le trouve engagé dans une action humanitaire en Bosnie pendant la guerre. Il n'est pas un oisif, il est de ceux qui ne supportent pas de ne pas avoir d'activité, de rôle dans la société, de ceux qui souffrent d'avoir intériorisé la norme du travail salarié. Richard Durn est un intello précaire dont l'activité propre ne trouve aucune inscription sociale, aucune reconnaissance matérielle parce qu'elle n'entre pas dans le circuit de la valeur d'échange. On se moque aujourd'hui de cet homme qui continuait d'habiter chez sa mère à l'âge de 33 ans, comme s'il s'agissait là d'une pathologie annonciatrice de ses actes ultérieurs. Là encore l'affaire est banale : les services de la mairie n'ont pas réellement pris en compte à sa demande de logement social. On se demande quelle atrocité supplémentaire est nécessaire pour que la "gauche plurielle" continue d'ignorer le lien qui existe entre les faits de Nanterre et son refus de faire de la pauvreté et des inégalités une question digne d'un candidat à l'élection présidentielle – comme le déclarait Jean-Christophe Cambadélis en recevant des chômeurs et des précaires il y a quelques jours – de s'interroger sur le niveau des minimas sociaux et sur l'interdiction de RMI qui frappe des centaines de milliers de jeunes de moins de 25 ans. Il y a une irresponsabilité intolérable à continuer à traiter des actes de violence ou du thème de l'insécurité comme s'il ne s'agissait pas, comme le rappelle Durkheim, de "faits sociaux".

Cet aveuglement prend une résonance particulière dans le cas de Richard Durn qui pour lutter contre la stigmatisation et la dissolution du lien social subies se tourne vers la politique, vers les associations et les partis. Les contorsions des Verts pour ne pas accepter de reconnaître qu'il fut de leurs proches, comme il fut membre éphémère du Parti Socialiste, ajoutent au pathétique des faits. On ne veut pas admettre que Richard Durn a cherché dans le monde militant de quoi surmonter son désenchantement. Son adhésion à la Ligue des droits de l'homme comme sa présence dans les partis politiques témoignent d'une volonté d'intégration sociale qui ne trouve pas d'échos, d'un désir de socialisation qui échoue à répétition. C'est que le précaire n'a pas le droit d'exister positivement comme il n'a pas le droit d'exister politiquement. Voué à la survie, il est proprement irréprésentable. Rien n'est plus faux que de comparer le geste de Durn avec celui des mass murderer américains, et de se repaître ainsi, dans la bonne conscience retrouvée, d'une critique de l'américanisation de la société française. Le meurtre commis par Durn n'a pas lieu dans un bureau de poste, un lycée de province, un Mac Donald's, dans une rue commerçante ou lors d'une banale réunion de famille. Il survient dans une institution politique, dans l'arène censée représenter au mieux l'idéal démocratique à sa plus petite échelle. Le passage à l'acte dans la séance du conseil municipal de Nanterre n'a donc rien d'aléatoire. Il exprime l'état de frustration d'un citoyen face aux instances de représentation

politique existantes qu'il a connues de l'intérieur. Et si Durn s'en prend, dans un geste apparemment incompréhensible, à ceux qui lui furent politiquement le plus proches, n'est-ce pas précisément parce qu'ils sont ceux qui l'ont le plus déçu ? En pleine campagne électorale, l'acte met en cause à sa manière, les limites de la représentation politique dans les démocraties. Directement visé ici : l'État dans sa diffusion capillaire.

Il faudra s'interroger sur le fait qu'il est devenu inacceptable de proposer une interprétation politique d'actes qui relèvent de cette dimension, même s'ils sont exceptionnels, même si leurs conséquences sont extrêmes, même s'ils sont marqués au coin du ressentiment. Y a-t-il récupération à dire que la résurgence au niveau international comme au niveau local d'actes de "propagande par le fait", de violences qualifiées tantôt de terroristes, tantôt de démentes, exprime un état de tension des sociétés actuelles, une crise sociale qui est aussi une crise politique ? Si l'on peut faire l'hypothèse qu'un nouveau cycle de luttes a commencé au milieu des années 1990 après trente années de contre-révolution, il est plutôt étonnant qu'il prenne si rarement la forme d'actes isolés, violents, inorganisés, comme ce fut toujours le cas dans l'histoire, qu'on regarde par exemple l'anarchisme en France à la fin du XIXème siècle. Dans ce contexte de renaissance possible d'une "guerre des classes" on a peine à croire que la seule réponse envisagée soit celle d'une criminalisation accrue de la misère. Qui veut mater les salons où l'on cause établis dans les cages d'escaliers et punir d'emprisonnement les fraudeurs des transports en commun, comme le prévoit la Loi de Sécurité Quotidienne (LSQ), choisit de criminaliser la pauvreté. La répression de la misère dans les banlieues comme dans les métros, le refus institutionnel des pratique de gratuité, entraînera toujours une violence en retour. À l'échelle internationale, avec la guerre contre le terrorisme, comme à l'échelle locale, avec les polices de proximité et bientôt les centres de détention pour jeunes, où dans l'organisation du marché de l'emploi, avec le PARE, on ne peut traiter aujourd'hui de la pauvreté et de la précarité, comme dans l'Angleterre du XVIIIème siècle, en la surveillant, en la pénalisant ou en la mettant de force au travail. Nanterre il y a 34 ans en mars fut le théâtre d'événements moins tragiques qui ne demandaient rien d'autre : une démocratie réelle contre une représentation politique séparée. Si l'on veut éviter la multiplication d'actes isolés comme celui de Richard Durn il s'agit de la faire exister maintenant.

Date: Fri, 29 Mar 2002 09:27:46 +0100
From: Laurent <yotogui@ras.eu.org>

UNE GRANDE TAULE POUR L'EUROPE

Violent protesters face EU travel ban

Alan Travis and Ian Black in Brussels
Tuesday December 4, 2001 *The Guardian*

A list of violent demonstrators could be used to stop them travelling within Europe under plans being discussed by the European Union council of ministers.

The proposal to bar "potentially dangerous persons" who are "notoriously known by police forces" follows violent clashes between police and anti-globalisation demonstrators at Gothenburg and Genoa earlier this year.

The new dedicated database covering protesters with a record of violence or public disorder is part of a planned extension of the Schengen information system based in Strasbourg which already holds files on 1.3m individuals, mainly for immigration purposes, and can be accessed from 50,000 computer terminals around Europe.

Ministers also plan to extend the Schengen database to include all "foreigners" -- third country nationals -- such as illegal immigrants and rejected asylum seekers who have failed to leave the EU within "the prescribed time frame".

The anti-protest proposal has been put forward by Belgium, which currently holds the EU presidency. It would allow EU countries to bar an individual from going to a specific event on the grounds that such a ban would reduce the risk of public disorder.

The idea will be discussed by justice and home affairs ministers, including the home secretary, David Blunkett, later this week. They are also expected to agree a wider definition of "terrorism" that includes protests and protesters.

The move extends to violent demonstrators the current powers of EU countries to ban known football hooligans from travelling to a specific match or tournament abroad if there is evidence that they are out to cause trouble again.

The Belgian paper says the list could work by "alerts" being flagged on the Schengen information system on any person who is "notoriously known by the police forces for having committed recognised facts of public order disturbance" when they are moving alone or in a group to a specific event, if there is evidence they are out to "organise, cause, participate in or foment trouble with the aim of threatening public order or security".

The kind of events from which they are to be barred is drawn extremely widely, to include sporting, cultural, political and social occasions.

Statewatch, the European civil liberties monitoring group, said those whose details are put on the Schengen database are not told that their names are on the record until they attempt to travel. It cited the case of two football fans wrongly entered on the list of "suspected" hooligans who found it took years to get their names removed.

A Home Office spokeswoman said the British government generally supported an extension of Schengen to combat organised crime and terrorism and stressed that the proposal would not affect the right to peaceful protest by trade union activists or anti-globalisation demonstrators.

"Lawful protest is fine. We do not want to catch trade union activists or peaceful anti-globalisation protesters," she said.

Finland and Sweden are opposed to the idea, as is non-EU member Norway, which does participate in Schengen. Tony Bunyan, editor of Statewatch, said: "Now we have the frightening prospect that details of suspected terrorists and dissenters will be held by the Schengen information system on one centralised, computerised EU-wide database and all 'foreigners' in the EU held on another - and both are to be the subject of 'targeted action and/or surveillance'."

EU ministers are starting their preparations on the scheme as up to 30,000 anti-globalisation protesters, including many from Britain, are organising to take part in a march for global justice in Brussels in 10 days' time - the first major anti-globalisation protest since September 11.

<<http://www.guardian.co.uk/eu/story/0,7369,611715,00.html>>

LES MÉTHODES BUSH APPLIQUÉES À LA QUESTION SOCIALE PAR LES SOCIO-FASCISTES JOSPINISTES

Une manifestation des instituteurs nantais entièrement séquestrée par la police La méthode Jospin: "Interdire les protestations!"

Ce qui s'est passé aujourd'hui vendredi 8 mars est extrêmement grave et probablement sans précédent pour les libertés publiques.

Une délégation d'instituteurs en lutte pour des créations de postes d'enseignants, et de parents d'élèves, venant de Nantes, composée d'environ 140 personnes (trois autocars) devait être reçue au ministère de l'Education nationale, puis aller ensuite manifester pacifiquement au siège du Q.G. - "l'atelier" du premier ministre-candidat à l'élection présidentielle.

Or, en fin de matinée, les trois autocars ont été pris en charge **dès l'autoroute de l'Ouest par des agents des forces de l'ordre** en motocyclettes, certains en civils. Après avoir ordonné par geste que les trois autocars mettent leurs "warnings", ils ont obligé le convoi à suivre un itinéraire précis à travers Paris, traversant les carrefours au feu rouge, sous la surveillance d'un nombre appréciable d'autres forces de l'ordre postées sur l'itinéraire.

Un peu plus tard, le convoi ainsi kidnappé était arrêté à proximité du siège du ministère de l'Education nationale, dans la section de la rue de Grenelle située précisément (sauf erreur de notre part) entre la rue du Bac et la rue Saint-Simon. Un côté de cette section très limitée de la rue de Grenelle était barré par un rideau de gardes mobiles. Dès que le cortège des manifestants fut conduit dans cette section de rue, un autre rideau de gardes mobiles s'est déployé à l'arrière, pour interdire

toute sortie en direction du boulevard Raspail. Tous les manifestants ont donc été pris dans une souricière (à l'exception de la délégation syndicale qui a été autorisée à être reçue au ministère, d'ailleurs sans résultats).

Les 140 citoyens présents ont été ainsi séquestrés en plein Paris, sans aucune information, durant tout l'après-midi, jusqu'au moment où, le soir venu, leurs autocars ont été rapprochés sur place, pour les ramener à Nantes, toujours sous bonne escorte jusqu'à la sortie de Paris.

[...] 5. C'est une voie de fait. Depuis quand est-il interdit en France à un individu de quitter librement une manifestation, et de circuler librement à sa guise ?

6. C'est enfin une atteinte à la liberté de manifester : le cortège nantais n'a pas pu se rendre en masse au Q.G. de campagne du candidat Premier ministre à l'élection présidentielle, comme il avait été prévu en assemblée générale à Nantes. [...]

Luc Douillard Nantes, 8-9 mars 2002

Avec Jospin, c'est Socialisme ET barbarie.

NN

L'enquête qu'il aurait fallu faire avant la faillite d'Enron
<<http://www.c-span.org/enron/index.asp>>

Republication de la série de Fox TV (déc. 01) sur
l'espionnage israélien aux Etats Unis
<<http://www.firefox.1accesshost.com/cameron.html>>

See how the 9/11 flights were so coordinated. Click on the web site.
Watch each individual flight first before clicking on the last arrow to watch all
4 simultaneously:
<<http://www.usatoday.com/graphics/news/gra/gflightpath2/flash.htm>>

The URL of the RealVideo Archive of the Milosevic "trial" (with English translation) is:
<<http://hague.bard.edu/video.html>>

Qui surveillera les surveillants ? Réagir contre le fichage policier
<<http://renseignementsgeneraux.net/>>

Dans ce monde de brutes, une fragrance subtile:
<<http://perso.wanadoo.fr/rosesdenormandie/>>

Pourquoi les Schtroumpfs sont-ils bleus?
<<http://mapage.noos.fr/mr.furelaud/>>

Une petite partie du rapport de la DEA (Drug Enforcement Administration) sur les "étudiants en arts plastiques" israéliens qui fouinaient près des bases américaines (affaire finalement soulevée par *Le Monde* avec démenti officiel):

<http://atlanta.creativeloafing.com/2002-03-20/news_dea.pdf>

(Leur serveur est très lent; prenez patience)

Les blagues belges de mauvais goût, il n'y a pas pire dégeu:

<<http://www.geocities.com/rigolecity/pedodevinette.htm>>

L'argot "11 septembre" des jeunes Américains

<<http://www.lemonde.fr/article/0,5987,3266--268724-,00.html>>

Vue aérienne de la zone de Guantanamo

<www.space.com/php/multimedia/imagepump/archive.php?category=New>

+++++

In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only.

Chi NON DESIDERA ricevere nostre segnalazioni ci invii una mail a >gazettegb@yahoo.fr<

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à >gazettegb@yahoo.fr<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the *Gazette*, please drop a note to >gazettegb@yahoo.fr<